

SEMAINE DE L'UNITE Une hérésie à combattre ensemble

"Une hérésie fondamentale imprègne toute la théologie occidentale; elle consiste à croire que c'est en nommant la bête que l'on tue la bête (...), en désignant les forces du mal qu'on les abat, en disant la vérité qu'on la fait..."

Cette phrase de Pierre Goldberger, théologien protestant travaillant au Canada, peut nous interroger.

C'est vrai que, dans notre pays, est reconnu aux Eglises un droit à la dénonciation. Mais pour ce qui est de l'étape suivante, celle qui consiste à transformer ce qu'on a énoncé, qui demande stratégie, alliance avec des personnes ne partageant pas nécessairement notre foi... : en un mot, l'action politique au meilleur sens du terme, là les choses se gâtent. Il est rare que les théologiens montent aux barricades. Quant aux laïcs, ils applaudissent Don Helder Camara lorsqu'il dénonce les inégalités qui affectent les échanges Nord-Sud. Cela ne signifie pas encore qu'ils sont prêts à accepter de s'organiser pour changer les règles du jeu.

C'est cela que ne supportent pas les théologiens de la libération. Vous nous dites que vous mettez en question le système, disent-ils à leurs confrères occidentaux, mais vous le faites comme on soumet un pont à certaines charges. Avec la conviction évidente qu'il résistera.

Pour eux, "la solidarité envers le pauvre implique la transformation de l'actuel ordre social; elle implique une praxis historique libératrice, c'est-à-dire une activité transformatrice orientée vers la création d'une société juste et libre." (G. Guttierrez.) Quant aux communautés de base, elles affirmaient lors de leur dernière rencontre internationale "... être prophète aujourd'hui en Amérique latine, c'est partager la douleur, les espoirs et les projets de vie des plus pauvres ... c'est aussi reconnaître le rôle des organisations populaires pour mener à bien le projet d'une société nouvelle qui réponde aux idéaux du Royaume de Dieu".

Résultat : un tir de barrage venant d'horizons très différents. Du côté catholique, on dénoncera la prétention à l'"auto-rédemption" et, du côté protestant, on reprochera cette remise en valeur de la vieille position qui consiste à croire que c'est par ses œuvres qu'on est sauvé (R. Mehl dans le Bulletin du Centre protestant d'études, décembre 1984.)

Ces critiques ont peut-être quelque pertinence mais elles laissent entière la question : comment peut-on, dans nos pays, éviter l'hérésie dénoncée plus haut ? Comment être à la fois témoins de la gratuité de l'amour de Dieu pour tous les hommes en Jésus-Christ ET s'engager de toutes ses forces dans la transformation d'un système qui écrase tant d'hommes sur son passage ?

Au moment où se termine la Semaine de l'unité, nous serions tentés de croire que cette question n'est pas la moins urgente à mettre à l'ordre du jour des rencontres œcuméniques ultérieures.

UTILE, LE PARIS-DAKAR ?

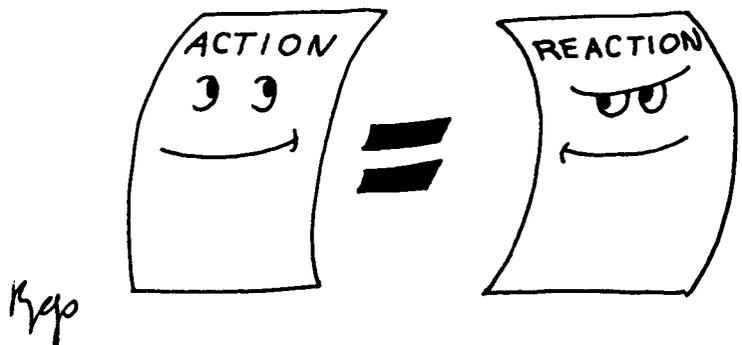
Si oui, c'est comme peut l'être une caricature. Un de ces petits dessins qui, en quelques traits, font qu'une réalité nous saute aux yeux. On sait bien qu'une partie du globe augmente ses ressources tandis que, dans une autre partie, elles stagnent ou même diminuent. On sait bien qu'une partie du globe est encore à la merci des calamités naturelles, la sécheresse notamment, tandis que l'autre a les moyens de les combattre... Les rapports sur ce déséquilibre Nord-Sud rempliraient des bibliothèques...

Et voilà qu'une armada du premier monde fait irruption dans le troisième. A grand renfort de matériel, de carburant, de moyens de communication... d'argent. Ecran de fumée ou plutôt de poussière, qui va clamer entre autres à chaque paysan tenté par l'exode rural : "Regardez ce que c'est que la technique... Qu'est-ce que vous attendez pour rejoindre la ville et son 'progress' ?"

Et les "camions de l'espoir" ?

Pour le dire tout net, nous reconnaissons à une autre entreprise, les "camions de l'espoir", la même valeur de caricature. Caricature d'une certaine forme d'aide. Nous n'ignorons pas que l'idée en revient au cardinal Lustiger, mais le fait d'être archevêque de Paris ne confère pas nécessairement des compétences en matière de relations Nord-Sud. Remède de même nature que le mal, aussi destructeur que lui. Super équipement, super pub, super rythme. "Nous avons choisi cette formule marathon pour maintenir le public en haleine. Le suspense et l'aventure sont les meilleurs moyens d'intéresser les Français au drame du Sahel", déclare Jacques Lievin de RTL.

Beaucoup de générosité, beaucoup d'efforts, des résultats réels mais modestes et beaucoup de frustrations dans les rangs des visités et des visiteurs. "Au fond, tout le monde espérait rencontrer le Sahel. Et cette rencontre s'est résumée au nuage de poussière soulevé dans les villages..." comme le disait un photographe au journaliste du "Monde".



► Du pain sur la planche

"Surtout, dites bien dans vos journaux que les gens du Sahel n'ont pas attendu les "camions de l'espoir" pour réagir et chercher des solutions." Il nous faut recevoir l'appel attristé de ce volontaire travaillant au Niger. Continuer à s'informer, à informer sur les réelles nécessités et ressources des populations sahéliennes. Alors, l'année prochaine ou la suivante, le Paris-Dakar s'arrêtera. Le rallye apparaîtra aussi inconvenant que la construction d'un circuit de moto-cross à la Perle du Lac ou la construction d'une usine au Parc de la Grange.

■ BRESIL Un tournant

C'est fait. Le 15 janvier, le Brésil a renvoyé les militaires à leurs casernes et confié ses destinées à un président civil. Après vingt et un ans de dictature. Le scrutin a été sans surprise tant le candidat choisi par le pouvoir sortant — Paul Maluf — est apparu "imprésentable" au fur et à mesure qu'avançaient la campagne électorale. C'est finalement avec 480 voix contre 180 à son concurrent que Tancredo Neves a été élu. Confortable majorité au sein de ce collège électoral restreint. Qu'en aurait-il été si le président — comme le peuple le demandait — avait été élu au suffrage direct ? Cette question ne doit pas être absente de la pensée de nombreux Brésiliens et explique la réserve relative qui a accueilli l'événement, frappante dans un peuple si démonstratif.

Cette élection a désigné un candidat honnête, et un politicien qui a du métier. (Tancredo Neves, qui va fêter en mars ses septante-cinq ans, est entré en politique en 1933.)

Quelle est la marge de liberté réelle dont dispose le nouveau candidat ? N'a-t-il pas dû quelque peu céder en prenant un certain nombre d'engagements à l'égard des anciens maîtres du pays ou des responsables du Fonds monétaire international ? L'endettement massif ne signifie pas seulement, pour un pays, l'exode de ses ressources, mais tout autant l'érosion de son autonomie.

Ce que l'on disait de l'Uruguay dans le précédent bulletin se vérifie à nouveau. Dans ce retour à la démocratie, si la marge de liberté est infime, du moins faut-il se réjouir qu'elle soit utilisée le mieux possible.

■ Et demain ?

La situation au Brésil tient en deux chiffres. Au 8e rang des puissances industrielles, au 84e pour le produit national brut par habitant. Fantastique essor industriel, payé extrêmement cher par une population affamée (mortalité infantile parmi les plus élevées du monde, plus de la moitié de la population dans la misère absolue...).

C'est à cette réalité que le nouveau président veut apporter "des changements courageux et irréversibles", pour reprendre ses propres termes. Pour lui, ce n'est pas seulement de la dette extérieure qu'il faut se préoccuper, mais de la "dette sociale" contractée auprès de tant de concitoyens condamnés à la misère. Et la "sécurité", dont les militaires avaient fait le premier article de leur credo, cela signifie pour lui d'abord "l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation, le transport pour tous". La vie humaine "vaut plus que la progression d'un indice", dit-il encore. Un programme immense, une tâche démesurée... Elle demandera certaine-

De l'autre côté du décor

Lettre qu'un missionnaire envoyait l'an passé à pareille époque au journal "La Croix".

"Ce rallye est une honte, je ne veux regarder ni la prouesse technique, ni le matériel, ni l'effort sportif, ni le fait que le rallye doive payer de grosses sommes "pour passer" ... de tout cela je me moque éperdument.

Il reste ceci, et c'est en fait ce qui devrait faire notre honte, que des Européens fortunés ont le temps, les moyens d'aller dépenser leur fric et casser du matériel, au milieu des plus pauvres du monde.

Cette année, 22 pays déclarent la famine... Le rallye passe. Lorsque le rallye est passé à 15 km de la mission, une demoiselle s'est cassé la figure, jambe cassée, hélicoptère et tout et tout. Et moi, l'année d'avant, j'avais enterré 100 gosses, pour une banale épidémie de rougeole.

Les Blancs ont tout. Ils peuvent se le permettre.

Les Blancs ont le droit de tout casser et partout.

Les Blancs ont droit à être secourus et soignés.

Les Blancs ont le droit de s'amuser.

Les Blancs ont le droit de dépenser leur fric.

Ce rallye m'écœure." (...)

ment de la patience aux masses dont on a laissé la situation atteindre un tel degré de délabrement. De la patience aussi aux bailleurs de fonds. "Nous rembourserons nos dettes mais pas avec la faim, la misère, le déshonneur de notre population. Nous rembourserons chaque centime de ce que nous devons, mais dans les délais et aux conditions que nous jugeons possibles", affirme le nouveau président.

Quelle sera l'attitude des banques étrangères — suisses particulièrement —, quelle sera l'attitude des clients de ces banques ? Comprendront-ils que la "dette sociale" du Brésil est peut-être prioritaire par rapport à sa dette extérieure, puisque question de vie et de mort ? A n'en pas douter, il y a là un lieu de vérification éthique pour les chrétiens.

■ Un optimisme à tempérer

Il fut un temps où, sur la carte d'Amérique latine, on pouvait compter sur les doigts les nations gouvernées par des civils. Ce n'est plus le cas. Mis à part le Paraguay et son éternel dictateur, ainsi que le Chili et son général, devenu gênant même pour Washington.

Le peuple ne gagne jamais à voir son palais présidentiel se transformer en caserne. Il y a donc de quoi se réjouir dans cette évolution. Mais se réjouir modérément. Pour certains observateurs, rien de miraculeux dans ce changement. Devant l'incapacité des militaires à gérer les affaires de l'Etat, c'est encore entre les mains des civils que la capital transnational est le mieux garanti. A eux de faire appliquer les normes — inhumaines souvent — du FMI, de permettre le paiement des services de la dette de la façon la moins impopulaire possible. Quant au pouvoir militaire, et plus généralement à tout l'appareil répressif, il disparaît certes de la place publique mais n'est certainement pas démantelé, prêt à toute éventualité.

Voilà donc que seraient mises en place les démocraties restreintes que la commission trilatérale suggérait depuis longtemps déjà... et contre lesquelles Don Helder Camara s'est élevé à de nombreuses reprises...

Trop pessimiste, cette hypothèse ? Il faut l'espérer.

■ BHOPAL Réflexion après une catastrophe

Le 2 décembre, une défection dans une usine de produits chimiques entraîne la mort de quelque 2500 personnes et en blesse d'innombrables autres. Ceci quinze jours après l'incendie d'une raffinerie qui — à Mexico cette fois — avait laissé plus de 450 cadavres sur le terrain.

Le coup est rude. A travers Union Carbide, propriétaire de l'usine de Bhopal, c'est l'industrie chimique qui est mise sur la sellette. Et plus généralement le transfert de technologie.

■ Evitons le manichéisme

La chimie n'est pas diabolique. Après l'avoir laissé pénétrer dans tous les recoins de notre existence — vêtements, nourriture, habitation, santé... — il serait malséant de prétendre lui faire porter tous les péchés du monde. Mais reconnaître les possibilités qu'elle nous offre n'implique pas de se voiler les yeux sur les risques qu'elle entraîne. D'où la mise en place de tout un système de protection et de contrôle, le plus souvent discret pour ne pas affoler le badaud. Et une réglementation en constante modification, à mesure qu'apparaissent de nouveaux dangers... ou qu'arrivent de nouvelles catastrophes. Pour ne prendre qu'un exemple, celle de Seveso, encore dans toutes les mémoires, s'est traduite de façon directe par une directive aux pays membres de la CEE. Mais également indirectement par une série de mesures impulsées par une opinion publique alarmée.

Ce géant que représente l'industrie chimique, les pays occidentaux ne sont pas près de le laisser en liberté. Même si c'est souvent après ses méfaits qu'on se décide à intensifier la surveillance.

■ Lorsque le contexte est différent...

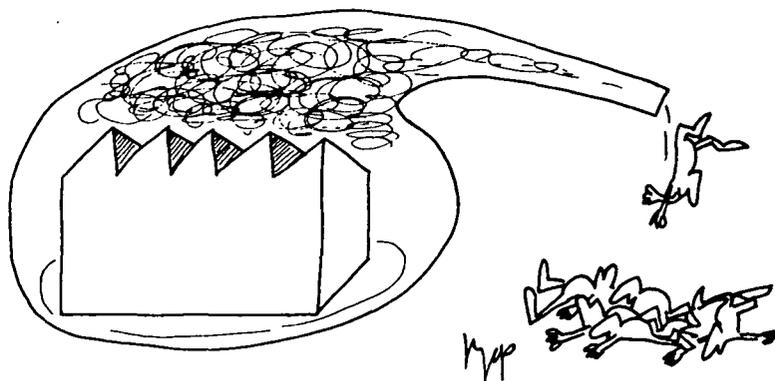
On ne peut pas en dire autant dans les pays non industrialisés. Les capacités techniques et financières que suppose un contrôle, mais aussi la volonté politique nécessaire pour l'imposer, font souvent défaut. Il est de notoriété publique que certaines entreprises vont profiter de cette carence pour fuir les contraintes écologiques du monde occidental. Comme il y a des paradis fiscaux, il y a des paradis de la pollution...

Mais en mettant les choses au mieux, donc sans qu'il y ait intention coupable, il est évident que plus une technique est sophistiquée, plus la main-d'œuvre doit être formée pour la maîtriser, plus aussi les conditions de sécurité doivent être draconiennes. On ne transfère pas impunément une production de pointe du système industriel dans n'importe quel point du globe. Pas plus qu'on accroche une nouvelle pièce à un mobile en place sans s'assurer que toutes les autres vont pouvoir la supporter.

Comment ne pas comprendre le père de famille indien à la recherche de quelques mètres carrés nécessaires à se construire un abri ? Peut-il ne pas utiliser l'espace qui entoure une usine, fût-elle dangereuse ? Comment demander à une ville comme celle de Mexico de consacrer pour la sécurité de ses quelque 20 millions d'habitants une somme proportionnellement équivalente à celle que Genève peut y affecter (pompiers, protection civile, services de santé...) ?

Quand bien même une firme construirait une usine avec les mêmes dispositifs de sécurité que dans le pays d'origine — ce qui en l'occurrence n'était pas le cas à Bhopal —, cela ne résoudrait encore qu'une partie des problèmes.

Le transfert de technologie est une entreprise d'une extrême complexité, décidément.



■ Que faire

Commencer par repousser résolument une tentation. Celle qui consisterait à accepter que certaines régions du monde sont plus sujettes aux catastrophes et qu'il s'agit d'en prendre son parti. Comme si, dans le tiers monde, la vie de tout un chacun avait moins de prix.

Fort de cette conviction, peut-être sera-t-il possible de limiter les dégâts. Même s'il faut pour cela renoncer à l'implantation d'une usine ou consentir, dans une autre, à une moindre marge de bénéfice.

Sans nier la responsabilité des élites du tiers monde, ne doit-on pas reconnaître que la parole est en partie aux actionnaires des grandes firmes chimiques installées sur le marché transnational ? (Cf., dans ce bulletin, l'article à ce propos.) Aux syndicalistes également, qui doivent tout faire pour que les conditions de sécurité qui sont les leurs soient aussi accordées à leurs collègues travaillant dans le tiers monde.

d'après "L'Hebdo", "Le Monde"

N.B. La chimie fait courir un risque par sa production. Elle en fait courir aussi par la consommation de ses produits. D'après l'OMS, 500 000 personnes sont atteintes chaque année d'empoisonnement, à cause des pesticides. Il nous faudra donc revenir sur ce sujet dans un prochain article.

■ TORTURE Un pas de plus vers son éradication

Lundi 10 décembre, jour anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme, une convention internationale contre la torture et contre tout traitement inhumain et dégradant a été adoptée. L'événement méritait d'être signalé. Selon M. Lusaka (Zambie), président de l'assemblée des Nations Unies, cette convention couronne sept années d'efforts et constitue une "avancée importante vers un monde plus humain".

Selon ce document, ni l'état d'urgence, ni l'obéissance à un supérieur... plus aucune justification ne peut être invoquée par celui qui pratique la torture.

Et le Comité suisse contre la torture ?

Nos lecteurs connaissent certainement le Comité suisse contre la torture et son projet d'un protocole additionnel. Qu'ils ne croient surtout pas que la convention adoptée le 10 décembre le réduit au chômage. Son projet, au contraire, est de faire adopter un protocole additionnel qui donnerait à la convention récemment ratifiée les moyens de ses ambitions. Notamment en demandant aux pays de consentir à un droit de visite en tout temps et en tout lieu dans les centres de détention. N'est-ce pas ce contrôle qui pourrait éviter à une convention — dont chacun salue l'adoption — de ne pas rester lettre morte ?

C'est précisément parce que ce protocole additionnel serait efficace qu'il faut tout un travail pour le faire adopter.

■ "VOS ACTIONS NOUS INTERESSENT"

Une exigence éthique

S'il est vrai que le chrétien a pour mission d'inscrire dans sa vie de tous les jours quelque chose de la Bonne Nouvelle qui appelle l'homme à une vie en plénitude, il lui faut repérer tous les lieux d'influence qui sont les siens. Il y a un pouvoir de consommateur, un pouvoir de producteur, un pouvoir de citoyen... il y a un pouvoir de l'actionnaire.

Qui peut nier que dans les entreprises se prennent des décisions qui vont, dans et hors de nos frontières, conditionner la vie de milliers d'hommes et de femmes, pour le meilleur et pour le pire ?

Le droit des actionnaires, encore bien timide dans notre pays, fait l'objet aux Etats-Unis d'une réflexion intense chez un nombre toujours plus grand de personnes. De 1941 datent les premières interventions concernant "la responsabilité sociale" des entreprises. Depuis, le nombre des résolutions proposées au vote dans les assemblées d'actionnaires ne fait que croître (40 en 1973, 109 en 1982). Ajoutons que les Eglises et les ordres religieux sont particulièrement efficaces dans ce domaine.

Dans notre pays, le CANES

La Convention des actionnaires Nestlé (CANES) est, dans notre pays, la première réalisation dans ce sens. Comptant une trentaine de membres lors de sa première intervention, il y a quatre ans, elle en a maintenant 200, représentant un capital de quelque 40 millions de francs (chiffre impressionnant mais bien modeste comparé au capital total du géant veveysan). N'empêche que c'est un début extrêmement prometteur.

Comment étendre le mouvement ? Il y faut un changement de la mentalité des chrétiens, des Eglises, des ordres religieux... : une responsabilité nouvelle à découvrir. Il faut également un repérage de tous les actionnaires qui voient plus loin que le bout de leur dividende — ils sont certainement nombreux —, tâche peu aisée en l'absence de toute liste, mais à laquelle il devrait être possible à de nombreuses personnes de s'associer. On peut suggérer également — pour ceux qui disposent de quelque 3000 francs que coûte une action — d'en prendre une, tout simplement.

L'enjeu est beaucoup plus large que la seule entreprise Nestlé. Il y va de l'avance de la reconnaissance du droit des actionnaires en Suisse. Et qui sait si le mouvement ne pourrait pas faire tache d'huile et atteindre d'autres entreprises, souvent plus sujettes à caution que Nestlé ?

Les "pharmaceutiques" par exemple. Il semble qu'un mouvement s'y amorce.

Pour tout renseignement :
CANES, CP 41, 1000 Lausanne 9.

➔ A LIRE "La mission du peuple qui souffre"

Au départ de ce petit livre, l'interpellation du Père Alfreidinho Kunz, connu de nombreuses personnes dans notre pays. Cloué dans son lit par de grandes souffrances à cause d'une vertèbre déplacée, sans médicaments, dans ce Nordeste brésilien si démuné, il s'est adressé

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

"L'obéissance des flatteurs de ceux qui évitent toute confrontation, qui apprécient par dessus tout leur calme complaisance, n'est pas la vraie obéissance. Ce dont l'Eglise a besoin aujourd'hui, comme toujours, ce n'est pas des courtisans qui exaltent le statu quo, mais plutôt des hommes dont l'humilité et l'obéissance sont aussi fortes que leur passion pour la vérité; des hommes qui ne se courbent pas devant l'incompréhension et les attaques lorsqu'ils portent témoignage au Christ; des hommes, bref, qui aiment l'Eglise plus qu'ils n'aiment les manières aisées et la route peu mouvementée des destinées personnelles."

J. Ratzinger, 1969

ainsi à un ami théologien, directeur de l'Ecole biblique de Belo Horizonte : "Jette voir un coup d'œil sur les quatre chants du prophète Isaïe qui parlent du Serviteur souffrant. Plonge-toi dans ces textes et tu me raconteras ce que tu auras découvert. Qui sait ? La Parole de Dieu nous donnera peut-être une lumière et éclairera le problème de la souffrance du peuple."

Et l'exégète s'est mis au travail, avec sa compétence scientifique, sans jamais perdre de vue la souffrance des pauvres qui l'entouraient. Il en résulte un livre, petit de taille mais riche de sens.

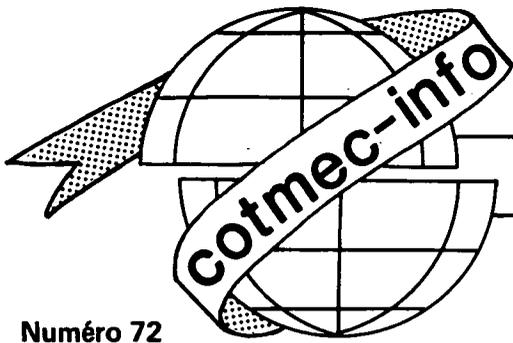
Ces chants du Serviteur, que l'on connaît par les lectures qui en sont faites chaque année pendant le temps de la Passion, les voilà qui s'éclairent parce que parcourus derrière un guide sûr, qui sait nous en montrer les articulations.

Avant de refermer ce livre, le lecteur trouvera encore une traduction des textes concernés, des clés de lecture pour les approcher et une table des matières qui constitue une sorte de résumé.

Il arrive fréquemment que l'on reproche aux théologiens du tiers monde de politiser et donc de réduire le problème de la souffrance. Ce livre permettra de constater que ce n'est pas le cas. Carlos Mesters ne prend aucun raccourci. Et c'est probablement pour cela que le Père Fragoso peut écrire dans la préface : "Ami lecteur, essaie de plonger au cœur de ce livre. Je garantis que tu le liras plus d'une fois."

"La mission du peuple qui souffre", 157 pages. Editions du Cerf, collection Lire la Bible. Fr. 18.10.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



LE REVE D'UNE EGLISE SANS PESANTEUR...

A lire la façon dont a été répercuté dans nos médias le voyage du pape, on en vient à penser qu'ils sont nombreux ceux qui appellent de tous leurs vœux une Eglise qui ne ferait pas de politique.

Nous ne parlons pas là de clercs acceptant une militance politique, mais d'une Eglise proposant un message sans effets politiques. Comme si c'était possible...

Prenez par exemple le texte de Luc (4.18) : *"L'esprit du Seigneur est sur moi parce qu'il m'a conféré l'onction pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres. Il m'a envoyé proclamer aux captifs la libération, aux aveugles le retour à la vue, renvoyer les opprimés en liberté et proclamer une année de grâce par le Seigneur..."*

Imaginez qu'on le lise dans le bidonville de Villa-El-Salvador qu'a visité Jean Paul II où, nous dit-on, deux enfants meurent chaque jour de malnutrition. Le prédicateur a deux possibilités. Soit il dira que cela concerne le monde futur où tout sera merveilleux mais qu'aujourd'hui, il faut accepter la dure réalité... Soit il dira, comme l'indique le texte un verset plus loin, que cette parole vaut pour aujourd'hui et qu'il s'agit de s'organiser pour la mettre en pratique.

Bien malin qui peut dire laquelle des deux interprétations est la moins politique. Le maintien du statu quo n'est-il pas aussi politique que sa transformation ?

"Il est clair que l'Eglise ne peut pas ne pas faire de politique. Et ceux qui disent que l'Eglise ne doit pas faire de politique en font par le simple fait qu'ils ont cette opinion", confiait le Père Chenu au journaliste de Témoignage Chrétien le mois passé.

Une Eglise en état d'apesanteur ? C'est un rêve. Le contraire précisément de l'incarnation. L'Eglise a du poids; reste à savoir de quel côté elle va le mettre, en faveur de qui elle va l'utiliser.

"La question des rapports du riche et du pauvre, qui préoccupe tant les économistes, sera parfaitement réglée pour cela même qu'il sera bien établi que la pauvreté ne manque pas de dignité, que le riche doit être miséricordieux et généreux et le pauvre content de son sort et de son travail (...) et que celui-ci doit aller au ciel par la patience, celui-là par la libéralité." C'est en ces termes que s'exprimait le pape Léon XIII en 1882.

Dans le bidonville dont nous parlons, son successeur dit, quelque cent ans plus tard, *"l'Eglise a choisi la voie des réformes sociales efficaces qui relèvent de son enseignement social, car toute situation injuste doit être dénoncée et corrigée"*.

Deux paroles pontificales. Pas moins politiques l'une que l'autre... Ce qui ne nous empêchera pas de trouver la seconde plus en harmonie avec le message biblique !

Prêtres participant au gouvernement du Nicaragua

VERS UN ULTIMATUM ?

Où en est la situation des prêtres au gouvernement du Nicaragua ? Le Père Fernando Cardenal a été exclu de la Compagnie de Jésus. Son frère Ernesto, qui dépendait de Mgr Pablo Vega, vient d'être déclaré "suspens a divinis" et le Père D'Escoto, sous la juridiction d'un ordre religieux, continue d'avoir son soutien. Quant à Edgar Parrales, il a demandé sa "réduction" à l'état laïc.

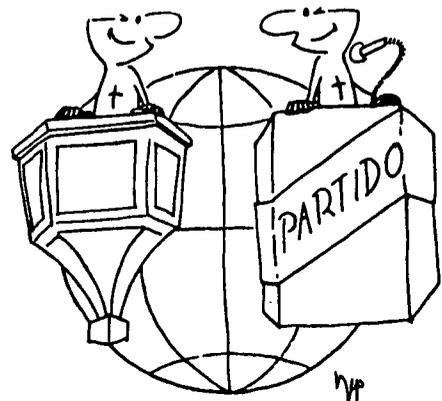
Georges Hourdin, un chrétien à qui on ne peut reprocher ni le manque de lucidité ni le manque de fidélité à l'Eglise, écrit à ce propos dans Croissance des Jeunes Nations : *"Pourquoi voulez-vous qu'ils s'en aillent ? (...) Je suis triste en constatant (...) que les leçons du passé ne servent à rien. L'histoire de l'Eglise qui est à Rome est toute remplie aux XIXe et XXe siècles de condamnations semblables à celle-ci, qui se révélèrent à l'usage inutiles."* Celle qui a frappé les prêtres ouvriers par exemple.

Certes personne ne souhaite que les prêtres fassent de la politique activement. On peut même penser que la dimension prophétique qu'implique leur tâche de permanent de l'Evangile s'exercera plus librement à distance du pouvoir. Un des principaux théologiens de la libération, Gustavo Gutierrez, vient de déclarer : *"Je ne considère pas que la politique soit une mauvaise chose, mais si j'avais voulu en faire je serais resté laïc."*

De là à ne pas comprendre qu'il y a des situations d'exception qui demandent une suppléance momentanée, il y a un pas. A tous les siècles, l'Eglise a connu de ces situations frontalières. Quel dommage d'en faire une occasion de chicane.

"Si j'avais obéi à mon évêque sur cette question d'engagement politique, j'aurais désobéi à Dieu. J'ai senti que je devais, en tant que chrétien, participer de cette manière à la libération du monde." Qui a signé cette phrase ? Un des frères Cardenal ? Vous n'y êtes pas. Elle est de l'abbé Giani Bozzo, un prêtre italien qui, en juillet 1984, est entré au Parlement européen.

Quelle agence de presse nous avait parlé de ça ? Peut-être tout simplement parce que le cas de l'abbé Bozzo ne peut pas servir à la politique nord-américaine.



Voyage de Jean Paul II en Amérique latine

■ DESOLE, MESSIEURS LES JOURNALISTES...

Au moment d'écrire ces lignes, nous ne sommes pas encore en possession des textes intégraux des interventions de Jean Paul II. Cependant il faut émettre une réaction à partir du dossier assez volumineux que nous avons déjà sous les yeux — quitte à y revenir dans un prochain bulletin — elle sera d'étonnement... Les journalistes (et donc en amont les agences de presse) qui ont parlé à maintes reprises, dans les journaux et à la télévision, de la condamnation de la théologie de la libération n'auraient-ils pas pris leurs rêves pour des réalités ? A moins qu'il n'y ait eu tout simplement un malentendu. Essayons d'en découvrir la cause.

■ "L'option préférentielle pour les pauvres" reçue avec tous les honneurs

Au cœur de la théologie de la libération, il y a "l'option préférentielle pour les pauvres". Cette expression, entrée dans le vocabulaire de l'Eglise latino-américaine après la conférence de Puebla (1978), voilà qu'elle fait partie intégrante des discours de Jean Paul II. A maintes reprises il en a parlé et avec précision. Ainsi le 4 février à Piura (Pérou) : "Cette option préférentielle se base essentiellement sur la Parole de Dieu et non sur des critères fournis par les sciences humaines ou par des idéologies opposées, qui réduisent souvent les pauvres à des catégories socio-politiques ou économiques abstraites. Mais il s'agit d'une option ferme et irrévocable." Voilà qui est clair.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas une mise en garde ? Ce n'est pas ainsi que nous lisons ces lignes. Nous y voyons d'abord une façon de fonder bibliquement la notion que l'on emploie. Cela ne peut en rien gêner les théologiens de la libération qui savent bien que leur travail consiste à écouter et interpréter la Parole de Dieu à partir de leur réalité. Cela ne surprendra que ceux qui voient dans la théologie de la libération tout autre chose qu'une théologie.

On en dira autant de l'affirmation plusieurs fois répétée d'une "libération intégrale" de l'homme. Mise en garde, peut-être, mais qui ne contredira sûrement pas les théologiens de la libération, lesquels mobilisent toutes leurs forces afin que le peuple retrouve des racines spirituelles et culturelles.

■ Jusque dans le concret

Cette option préférentielle, le pape ne l'a pas seulement annoncée. Il n'a cessé de montrer ce que cela signifiait pour lui, bien concrètement. Lorsqu'il parle d'honnêteté dans les responsabilités administratives au Venezuela (ceci dans un sous-continent où un poste élevé est souvent une occasion dont il faut "profiter"); lorsqu'il parle de réforme agraire aux travailleurs de la terre équatoriens, lorsqu'il soutient le droit des Indiens à acquérir les titres de leur propriété pour leurs terres ou qu'il dénonce, comme il l'a fait à Cuzco, le luxe d'une minorité "qui devient une insulte à la misère des grandes masses"... aucun doute n'est permis. Pour Jean Paul II, l'option préférentielle pour les pauvres est tout autre chose qu'un discours rhétorique.

■ Unité autour de l'évêque

Comme dans les voyages précédents, le pape a

insisté sur l'unité autour de l'évêque. "Mais, écrit le correspondant du journal "Le Monde", il a aussi exhorté cette hiérarchie à ne pas rester immobile. Au Venezuela, par exemple, il a appelé les évêques, traditionnellement conservateurs, à ne pas se préoccuper seulement d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement."

Ce point nous paraît d'une extrême importance. Car lorsqu'il y a tension entre un presbyterium et son évêque, pourquoi la responsabilité en reviendrait-elle toujours aux prêtres ? Celui qui veut vivre cette option préférentielle souhaitée par le pape trouvera certainement un accueil sans réserve dans le diocèse du Père Proaño, évêque de Riobamba (Equateur). Il n'est pas sûr qu'il en aille de même à Cuzco, où Mgr Alcides Mendoza — longtemps vicaire aux armées et encore très en lien avec les militaires — s'appête à fermer l'Institut de pastorale andine qui a tant fait pour l'approche des Indiens et la compréhension de leur culture.

Pour que l'option préférentielle pour les pauvres soit, dans l'Eglise, "ferme et irrévocable", il faut encore trouver le moyen d'en faire un critère de choix lors des nominations d'évêques. Alors demander l'unité de l'Eglise autour des évêques prendra tout son sens.

■ Et demain ?

Lorsque les estrades auront été démontées et que les 2600 personnes arrêtées au Pérou avant l'arrivée du pape à titre d'"action d'épuration" (et ils auraient été bien plus nombreux sans l'intervention de l'archevêque de Lima) auront été relâchées, que restera-t-il de la visite de Jean Paul II ?

Des pauvres qui auront peut-être mieux compris cette invitation à "ne pas laisser les choses telles qu'elles sont", pour reprendre les mots du pape. Des responsables d'Eglises à des titres divers plus conscients que la Bonne Nouvelle est "annonce et dénonce", comme aime à le dire Mgr Proaño.

Peut-être un autre fruit pourrait naître encore de cette visite, dans notre Occident cette fois. Des chrétiens qui ont suivi le pape dans son voyage auront peut-être mieux pris conscience de la masse de leurs frères dans la foi qui vivent en Amérique latine. Et des conditions dans lesquelles ils vivent.

Lorsque le pape s'écrie, dans une sorte d'impatience prophétique : "... jusqu'à quand les hommes, en particulier ceux du tiers monde, devront-ils supporter qu'on fasse passer les processus économiques avant les droits inviolables des travailleurs et de leurs familles ?", à qui ce cri était-il destiné ? Aux travailleurs de Ciudad Guyana (Vénézuëla) uniquement ? Certainement pas.

En nous faisant croire que le pape avait passé son temps à tirer les oreilles des chrétiens engagés, ne voulait-on pas nous renvoyer une image rassurante et masquer les questions qui nous étaient adressées ?

■ Pour une retraite solidaire

En novembre 1983, en France voisine, quatre jeunes retraités, désireux de ne pas rester inactifs et de mettre leur compétence au service des autres, ont créé l'"Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles de coordinations de développement".

En moins d'un an, huit cents adhérents se sont annoncés, apportant leurs compétences dans des domaines très divers, du cadre supérieur au boulanger, de l'ouvrier qualifié au médecin. Les missions sont prévues d'un mois à un an ou plus.

DANS LE COURRIER

Dans un bulletin de quatre pages, il n'est pas possible de faire une place au courrier des lecteurs. La lettre ci-dessous mérite que l'on fasse une exception puisqu'elle est une invitation adressée à chacun. Souhaitons que cet appel suscite à son auteur de nombreuses réactions.

Monsieur,

Je suis un abonné depuis quelques mois à vos feuillets que je lis avec intérêt.

S'il me semble important d'être bien informé sur les questions de développement, il me semble aussi que la conscience de ces problèmes doit avoir une incidence sur mon mode de vie. Pour moi, la misère des plus pauvres et la consommation effrénée des plus riches sont deux faces d'un problème global de mal-développement.

Dans ce sens, j'aspire à une vie plus simple dans un sens de partage et de respect du milieu naturel dans lequel nous vivons. Je sens un lien à établir entre la solidarité et le tiers monde et un mode de vie écologique tel qu'il émerge par exemple du mouvement écologique allemand. Pour moi, être chrétien implique de vivre autrement.

Dans cette recherche, je souhaite connaître les réflexions d'autres chrétiens qui se sentent interpellés par ces questions.



Envois à adresser à : Marc Sermier, 1891, Les Evouettes.



Premier élément de réponse à cette demande, nous publions la belle déclaration publiée ces jours derniers par un groupe comprenant des scientifiques et des théologiens.

■ RESPONSABLES DE LA CREATION

Le mode de vie que les sociétés industrialisées ont rendu possible et que nous avons tous adopté fait peser sur l'environnement naturel et, par suite, sur l'avenir de l'humanité une menace dont la gravité apparaît de plus en plus. L'épuisement à plus ou moins long terme de certaines ressources naturelles, l'accumulation de pollutions diverses appellent de la part de l'humanité tout entière une prise de conscience et un changement rapide des comportements.

Fondé sur l'exploitation intensive et le gaspillage des ressources, profitant de la pauvreté et de la faiblesse des pays du tiers monde, ce mode de vie n'est pas neutre : il est le privilège d'une petite part de l'humanité et sa poursuite risque bien de rendre la terre inhabitable.

Cette situation constitue un défi capital pour la foi chrétienne et le témoignage des Eglises. Nous pensons que nous ne pouvons pas, sans contradiction, confesser le monde comme création bonne de Dieu, tout en contribuant par nos habitudes de consommation à le détruire. La manière dont nos sociétés accaparent et gaspillent les biens de la création nous semble une perversion de la liberté que Dieu donne aux hommes de gérer sa création. Cette liberté n'est fidèle à l'intention de Dieu que si elle s'exerce dans la louange pour le don reçu, dans la justice du partage et la solidarité avec tout ce qui est vulnérable.

C'est pourquoi, considérant que la consommation d'énergie est un facteur déterminant des nuisances provoquées par notre mode de vie, Nous nous engageons, dans la mesure de nos possibilités, à lutter contre nos gaspillages. (...)

■ COREE

Une bouffée de printemps

Mardi 12 février, la Corée a voté. Ce qui devait être un plébiscite pour le général président Chun Doo Hwan a été en fait un merveilleux jour de printemps pour le courant démocratique. Bouffée de printemps après un long, très long hiver.

Pour ne s'en tenir qu'au régime actuel, c'est en 1980 que le général Chun prenait le pouvoir, dissolvant tous les partis et retirant leurs droits à six cents politiciens. Kim Dae Jong, le leader de l'opposition, était quant à lui condamné à mort (peine commuée plus tard à vingt ans d'emprisonnement).

Ces dernières élections, en limitant la campagne électorale à deux semaines, en appréhendant plus de cinq cents personnes pour violations de la loi électorale ainsi qu'en soumettant les médias à une étroite censure, on a tout fait pour les rendre le plus défavorables possible à l'opposition.

C'est dans ce contexte que Kim Dae Jong a eu le courage de revenir des Etats-Unis, accompagné d'une personnalité politique américaine, ce qui n'a pas empêché un accueil à la limite de la violence. Mais de ce retour, il n'a pas été question à la télévision coréenne.

Dans de telles conditions, recueillir 29 % des suffrages est une victoire prodigieuse de la détermination et du courage.

■ "Ce pays intéresse la Suisse"

Cornelio Sommaruga, notre secrétaire d'Etat aux affaires économiques extérieures, vient de séjourner en Corée et nous a dit que ce pays nous "intéressait". Voilà qui n'est pas nouveau puisque 2 % des investissements directs étrangers viennent de notre pays. Au moment de l'ouverture démocratique, quelle va être l'attitude des partenaires commerciaux et donc de notre pays ? Vont-ils utiliser leur influence — limitée certes, mais réelle — pour favoriser cette ouverture démocratique ou pour la freiner ? L'expérience nous montre en effet que les capitaux et les contrats choisissent volontiers des pays où les syndicats sont muselés, et la liberté politique en veilleuse. Et jusque-là, sous cet angle, la Corée était un "paradis". Est-ce cette Corée-là qui "intéresse la Suisse" ? Nous ne l'espérons pas.

(Suivent exemples et propositions.)

Par une telle attitude, nous entendons contribuer, avec beaucoup d'autres, à une prise de conscience dont nous pensons qu'elle est nécessaire et urgente. Mais nous entendons aussi participer au témoignage de la communauté chrétienne dans le monde.

A cause de la liberté que nous donne l'Évangile, nous ne pensons pas que nous puissions nous résigner aux évolutions qui risquent de conduire ce monde à la catastrophe, et pas davantage nous ne pensons qu'il suffise de mettre notre confiance dans les progrès de la technique. C'est dans notre comportement quotidien et jusque dans les choix les plus concrets que l'Évangile nous interroge et nous encourage. Nous voulons donc, par davantage de reconnaissance, confesser la beauté et la bonté de la création et, par davantage de liberté, manifester l'espérance que nous avons dans la promesse de Dieu.

Adresse de contact :
Centre protestant d'études,
7, rue Tabazan, 1204 GE

Carlos Carrillo
Antoine Delfosse
Michel Grandjean
Bernard Rordorf

**Action de Carême —
Pain pour le Prochain**

■ **UNE CAMPAGNE D'ANNEE
RESOLUMENT POSITIVE**

A l'image de la tenture de l'Indien Jyoti Sahi — foisonnante de vie — le calendrier de carême de cette année se veut positif. En choisissant le thème "Des espaces pour vivre" pour cette campagne, les organisateurs souhaitent rejoindre une préoccupation majeure des jeunes en cette année qui leur est dédiée.

Durant le temps qui nous sépare de Pâques, jour après jour, au moyen de photos, de citations, de petits billets, le calendrier viendra éclairer d'un rayon de soleil ou d'une interrogation le regard que nous portons sur cette terre. Une terre dont il nous arrive souvent de dénoncer les maux au point d'en oublier parfois qu'elle est d'abord un cadeau merveilleux confié à nos soins.

Comme chaque année également, un abondant matériel d'animation est proposé. On pourra trouver à notre secrétariat les renseignements nécessaires.

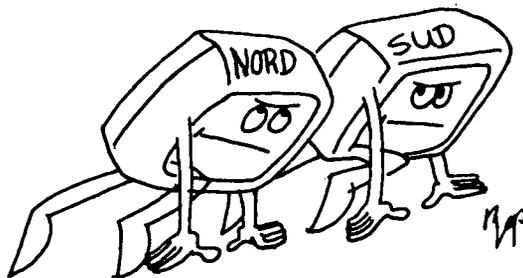
■ **Annuaire Suisse - Tiers Monde**

Le Service des publications de l'Institut universitaire d'études du développement de Genève vient de publier le traditionnel "Annuaire Suisse - Tiers Monde", outil indispensable à toute personne préoccupée par les liens qu'entretient la Suisse avec les pays en voie de développement.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties. La première présente une rétrospective des événements de l'année, à savoir les différentes négociations internationales auxquelles a participé la Suisse, ainsi que la politique économique extérieure et la coopération au développement ayant été suivie par la Suisse.. Sont notamment commentés en détails des sujets aussi divers que les accords internationaux sur différentes matières premières, l'endettement des pays en voie de développement, l'initiative sur les banques, la révision de la loi sur l'asile, les dépenses pour la coopération au développement...

La seconde partie est réservée à des articles d'analyse sur des thèmes liés au débat actuel sur les relations Suisse - Tiers Monde; notons entre autres l'étude des résultats d'une enquête sur le jugement des Suisses à l'égard de la coopération au développement. Les deux dernières parties contiennent, l'une une bibliographie des textes sur le sujet parus durant l'année écoulée, et l'autre des statistiques sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement.

Edition IUED, 321 p., Fr. 16.—.



**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol



Rappelons que tous les après-midi, de 14 h 00 à 18 h 00, vous trouverez quelqu'un au secrétariat.



■ Si vous constatez autour de vous que des gens ne reçoivent plus le bulletin, merci de nous le signaler.

■ Merci de nous donner également le nom des personnes — adultes ou jeunes — de votre entourage que ce bulletin pourrait intéresser.



GROUPE CHERCHE

local 20 m2 environ pour entreposer des médicaments en partance pour l'Amérique centrale. Téléphoner au secrétariat.

■ **A GENEVE**

Concours d'émissions TV Nord-Sud

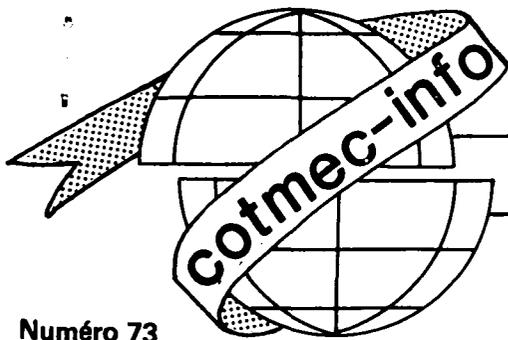
Les 21, 22 et 23 mars prochains auront lieu à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève les "Rencontres médias Nord-Sud". Organisées conjointement par l'IUED, le Service d'information Tiers Monde (I3M) et le Service de liaison non gouvernemental des Nations-Unies, rencontres, ouvertes au public, comprendront deux volets :

Un concours d'émissions de télévision. Il s'agit de films d'une heure au maximum traitant des questions de développement entre pays du Nord et du Sud, ou à l'intérieur même des pays. Une dizaine de chaînes de télévision, aussi bien du Tiers Monde que d'Occident, participeront à ce concours où sera décerné par un jury international le "Prix international de télévision de Genève". Le public pourra assister à la projection des films, qui aura lieu dans les locaux de l'IUED.

Un colloque. Celui-ci sera une plate-forme d'échanges d'expériences et d'idées sur les médias entre participants du Nord et du Sud. Une occasion de débattre des contraintes économiques, politiques et technologiques auxquelles doivent faire face les médias.

Pour renseignement complémentaire :
IUED, 24, rue Rothschild, 1211 GENEVE 21.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



JEUNES, CE MOT S'ADRESSE A VOUS

On peut bien vous le dire : l'idée qu'une année vous soit consacrée ne nous a pas autrement enthousiasmés. Ces "années" sont souvent l'occasion de propos flatteurs, de belles promesses... Années de la femme, année de l'enfance, des handicapés... Le coup de projecteur passe vite et l'actualité a tôt fait de ranger dans les coulisses ceux qu'elle avait mis un instant sur la scène. A moins que...

A moins que cette "année" signifie, dans votre esprit, une occasion de vous creuser la tête pour voir ce que vous pourriez construire. Ainsi l'initiative du Pavé, la pétition de la JEC et le projet d'ATD Quart monde, tous trois relatés dans ce bulletin.

Alors, cela change tout. Alors cette année de la jeunesse commence à nous passionner. En choisissant - dans les trois cas - d'ouvrir des barrières, vous avez visé juste : c'est vraiment un domaine sur lequel vous pouvez aider les adultes. Et vous trouvez le moyen de le faire d'une façon positive.. Bravo !

Regarder le monde tel que le téléjournal nous le présente et ne pas en rester à notre souffrance et à notre déception, mais voir les graines que l'on pourrait y semer, c'est probablement cela être jeune. Sachez-le : en avançant sur cette route, vous allez rencontrer beaucoup plus de complices que vous ne le croyez. Des femmes et des hommes qui, depuis longtemps, ont retroussé leurs manches et qui brûlent de partager avec vous impatiences et projets. Ils ont quelques rides ? La belle affaire. Leur détermination, elle, n'en a pas ! Elle a même acquis la patine du bois qui a été exposé aux intempéries et qui a gagné en solidité.

Un mot encore à ceux d'entre vous qui ont gardé des racines chrétiennes. Ce que nous venons de dire de notre attitude face au monde, on peut le dire face à l'Eglise. Ce que l'on en voit du dehors ne correspond peut-être pas à ce que vous souhaitez. Nous aimerions encore vous dire : poussez la porte, entrez avec vos critiques et vos enthousiasmes. A coup sûr vous y rencontrerez aussi des témoins. Des femmes et des hommes qui - à travers leurs limites - tentent d'inscrire quelque chose de leur foi dans l'histoire d'aujourd'hui, souvent à contre-courant.

Vous y découvrirez surtout une Parole, dure comme une "pée à deux tranchants" lorsque le faible est écrasé, mais une Parole qui sait aussi être tendre comme la brise lorsque l'échec a blessé. Une Parole plus jeune que votre jeunesse. Plus impatiente que vos impatiences, plus intransigeante que vos intransigeances...

Une Parole subversive comme un matin de Pâques.

La Cotmec



■ BRAVO, LA JEC !

La Jeunesse étudiante chrétienne de Suisse vient de lancer une pétition. Pour elle, l'"Année de la jeunesse", c'est une occasion de se rappeler que 80 % des jeunes vivent dans le Tiers Monde. Elle souhaite donc ouvrir tout grand les fenêtres des écoles et des collèges : "L'école doit permettre de comprendre le monde et ses situations multiples."

Tout en reconnaissant ce qui se fait déjà, cette pétition demande que la dimension universelle déborde les cours de géographie et d'histoire, que les professeurs soient plus sensibilisés et mieux formés dans cette optique, également que des moments spécifiques soient consacrés de temps en temps au thème du développement.

Si les adultes ne peuvent pas signer cette pétition, ils peuvent au moins veiller à ce que les jeunes de leur entourage en aient connaissance.

Des formulaires sont disponibles à notre secrétariat.

■ BRAVO, LE PAVE !

Depuis quelques années déjà, un groupe de collégiens réfléchit à la question des droits de l'homme et de la solidarité internationale. Dernièrement, ils ont eu la bonne idée de lancer sur Genève - avec l'appui sérieux du "Courrier", notamment - l'action "Touche pas à mon pote !" Cette main ouverte, à votre boutonnière ou collée à la vitre de votre voiture, elle voudrait permettre à tous ceux qui ne se retrouvent pas dans le discours raciste prôné par certains d'exprimer leur conviction, de se reconnaître. Le premier stock de badges a été acheté en un temps record, mais il ne s'agit pas d'en rester là.

A propos, avez-vous déjà le vôtre, ami lecteur ? Si oui, vous aurez remarqué comme il permet d'entrer en dialogue et d'expliquer en quelques mots ce que vous pensez de l'ouverture aux étrangers et d'autres choses qui vous tiennent à cœur.

Sinon, dépêchez-vous de vous en procurer un !

■ TOUS NOS VŒUX A ATD

A Genève, le 27 mai, un grand rassemblement de jeunes est prévu. Organisé par Aide à toute détresse (ATD), il voudrait regrouper, à l'occasion de l'année

► ► de la jeunesse, des jeunes issus des milieux les plus défavorisés de quinze pays différents.

Dans un monde réglé par l'efficacité et la compétition, le Quart Monde est souvent prié de ne pas encombrer la chaussée. Des institutions s'occuperont de lui; l'essentiel est qu'il ne ralentisse pas le rythme de la caravane.

C'est précisément ce qu'ATD ne veut pas et les jeunes avec ce mouvement remettront à M. Francis Blanchard, directeur de l'Organisation internationale du travail, un cahier de revendications professionnelles.

Réunir autant de jeunes ne va pas de soi. Places de logement, participation à des frais de voyages... les possibilités de coup de mains ne manquent pas. Vos propositions peuvent être adressées à notre secrétariat qui transmettra.

Vite lu et bien éclairant

■ "PRENDRE PARTI"

"Comment prendre parti lorsque vous aimez tout le monde, y compris vos ennemis ?" Une telle question embarrassée les chrétiens, suscite le doute chez les militants.

D'où l'intérêt de ces pages écrites par quelqu'un qui avait une double autorité pour le faire. Autorité théologique tout d'abord, le Père Nolan, dominicain, est l'auteur du remarquable livre "Jésus avant le christianisme". L'autorité due à l'expérience de la confrontation également. Elu il y a deux ans pour être maître général de son ordre, il a choisi de renoncer à cette charge pour ne pas quitter son ministère en Afrique du Sud : "Le cri du peuple des Noirs, affamé et torturé par des gens qui agissent au nom du christianisme, me paraît plus fort que votre voix", aurait-il dit alors.

L'amour des ennemis, les limites de la réconciliation, la nécessaire distinction à faire entre les sortes de conflits... autant de notions qui prennent un éclairage nouveau, qui retrouvent des arêtes...

Merci aux commissions Justice et Paix francophones de Belgique, de France et de Suisse de mettre, entre les mains des chrétiens qui veulent concilier les impératifs de l'engagement pour la justice et les exigences de l'Évangile, une brochure si précieuse sous une forme si accessible.

"Prendre parti", Albert Nolan o.p., 12 pages (format carte postale), Fr. 1.-. A disposition à notre secrétariat.

● ● RETARD

Il faut une panne de courant pour penser à l'électricité, il faut un retard de distribution pour se rappeler de l'existence des PTT qui, avec une régularité d'horloge, font le lien entre nous et vous. Le dernier bulletin, égaré dans le nouvel entrepôt de Montbrillant, ne vous est parvenu que le 9 mars alors qu'il avait été déposé le 28 février au guichet. Un incident qui ne devrait plus se reproduire.

■ GRE ET POLITIQUE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT Incompatibles ?

La loi de la GRE (Garantie contre les risques à l'exportation) est actuellement en révision. La communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas en a profité pour attirer l'attention de nos autorités fédérales sur certaines des options prises par la GRE et qui sont en contradiction avec notre politique officielle d'aide au développement.

La GRE sert à assurer une garantie aux entreprises exportatrices suisses face aux risques d'insolvabilité de leurs clients ou de variation de taux de change. Actuellement, environ les trois quarts des garanties vont à des exportations vers les pays en voie de développement. Depuis 1981 une nouvelle clause a soumis l'octroi de la GRE "aux principes fondamentaux de la politique suisse en matière de développement" en ce qui concerne les pays les plus défavorisés (pays dont le revenu par habitant est inférieur à 600 dollars/an).

Dans ce contexte, les quatre œuvres d'entraide font remarquer que ces principes ne sont souvent guère respectés. Ainsi, la GRE a maintes fois favorisé une industrialisation disproportionnée par l'implantation d'industries ou de barrages "clé en mains" qui ne sont pas dans l'intérêt des populations les plus démunies, alors que la politique d'aide au développement vise au contraire à améliorer le sort de ces populations à travers des projets impliquant leur participation. Un exemple en est le barrage de Manantali au Mali qui a été en 1983 l'objet d'une GRE de 155 millions de francs (29 % du coût total du projet) au bénéfice de la société Losinger.

D'autre part, pourquoi limiter la nouvelle clause de 1981 aux pays les plus pauvres et non pas à tous les pays en voie de développement ? Les populations les plus pauvres du Brésil (pays "trop riche" pour bénéficiaire de la clause) sont-elles moins à prendre en considération que celles des pays les plus défavorisés ? La GRE cautionne encore trop souvent la réalisation de projets gigantesques dont les bénéficiaires ont, par la suite, la plupart du temps des problèmes même pour supporter les frais de fonctionnement, sans parler du remboursement des dettes occasionnées par le projet ! (Centrale électrique brésilienne d'Itaipu, usine hydraulique Atatürk en Turquie...).

Les organismes d'entraide font également remarquer que le fonds de la GRE est régulièrement en déficit : plus de 200 millions de francs par an ces deux dernières années; on estime par ailleurs que la contribution globale de la Confédération atteindra le milliard de francs en 1986. A la charge du contribuable bien entendu.

Cette quasi "subvention" aux exportations suisses, qui est en réalité une mesure de tendance protectionniste (le protectionnisme est par ailleurs énergiquement dénoncé par la Suisse, par exemple au GATT), nous permet de maintenir quelques milliers, voire dizaines de milliers d'emplois à court ou moyen terme. Cependant à long terme nous n'avons aucun intérêt à contribuer à un endettement, un appauvrissement relatif et une dépendance accrue de nos clients pays en développement.

Sécurité à court terme, ou bien sécurité à long terme : nos autorités sauront-elles faire le bon choix ?

Qu'on se le dise !

■ L'AVION PILATUS N'EST PAS DANGEREUX

Le Conseil fédéral a tranché. Le Pilatus ne peut pas être considéré comme du matériel de guerre. La photo que chacun a encore en tête et qui montrait ce petit avion entouré d'un parterre de bombes, roquettes, grenades, nacelles de mitrailleuses... était une illusion. Une illusion encore les témoignages apportés par Pax Christi notamment sur les utilisations du matériel suisse pour la répression au Guatemala. Quant aux 25 000 signatures déposées en 1983, on n'en parle même pas.

"La loi est contournée par nos autorités elles-mêmes et les intérêts du commerce l'emportent sur les droits de l'homme", commente le "Courrier-Liberté". Voilà qui est clair. Tout au plus ajoutera-t-on, sans le modifier, un extrait de "Enfoprensa", agence guatémaltèque de presse, qui date du 28 février.

LA SUISSE ET LA HOLLANDE OCTROIENT DES FACILITES A L'ARMEE

Au retour d'une visite en Europe, le général Rodolfo Lobos Zamora, sous-chef d'Etat et chef de l'état-major de l'armée, déclarait que la Hollande et la Suisse fourniraient l'armée guatémaltèque en pièces de rechange pour les avions Fokker et Pilatus utilisés par la force aérienne guatémaltèque.

Ainsi, l'avion Pilatus est utilisé par l'armée régulière au cours d'opérations contre-insurrectionnelles dans les bombardements des zones habitées.

Un événement à Lausanne

■ LES "ASSISES EUROPEENNES SUR LE DROIT D'ASILE"

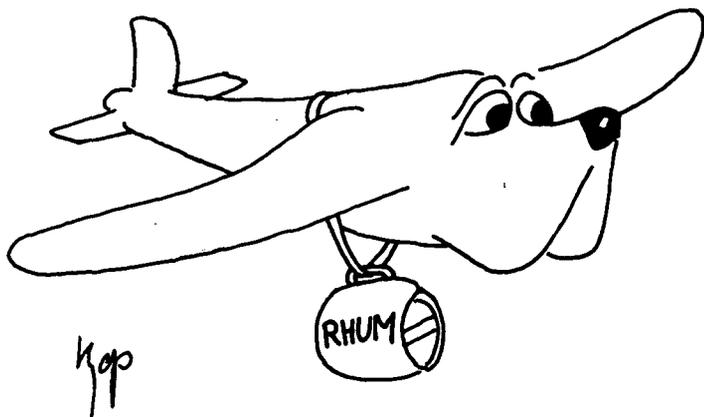
Les 15, 16 et 17 février passé, Lausanne a été le cadre des "Assises européennes sur le droit d'asile". Dans cet hiver rigoureux, l'initiative tenait du défi. Hiver climatique, puisque ce week-end restera dans les mémoires pour la paralysie qu'il a provoquée, mais également hiver idéologique, car chacun sait qu'il ne fait pas bon aujourd'hui parler du problème des réfugiés. Ce défi a été, dans l'ensemble, magistralement relevé. Dans l'attente des actes des Assises à paraître prochainement, nous voudrions relater quelques impressions fortes.

■ Une assemblée passionnée

L'accueil n'a pas été seulement objet de discours, mais réalité de tous les instants. Des gens de toutes origines avaient répondu à l'invitation. Beaucoup d'entre eux se sont présentés avec le cœur plein d'une souffrance accumulée au cours de nombreux déracinements, plein de choses à dire, à crier. Malgré l'organisation d'une tribune libre à cet effet, il leur a été souvent difficile de taire leurs réactions. On a pu trouver que cela brouillait la réflexion; nous pensons au contraire que cela lui donnait toute sa densité et rappelait son urgence.

■ L'asile est une conséquence

Personne ne quitte son pays sans y être contraint. Par la menace de la répression ou par la faim. A plusieurs reprises, a été évoquée la nécessité de revenir



aux causes. Etonnante l'attitude des Etats occidentaux qui pestent contre l'afflux de réfugiés mais ne semblent pas pressés de mettre en question leurs relations économiques et commerciales avec les régimes qui les "fabriquent". Pareillement dans les organisations internationales (Haut commissariat aux réfugiés notamment) où, nous disait un orateur, l'examen des causes rencontre beaucoup de résistances.

■ Accueillis hier, accueillants aujourd'hui

Les Européens ont parfois la mémoire courte. Quand ils voient des gens arriver sur leur sol, ils ont de la peine à se rappeler que, durant des décennies, ils ont laissé partir une quantité de leurs concitoyens. De 1800 à 1930, on compte que près de 40 millions d'Européens ont quitté leur continent. Par vagues successives, au gré des étapes historiques et économiques qui ont marqué l'histoire des différents pays.

■ Une situation dramatique

"Le mot asile est employé pour les fous et pour les réfugiés, n'est-ce pas qu'il y a une parenté entre être hors de soi et devoir fuir hors de chez soi ?" Ces mots de M. Vinar, psychiatre uruguayen réfugié lui-même, travaillant en France, nous paraissent lourds de sens. Pareillement, les réflexions d'ordre psychologique développées par sa femme, psychiatre elle aussi. Le déplacement d'une personne n'est souvent que la partie immergée d'un iceberg. Les problèmes commencent bien avant par les pressions exercées dans le pays d'origine; ils se poursuivent longtemps après que le réfugié a atteint le pays d'accueil.

■ Du pain sur la planche

Il y a des gens qui fuient leur pays parce qu'ils sont directement et personnellement menacés dans leur intégrité physique. Il y en a d'autres qui sont sortis de leur pays en masse pour des raisons moins précises (les Haïtiens par exemple) mais qui n'ont aucune garantie s'ils rentrent chez eux. Il y a ceux qui ont fui leur pays parce qu'ils ne pouvaient plus nourrir leur famille. Il y a ceux qui l'ont quitté pour tenter de trouver du travail dans un autre pays qu'il ne souhaitaient plus quitter...

N'accorder le droit d'asile qu'aux premiers est certainement trop restrictif, l'accorder à tous les autres est certainement trop large. Il s'agit de travailler à trouver des solutions le plus humaines possible qui tiennent compte de l'intérêt de personnes en situations extrêmes, qui tiennent compte aussi du climat politique puisque c'est dans une société concrète qu'elles devront s'inscrire.

Les problèmes sont infiniment complexes. C'est le mérite des Assises de les avoir posés et d'avoir appelé avec quelle urgence il fallait les résoudre.

? Que pensez-vous de notre projet ? RENCONTRES TRIMESTRIELLES DE LA COTMEC

Depuis un certain temps déjà...

La Cotmec proposait, depuis deux ans déjà, aux personnes chargées de faire le lien entre notre commission et les paroisses, une réunion occasionnelle. Ce qui nous a permis, à plusieurs reprises, d'avoir des échanges intéressants.

Chemin faisant

Au cours de l'année d'activité, nous avons l'occasion de rencontrer des personnes qui, sans être en lien avec une paroisse, suivent avec intérêt notre travail et paraissent désireuses d'approfondir le lien entre leur foi et la solidarité internationale.

D'où notre proposition

Celle de fixer une fois par trimestre (pas plus !) une réunion destinée comme par le passé aux personnes chargées du contact avec les paroisses mais, plus largement, ouverte à tous ceux que cela pourrait intéresser.

Ces soirées, qui se dérouleront de 20h30 à 22h30 précises, comporteront trois temps. Un moment de réflexion sur la foi et la solidarité internationale : une occasion d'approcher la Bible à partir d'une question qui nous habite. Un deuxième temps sera consacré à voir comment les découvertes faites pourraient rencontrer la vie de nos communautés ou des personnes de notre entourage. Enfin, dans un troisième temps, nous recueillerons vos suggestions et critiques concernant le travail de notre commission. (Il est important pour nous que le mouvement aille bien dans les deux sens.)

Concrètement

La prochaine réunion est fixée au jeudi soir 9 mai à 20h30 dans nos locaux. Le thème sera annoncé dans le bulletin du mois prochain, mais reprenez la date dès aujourd'hui.

■ "Avec l'argent de la banque Orca"

Qu'il est souriant ce jeune au volant de sa voiture battant neuve, et cet autre sur sa moto non moins neuve, et cet autre une caméra au poing ! Le bonheur à portée de main... Merci Orca !

Derrière cette campagne publicitaire qui remplit depuis quelques jours nos panneaux d'affichage et nos journaux, on peut voir une grosse ficelle, on peut aussi voir une imposture à la limite de la malhonnêteté.

Le message premier de cette éclatante affiche est clair. Cet objet, on ne dit pas qu'on l'obtient avec un prêt de la banque Orca, laissant sous-entendre que peut-être, un jour, il faudra penser à un éventuel remboursement... On dit tout simplement "avec l'argent de la banque Orca". Honnête ce raccourci ?

Le message second nous paraît plus grave encore, même si une certaine publicité nous y habitue à longueur de spots publicitaires. Avec cette voiture, avec cette moto, cette caméra, vous serez heureux... vous serez enfin quelqu'un, vous serez comme tout le

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol



"Evangéliser" veut dire : faire connaître les événements qui permettent de voir Dieu vaincre l'oppression et libérer son peuple. C'est annoncer la victoire de Dieu dans des faits concrets qui se réalisent ici et maintenant.

C. Mesters



Destiné aux adolescents

■ POURQUOI LE RACISME

Les enfants et les adolescents ne sont pas les derniers à être confrontés au problème du racisme. Dans les classes, ils sont de plus en plus appelés à vivre la mixité ethnique. Comment faire pour leur donner les moyens de l'aborder d'une façon constructive ?

C'est à cette tâche que s'est attelée la revue "Okapi" du mois de février (No 317). En seize pages attrayantes, le jeune a l'occasion d'élargir son regard.

Un dossier qui mérite d'être connu et diffusé (âge du cycle d'orientation).

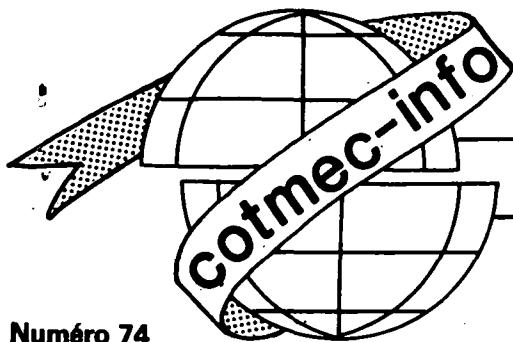
On peut se le procurer à notre secrétariat au prix de Fr. 3.-.

monde... Diamétralement opposé au message évangélique, opposé aussi à tout ce qui pourrait s'apparenter à la solidarité, proche et lointaine... Au point que l'on est en droit de s'étonner que les chrétiens ne réagissent pas plus.

Il ne s'agit pas ici de poser le problème du petit crédit. Utile parfois lorsque, dans d'étroites limites, il permet d'acquiescer un bien de stricte nécessité, chacun sait le nombre de "clients" qu'il amène dans les services de désendettement. Lorsque cette forme de crédit sert à appâter les jeunes, il devient indécent.

Et vous les jeunes, quel est votre avis ? Si vous voulez savoir le nôtre, il y a des coups de spray qui se perdent...

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



☐ "CE QUI M'ETONNE, DIT DIEU, C'EST L'ESPERANCE"

La liturgie du matin de Pâques nous a fait entendre une phrase des Actes des Apôtres qu'il vaut la peine de relire. La parole est à Pierre : *"(Jésus) qu'ils ont supprimé en le pendant au bois, Dieu l'a ressuscité le troisième jour, et il lui a donné de se manifester non pas à tout le peuple, mais bien à des témoins nommés d'avance par Dieu."* (10.39)

Dans cette phrase, deux temps. Comme une scène qui se jouerait en deux actes : très différents l'un de l'autre.

Le premier acte est public. Public comme un tribunal, public comme ces instances politico-religieuses : Sanhédrin, maison du Grand Prêtre, palais d'Hérode... Combien étaient-ils devant la résidence de Pilate le gouverneur à applaudir, à invectiver, à en redemander ? Public comme un gibet dressé aux portes de la ville.

Le deuxième acte, par contre, n'est pas public. Un seul acteur, pas de spectateurs. A peine une poignée de témoins. Sur invitation.

Ceux qui sont rentrés chez eux à la fin du premier acte sont persuadés d'avoir assisté à la fin de la pièce. "Je peux vous dire : Je suis resté jusqu'au bout ; à trois heures, Je l'ai vu rendre l'âme." Et ils disent la vérité. De leur côté, il y a la force du nombre, le poids de l'évidence : une exécution cela peut se mettre en statistique, cela peut se filmer... L'histoire aussi est de leur côté : tant de fois au cours des siècles il est arrivé "qu'un homme meure pour que la nation ne périsse pas"... tant de fois il est arrivé qu'on montre à la foule un Homme abîmé dans son honneur et dans son corps, comme Pilate l'a fait du Nazaréen, en disant "voici l'homme".

En face de ce faisceau d'évidences, une poignée de témoins qui n'ont rien entre les mains, rien que puisse saisir la caméra ou l'enregistreur. De leur côté, aucun appui de l'histoire, aucune pièce à conviction. Une parole à croire et c'est tout.

Deux situations diamétralement opposées. Deux vérités scandaleusement inégales dans leur vraisemblance.

Deux vérités différentes qui vont entraîner deux fidélités différentes, deux logiques différentes, deux regards différents sur le monde et sur l'homme.

Ce rappel est décapant mais aussi rassurant pour nous qui, 2000 ans plus tard, tentons d'être témoins de l'étonnante nouvelle de Pâques. Rien de moins naturel que d'être chrétien. Arrêtons de nous étonner de ce qu'il y en ait si peu, arrêtons de nous scandaliser si les structures de l'Eglise sont si souvent réticentes à l'inédit de la résurrection. C'est le contraire qui devrait nous surprendre, Nous émerveiller.

C'est le fait qu'ait existé un Paul de Tarse qui s'est dit "ressuscité avec le Christ" et qui a mené une vie absolument libre, hors d'atteinte de la mort, des peurs qu'elle entraîne, des prudences qu'elle impose.

Ce qui devrait nous émerveiller, c'est le fait qu'existent aujourd'hui des femmes et des hommes qui choisissent de se mettre dans le camp de ceux qui sont "pendus au bois", jusqu'au bout témoins de l'espérance.

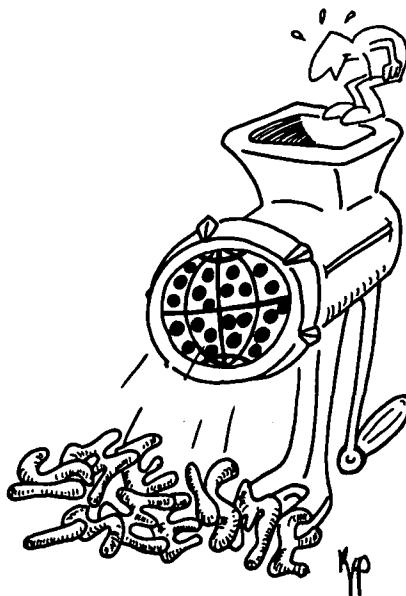
Ce qui devrait nous émerveiller c'est ce désir qui — parfois — nous habite de vouloir les imiter.

LE "TIERS-MONDISME" SUR LA SELLETTE

Les mots qui se terminent en "isme" sont toujours à prendre avec des pincettes. Souvent ils nous mettent en présence d'une pensée durcie en système, d'un génie créateur réduit en formules pour manuel scolaire.

C'est sûrement à cause de son côté dépréciatif que l'on s'est mis à qualifier de "tiers-mondistes" les gens qui militaient pour une plus grande justice internationale.

Aujourd'hui, le "tiers-mondisme" passe à la moulinette. Dans les livres d'abord ; ainsi, "Le sanglot de l'homme blanc" de Pascal Bruckner. Plus récemment, d'une façon plus efficace, par la création d'une association "Liberté sans Frontières", par "Médecins



□ De bonnes questions

Certaines thèses véhiculées par ce courant critique sont utiles à recevoir. Lorsque des personnes ont découvert le déséquilibre Nord-Sud, elles ont voulu sensibiliser le plus possible de leurs concitoyens. Pour ce faire, elles ont souvent utilisé des raccourcis au risque de fausser la réalité. Il faut comprendre : on ne peut pas faire passer une idée auprès d'un non-spécialiste en le renvoyant à un livre de cinq cents pages sur le sujet. Or il était indispensable que ces questions de solidarité internationale atteignent les non-spécialistes.

Il faut comprendre aussi la réaction de ceux qui disent : à vous entendre, il n'y a, à la pauvreté du tiers monde, aucune cause locale ou régionale; toute la responsabilité incombe à l'Occident. "Si on dénie au paysan ou à l'universitaire d'Afrique ou d'ailleurs toute responsabilité dans son histoire, toute possibilité de réflexion sur lui-même, (...) est-ce qu'on le considère encore comme un être humain?", demande le président de Médecins sans Frontières, Rony Brauman. Qui peut lui donner tort ?

□ En dessus des idéologies ?

Dans le même article paru dans "Croissance des jeunes nations", (Nos 270 et 271), à un journaliste qui lui posait la question "Lorsqu'on remet en question une idéologie, c'est une autre qui vient prendre la place libre. C'est là que vous prenez une responsabilité. A moins que vous n'ayez une idéologie de rechange ?", M. Brauman déclare avec assurance : "Non, nous n'avons pas d'idéologie de rechange"; et un peu plus loin : "Je suis médecin, je ne suis ni économiste, ni anthropologue."

On nous permettra de trouver cela bien ambigu et quelque peu "clérical". Ambigu car c'est une tentation vieille comme le monde de croire que le regard que l'on porte sur la réalité est neutre, dépourvu d'a priori. Le simple mot de "croissance" n'est-il pas marqué par son origine occidentale ? Quant au mot "développement", il faut savoir qu'il est intraduisible dans une quantité de langues non occidentales.

"La 'mauvaise conscience' ne sert à rien mais croyez-vous que la 'bonne conscience' soit plus efficace ?", déclarait récemment un professeur de philosophie de notre pays. On aimerait être sûr que ceux qui nous disent - avec raison encore une fois - "arrêtez avec l'idéologie de la culpabilisation" ne nous le disent pas au nom d'une "idéologie de la déculpabilisation" (une idéologie qui nous permettrait par exemple de lire dans notre journal du matin les bénéfiques remarquables de nos grandes banques et quelques pages plus loin un article relatant l'accroissement des dettes du tiers monde sans établir un rapprochement). On ne l'est pas.

Cléricalisme aussi. A juste titre, on a reproché aux clercs d'intervenir avec leur poids pastoral dans des domaines qui n'avaient rien à voir avec la pastorale. Au moment où des médecins, avec leur double prestige de médecins et d'hommes de terrain, se lancent dans la philosophie du développement, n'est-ce pas un certain "cléricalisme médical" ?

□ Dans une histoire et dans un temps

L'évolution de "Médecins sans frontières" est utile pour comprendre la création de la nouvelle association. Née en 1971, l'association a d'abord vu partir un certain nombre de ses membres qui ne se retrouvaient plus dans son orientation et qui ont donné naissance à "Médecins du Monde". Plus tard, vers les années 80, d'autres - tiers-mondistes - ont quitté également le bateau.

Issu d'une histoire, "Solidarité sans Frontières" est surtout "de son temps". Au moment où l'Amérique de Reagan bloque toute relation Nord-Sud, au moment où le drapeau du libéralisme est hissé bien haut, où les difficultés économiques replient chaque Etat sur ses intérêts - tendance attisée encore par une extrême-droite pour qui la solidarité internationale est un péché contre la nation -, des apôtres de la bonne conscience et de l'efficacité jouent gagnant. Comment ne jouiraient-ils pas d'une excellente écoute ? Ils sont tellement de leur temps !

Un peu trop, à notre gré.

□ "CROISSANCE DES JEUNES NATIONS"

Un mensuel nécessaire

Dans l'article ci-contre, comme il nous arrive souvent de le faire, "Croissance des jeunes nations" est cité. Cette publication est en effet, pour ce bulletin et pour le travail de notre commission, une source précieuse d'informations.

Au moment où ce journal fait peau neuve, il n'est que justice de reconnaître notre dette et d'inviter tous nos lecteurs à remonter jusqu'à la source. Pour le prix de 230 francs français, ils recevront onze fois l'an une quarantaine de pages attrayantes et largement illustrées mais surtout particulièrement nourissantes. Outre des nouvelles brèves, un débat - ainsi celui sur le "tiers-mondisme" dont nous avons donné écho - un reportage, un dossier... sans oublier la prise en compte de la dimension culturelle et d'utiles présentations de livres.

"J'aime ma planète, je m'abonne à Croissance..." Le slogan choisi par la nouvelle équipe n'est pas surfait.

□ DITES-LE AVEC DES TOILES

L'exposition de peinture NUESTRA AMERICA va s'ouvrir à Genève du 3 au 17 mai au Centre des Unions chrétiennes (9, av. Ste-Clotilde).

Organisée par l'Action de carême, Pain pour le prochain et l'Entraide protestante, cette exposition a sillonné la Suisse romande depuis le début janvier. Elle est placée sous le patronage d'Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix et fondateur du mouvement Paz y Justicia. Toutes les œuvres ont été données par leurs auteurs et le produit de la vente, après couverture des frais, sera consacré à la défense des prisonniers politiques des pays andins.

Le vernissage, auquel chacun est cordialement invité, aura lieu le 2 mai de 18h. à 21 h.

Dans le cadre de cette exposition, Paul Jubin, spécialiste des problèmes du tiers monde (Action de Carême), participera à une table ronde, entouré de Jean Fischer (EPER) et André Fol (COTMEC)

le mardi 14 mai à 20 h 30.

Paul Jubin publie ce mois un très beau livre sur lequel nous reviendrons : *Promesses de libération. Les psaumes du pauvre.*

RENCONTRE FOI ET DEVELOPPEMENT

Le parcours plutôt que le discours

D'une course en montagne, on ne rapporte, dans le meilleur des cas, que quelques diapos et un peu de soleil sur le visage. Le reste, l'essentiel, n'est pas facilement communicable. Ces deux pages voudraient être ces quelques diapos, tant mieux s'ils laissent pressentir un peu la richesse du parcours.

■ Le cadre

Les lecteurs de ce bulletin n'ont pas besoin qu'on leur présente le Centre Lebret qui, à Paris, produit, recueille et diffuse une réflexion autour du thème "foi et développement". Une commission comme la nôtre — peut-être ne le dit-elle pas assez — puise à longueur de mois dans le rayonnement et la connivence de ce Centre. C'est l'antenne suisse du Centre Lebret qui a pris l'initiative de rassembler une cinquantaine de personnes à Genève du 18 au 21 mars. Beaucoup de diversité entre les participants, diversité de couleurs, de fonctions, d'origines — l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord ainsi que l'Asie et bien sûr l'Europe étaient représentées — avec un point commun pourtant : le fait d'être engagés dans un travail concret en relation avec ce thème "foi et développement".

■ Raisonner juste avec des mots faux

Il faut des mots pour parler, certes, mais lesquels choisir ? Faut-il par exemple utiliser le mot "développement", complice de tant de meurtres et de mystifications ? Mais si on n'utilise pas celui-là, il faut s'essouffler à en chercher d'autres. J'ai aimé qu'on ait tenté de se comprendre sans consacrer des heures à ausculter nos outils de langage. En citant Elie Wiesel, le président du Centre Lebret nous avait mis en garde dans son mot d'introduction : "La parole n'atténue pas le chaos, elle le masque." En acceptant d'être moins attentifs à l'imperfection des mots et plus à ce que celui qui les employait voulait communiquer, on a évité de perdre des heures précieuses.

■ Des carrefours...

En mettant l'accent sur l'expérience, les organisateurs ont accordé une place importante aux carrefours. Espaces restreints, où la rencontre est possible et le tâtonnement accepté. "Prenez le temps de piétiner ensemble", avait-on donné comme consigne. On ne s'en est pas privé.

Dans ces échanges, une expérience m'a frappé, que j'aimerais rapporter. Au début d'une séance de travail, certains proposaient comme point de départ une question suggérée par les animateurs : "Que tirer de cette constatation : là où la foi renaît de ses racines pré-chrétiennes ou chrétiennes, c'est parce qu'on a refusé son développement imposé ?" Je me suis permis alors d'émettre des réserves : si l'on part sur ce thème, comment les Occidentaux du groupe vont-ils se retrouver et partager leur expérience ? Je n'ai pas tardé à découvrir ma myopie. En fait, chez nous aussi, n'est-ce pas au moment où un jeune rompt avec l'idéologie de la consommation : "le plaisir est un devoir et sa source est dans les objets", qu'il peut découvrir quelque chose de la Bonne Nouvelle ? N'est-ce pas au moment où un adulte a cessé de courir

après les mythes de nos sociétés avancées — avoir, promotion individuelle... — qu'une Parole du Nazaréen, qui n'avait pas une pierre pour reposer sa tête, peut le rejoindre ?

Je me suis trouvé soudain beaucoup plus proche que je croyais de mes frères Indiens et Africains qui étaient autour de la table.

■ ... et des paroles fortes

L'échange dans la spontanéité ne dispense pas d'apports plus structurés pour déterminer un cadre théorique à la réflexion, pour se remémorer les étapes passées, pour débusquer les mythes...

Importance de l'histoire. Dans son exposé introductif, le Père Cosmao a commencé par évoquer l'existence d'une loi votée aux Etats-Unis en 1954 appelée P.L. 480. Elle permettait de fournir à des conditions de faveur à des populations sous-alimentées des céréales auxquelles elles n'étaient pas habituées (blé pour l'Afrique et l'Asie et soja pour l'Afrique) dans le but avoué de créer de nouvelles habitudes alimentaires et de "fabriquer" ainsi de nouveaux clients. Solution à la fois au problème des surplus alimentaires des USA et à leur désir d'hégémonie. Voilà qui rend circonspect dans l'emploi du mot "développement", voilà qui éclaire d'un jour cru le problème actuel de la dépendance alimentaire...

Des non-occidentaux ont dit à leur tour les blessures du passé. Le durcissement du système des castes après le passage des colons anglais aux Indes. Le long chemin de l'Amérique latine, considérée d'abord comme un territoire à exploiter puis à aménager quelque peu politiquement si on ne voulait pas tuer trop vite la "poule aux oeufs d'or". Plus récemment c'est la préoccupation du développement, qui légitime un nouvel arrivage d'intervenants, guère moins ambigus que les précédents, guère plus à l'écoute des réels besoins des gens. Pour mettre en scène des modèles pensés ailleurs, dans un autre système, on a épuisé les plus généreux tandis que, par millions, d'autres se clochardaient en s'agglutinant autour des grandes villes, renonçant à ce qui constituait la source de leur survie et de leur indépendance.

■ Attester des chemins possibles

S'ils ont évoqué les cicatrices, les témoins du tiers monde ont surtout apporté au colloque des expériences de vie. "Quand l'efficacité ne marche plus, on retourne aux racines... et que découvre-t-on ? Un peuple qui continuait à vivre, un peuple qui n'avait pas cessé de croire." Passé ce moment de la fascination des choses, on peut — ce n'est pas automatique — renaître de l'échec en redécouvrant des valeurs un temps ignorées, la dimension communautaire par exemple. Ainsi se créent des "poches d'expérience" dont il s'agit de tirer enseignement, qu'il faudra pouvoir mettre en relation en créant des réseaux nouveaux. Le plus pauvre habitant de l'Inde croit qu'il est partie du divin, pas moins que la poussière d'or l'est du lingot. Ce que l'on est, il s'agit de le devenir et des racines existent déjà.

Pour le redire avec les mots du Père Cosmao, c'est dans le sujet — le porte-greffe — que résident les chances de la réussite d'une greffe.





Or ce sujet porte-greffe, ni la colonisation ni les trois décennies du développement n'ont eu raison de sa vitalité : La constatation vaut son pesant d'espérance et d'action de grâce.

Des questions pour l'Occident

Le fait de toucher du doigt la force de vie de l'œuvre chez les plus pauvres nous amène à porter un regard critique sur notre Occident. Et plus seulement à cause des erreurs commises dans le passé. Chez nous, le porte-greffe d'une société solidaire qui essaie de traduire quelque chose de la Bonne Nouvelle du Royaume, où faut-il le chercher ? Du côté des cadres dynamiques tellement identifiés au système qu'ils sont prêts à excuser d'avance tous ses méfaits ? Du côté des ouvriers qui ont sauvé pour un temps leur place de travail et que cette préoccupation paralyse ? Du côté des pauvres, alors qu'elle est tellement dure à vivre, leur pauvreté, en pays riche, assumée dans la solitude, comme une maladie honteuse ? Ce porte-greffe, faut-il le chercher du côté des jeunes, mais combien d'entre eux "en sont revenus" et préfèrent "s'éclater" dans une société qu'ils perçoivent comme bouchée ?

"Ne pensez pas d'abord à nous libérer de notre pauvreté mais à vous libérer de votre richesse. Et peut-être avons-nous quelque expérience à vous apporter sur ce chemin." Cette phrase d'un Mexicain, les participants occidentaux ne sont pas près de l'oublier. "C'est vrai qu'on revient du pèlerinage aux idoles", a dit l'un d'eux, non pas par un goût morbide de la culpabilisation, mais comme on énonce une constatation : ce n'est pas là que se trouvent des chemins de vie, des chemins de foi.

Dans la mouvance de la foi

A sa manière, discrètement, la foi a été présente tout au long de la démarche. Présente dans le témoignage de l'autre, mais aussi dans son écoute, dans la confiance avec laquelle il disait ses impasses ou la simplicité avec laquelle il partageait ses réussites.

Cette foi, il a fallu la mettre en question. N'est-ce pas à cause d'un dévoiement théologique que ce mot "foi" en est parfois venu à signifier un discours sur Dieu à cent lieues de l'homme et de sa participation laborieuse à la création ?

Plus souvent, c'est la foi qui nous a mis en question. En dénonçant nos mythes tenaces qui nous font rêver d'un monde où toute violence pourrait être abolie, d'un monde où le salut serait au bout de nos œuvres... Cette foi, elle a mis en question nos timidités qui se fixent au Vendredi-Saint, imperméables à la Bonne Nouvelle du matin de Pâques qui veut nous rencontrer, comme dans le cas des disciples d'Emmaüs, sur le chemin, au lendemain de nos illusions et de nos échecs.

Et demain ?

On reconnaît un arbre à ses fruits, un colloque aux fidélités qu'il fait naître. Les convictions échangées durant ces quatre jours, demain il faudra en témoigner, et cela ne se fera pas sans en payer le prix.

Là-bas renoncer aux projets "efficaces" et aux idéologies centralisatrices qui ne font pas suffisamment place à l'homme. Ici, rompre avec notre culte des idoles et se montrer plus critiques pour tout ce qu'on envoie dans le tiers monde comme doctrines, techniques et capitaux. Comment défendre, de part et d'autre de l'océan, l'idée que l'homme vaut mieux que l'expertise, l'expérience plus que le modèle imposé, l'initiative plus que la séduction, sans passer pour

"Efficacité", un vilain mot ?

Dénoncer la croissance à tout prix, les plans de développement qui veulent comptabiliser tous leurs effets, est-ce la condamnation de tout souci d'efficacité ? Cette question a fait l'objet d'un échange informel, pour moi plein d'enseignements.

Le mot "efficacité" prend un sens très différent selon le contexte dans lequel on travaille. Le religieux animant des communautés de paysans en Bolivie, le curé d'une paroisse en Algérie, pays musulman, ou le citoyen d'un pays occidental, directement ou indirectement coresponsable d'un certain nombre de décisions prises par les élites du système dans lequel il vit, coresponsable d'un certain nombre de nuisances émises par lui au niveau international... Aucun ne peut viser à la même efficacité.

La fidélité à l'Évangile demandera au premier de guetter tous les signes de vie de sa communauté, marchant à son pas, échangeant sa montre contre un cadran solaire... Cette même fidélité pourra demander par contre à cette religieuse des États-Unis — économiste de formation — de préparer une intervention dans une assemblée d'actionnaires de la société Exxon à propos du sort qu'elle réserve aux Indiens, intervention celle-là au plus haut niveau. D'ailleurs, rappelons-nous le procès Nestlé, dont tout le monde aujourd'hui salue les résultats positifs; il ne s'est pas fait à la légère.

Un regard dans la Bible ne nous montrerait-il pas la même chose ? On y est invité à guetter les moindres traces du Royaume comme un paysan regarde son champ de blé pousser; par contre, lorsqu'il s'est agi de sortir son peuple d'esclavage, Dieu n'a pas lésiné sur les moyens...

Ni oreiller de paresse, ni pression productiviste pour les chrétiens, l'"efficacité" est une de ces notions à "géométrie variable", nous invitant à utiliser toute la marge de liberté dont on dispose pour que sa volonté soit faite sur la terre comme au ciel.

des traîtres à la patrie ou des ennemis du progrès ?

Par manque de temps, le colloque n'a pas évoqué les conséquences onéreuses des thèses qu'il avançait. Peut-être aussi parce que, pour les organisateurs, ces conséquences allaient sans dire. N'aurait-ce pas mieux été en les disant ?

Et si c'était cela l'Église ?

Je suis sorti de ce colloque revigoré, pour y avoir vécu une expérience d'Église où la diversité n'empêche pas la communion, où la critique ne tue pas l'espérance, où la simplicité et la confiance sont possibles parce qu'un amour nous précède.

Le Père Chenu, dans une lettre qu'il adressait au colloque, citait Jean Paul II : "L'homme est la route de l'Église", à quoi il s'empressait d'ajouter : "L'homme concret et non les vérités éternelles".

C'est peut-être pour avoir été très humain que ce colloque a été une authentique expérience d'Église.

André Fol

Extrait du document final

La Pentecôte est le point d'incandescence de tous temps et du nôtre en particulier. Or, que trouve-t-on à Pentecôte ? Une dispersion surmontée, des diversités qui communiquent, un bruit qui signifie, des langues et du feu. Matrice d'une humanité nouvelle parvenue à maturité, la Pentecôte est un point d'arrivée et un point de départ permanent. La Pentecôte existe comme vérité de notre histoire. Notre action ne serait-elle pas seulement de lui frayer un passage ? Urgence de notre responsabilité !

■ PHILIPPINES Une libération qui nous touche

A plusieurs reprises, dans ce bulletin, nous avons parlé de Carl Gaspar, théologien laïc de trente-huit ans. Deux mois après qu'il eut participé activement au Colloque de l'Association œcuménique des théologiens du tiers monde à Genève, il était incarcéré dans son pays. La nouvelle avait frappé, tant était grand le rayonnement de cet homme, tant étaient infondées les accusations portées contre lui.

Au début du mois de mars, soit après deux ans de détention, on apprend sa libération, même s'il est toujours en liberté surveillée. Chaque semaine en effet, il lui est demandé de se présenter devant le colonel qui a décidé son incarcération. De plus, tout contact avec des journalistes lui est interdit.

Mais aussi...

Accueillir une libération ne doit pas nous masquer le problème de la dégradation de la situation des droits de l'homme aux Philippines. Ci-dessous, nous reproduisons un extrait de la déclaration faite par une religieuse, Sœur Marianni Dimaranan, lors de la dernière session de la Commission des Droits de l'Homme qui s'est déroulée à Genève il y a quelques semaines. Cette religieuse est membre de Pax Christi.

"J'ai vu les conditions dramatiques de centaines de prisonniers politiques, tout particulièrement en province, ne disposant que de trente à trente-cinq US cents pour leur nourriture; j'ai vu la condition misérable des familles des détenus politiques luttant pour leur survie pendant l'absence de leur gagnepain emprisonné; j'ai vu des centaines d'enfants de prisonniers politiques obligés de cesser de fréquenter l'école en raison des besoins économiques de leur famille.

Durant ma détention et par la suite, j'ai entendu les protestations, les cris et la colère des détenues politiques torturées et abusées sexuellement par les militaires; j'ai pu questionner des victimes de la torture et vu leurs blessures et les séquelles provoquées par ce qu'ils appellent des interrogatoires tactiques à l'intérieur des "centres protégés" de l'armée.

J'ai aidé des proches et amis à exhumer de leur tombe secrète les restes de ceux qu'ils avaient aimés et qui avaient été déclarés disparus; j'ai réussi à visiter secrètement, tard dans la nuit ou avant l'aube, les morgues et lieux funèbres où les militaires abandonnaient en secret les restes de ceux qui avaient disparu; de même j'ai visité secrètement des hôpitaux où les militaires gardaient temporairement leurs victimes blessées; j'ai vu à Cortabato flotter des corps de musulmans, à Negros les corps mutilés de paysans.

Monsieur le Président, l'étendue de la violation des droits de l'homme ne touche plus seulement les

Comme annoncé dans le précédent bulletin, tous ceux que cela intéresse sont cordialement invités à la

Réunion trimestrielle de la COTMEC

jeudi soir 9 mai à 20h30

Au programme : dans nos locaux,

- Quelle unité pour les chrétiens ?
A partir de la Bible, nous nous demanderons comment il est possible (ou impossible) de concilier la recherche de l'unité et l'engagement pour la justice.
- Un temps pour réagir aux idées émises et pour se demander quelles traductions elles pourraient trouver dans notre vie, au sein de la société et de l'Eglise.
- Un temps de présentation du travail en cours à la COTMEC. On y attend vos remarques et vos suggestions.

■ LES EVEQUES IVOIRIENS Non à la corruption !

Non aux dictatures, à la corruption des mœurs politiques; la voix des Eglises africaines se fait de plus en plus pressante pour réclamer un assainissement des régimes politiques sur le continent africain. Après les évêques de Madagascar (voir TC No 2122), ceux du Zaïre, la conférence épiscopale de Côte-d'Ivoire présidée par le cardinal Yago vient à son tour de prendre la parole pour demander plus de civisme et plus de morale dans le combat politique "présenté trop souvent comme une lutte qu'un entrepreneur pour obtenir à n'importe quel prix une place honorable, source d'avantages considérables". Après les élections de 1980, notent les évêques ivoiriens, "des candidats malheureux ont favorisé des troubles dans leur région. On manie le mensonge, on l'érige en système" poursuivent-ils. "On cultive et on encourage la corruption en se donnant l'illusion qu'on peut acheter les consciences et gagner des électeurs à coup d'argent." Cette intervention de l'épiscopat ivoirien intervient à quelques mois des élections qui doivent reconduire Félix Houphouët-Boigny sur le fauteuil présidentiel pour la sixième fois consécutive. Les critiques des prélats contre le régime sont à peine voilées quand ils affirment que "les élus, après la victoire des urnes, ne doivent pas se reposer sur leurs lauriers" et "qu'un peuple bien formé et avisé se méfierait instinctivement des grands discours, des promesses mirifiques et surtout des enveloppes de billets de banque" !

TC

paysans, marginaux, ouvriers et citoyens démunis, elle inclut de plus en plus des disparitions et l'assassinat systématiques d'étudiants, de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats, d'hommes d'affaires et de travailleurs de l'Eglise.

Pax Christi

A découper et à renvoyer au secrétariat

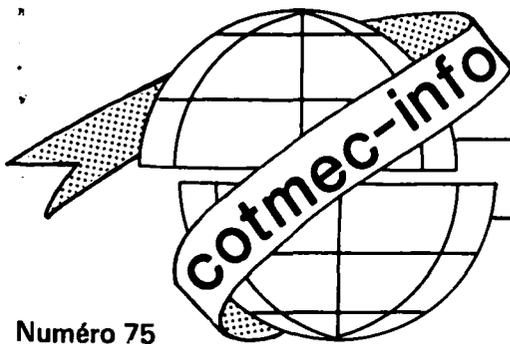
Veuillez nous faire parvenir exemplaires de la brochure "La théologie de la libération sur la sellette" au prix de Fr. 3.- plus le port.

Nom

Adresse

Je commande par la même occasion :

- "Prendre Parti." Albert Nolan, o.p. 12 p. Frs 1.-
- "Pourquoi le racisme ?", de la revue "Okapi", destinée aux adolescents. Frs 3.-
- "Si tu veux un monde plus juste, que peux-tu faire ?", destinée aux adolescents. Frs 2.-
- Je demande à recevoir le bulletin "Solidarité-Chrétiens Amérique centrale". Parution 2-3 mois. 4 p.



BEATITUDES

La tirade évangélique des Béatitudes (Mt 5,1-13) peut s'encombrer de connotations parasitaires qui lui enlèvent et sa valeur et sa force : plaidoyer spontané pour de fausses qualités d'effacement et de silence; proclamation violente des vertus embourbées de résignation et de renoncement. Il n'en est rien ! Un homme, l'homme réel, s'y déploie, au centre d'un combat qui le fait se démasquer, dans l'acte même qui le produit, le développe et à la fois l'enracine : dans sa relation au monde, à la société et... à Dieu.

Heureux. Ni saints ni héros ! Mais hommes, dont le secret est de vivre : de savoir naître... encore.

Les pauvres de cœur. Ni foetus ni cadavres ! Mais hommes de la "dernière place", "appelés", sur la ligne de départ où chacun est "premier". Ceux qui voient s'ouvrir à eux le champ d'un avenir, et qui se disposent à grandir en prenant davantage racine. Ceux qui sont jeunes aujourd'hui et qui seront encore jeunes demain : car la vie est pour eux postérité bien plus qu'héritage.

Les doux. Ni mous ni leurrés ! Mais hommes forts, agents de leur histoire et certains de durer. Ceux qui ne sont plus seuls : pour qui l'agressivité n'est plus un besoin ni la revanche un désir. Ceux qui communiquent : qui ont la parole et peuvent la donner.

Ceux qui pleurent. Ni déçus ni vaincus ! Mais hommes dont la peine est féconde et la souffrance est langage. Ceux dont la douleur est un cri. Douleur de sein déchiré et non de cœur meurtri. Cri de prophète, cri de poète ou cri de fou, mais cri de vivant. Clameur qui excède la vie : vie contenue ou vie attendue, mais vie qui se fait et non vie qui se perd.

Ceux qui ont faim et soif de justice. Ni bourreaux ni casuistes ! Mais hommes qui investissent leurs besoins et puissances de vie dans la recherche d'une relation : relation entre les hommes, entre les

hommes et le monde, entre les hommes... et Dieu. Ceux qui aspirent à la rencontre comme plaisir et à la parole comme volupté. Ceux qui sont passionnés.

Les miséricordieux. Ni amnésiques ni faibles ! Mais hommes qui oublient dans l'effort têtue pour ne pas répéter. Ceux qui mettent autrui au présent en le mettant à l'actif. Ceux qui renouvellent leurs chances vitales en offrant à autrui des chances nouvelles. Ceux qui ressuscitent autrui dans l'acte douloureux d'ouvrir son tombeau.

Les cœurs purs. Ni castrés ni frigides ! Mais hommes féconds, dont l'ambiguïté nécessaire, loin de se perdre en vide d'une transparence, se construit au contraire dans le jeu d'une différence. Ceux dont l'opacité du regard se monnaie en densité de relation. Ceux qui respirent et qui, dans l'acte de respirer, partagent l'air que respirent aussi les humains et le monde.

Les artisans de paix. Ni Muets ni placides ! Mais hommes sûrs, qui, hors de tout repentir usé comme de toute contestation lassée, luttent vraiment pour que les questions jaillissent, pour que les situations soient claires et que la clarté dure. Ceux pour qui la fidélité du contrat est d'emblée une conquête. Ceux dont le génie est de déjouer l'apparition inopinée de toute arme nouvelle.

Les persécutés pour la justice. Ni victimes ni otages ! Mais hommes insistants, qui vont jusqu'au bout de leur projet. Ceux qui épuisent la logique de leur action au point de s'exhiber comme fous. Les minoritaires, qui souffrent réellement pour la cause qu'ils défendent. Ceux qui meurent pour que les tombeaux s'ouvrent.

Texte de André Paul (extraits)

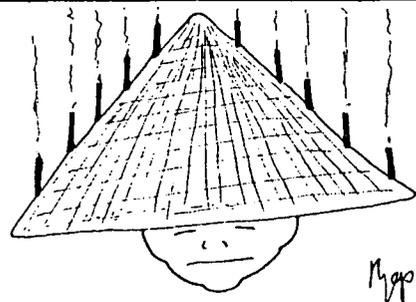
VIET NAM Dix ans après

Le 10 avril 1975, une guerre s'arrêtait. Guerre atroce, menée par tous les moyens. Près de 2 millions de morts, le triple de blessés. Pour la première fois dans l'histoire, la destruction de l'environnement a été une composante intentionnelle de la guerre. Plus de 14 millions de tonnes de bombes, obus, etc... 55.000 tonnes d'herbicides ont été utilisées, sans oublier l'"agent orange" : 110 kg de dioxine (par comparaison, la catastrophe de Seveso en a répandu environ 2,5 kg).

L'anniversaire de la fin d'un tel carnage humain et écologique ne peut pas ne pas être rappelé.

De l'espoir à la paralysie

Dans un premier temps, le fait d'éviter le piège de la vengeance à l'égard des "collabos" a valu beaucoup



de sympathie au nouveau régime (c'est un fait qu'on a moins "purgé" au Viet Nam qu'en France au lendemain de la guerre).

Mais voilà que les années qui passent n'amènent pas la détente escomptée. Les camps de rééducation — transformés certes en fermes d'Etat — sont encore en service. Le régime se durcit. Egalement vis-à-vis de l'Eglise, qui est soumise à d'incessantes tracasseries. Réactions à ces contraintes ? Les observateurs notent





une dépolitisation largement répandue dans la population. Il a fallu importer 300.000 tonnes de céréales l'an passé; il en faudra autant cette année. Plus d'un millions de réfugiés ont fui le pays.

Le souffle qui animait le peuple dans son combat de libération semble s'éteindre.

■ Des obstacles énormes

Au lendemain de la guerre, le Viet Nam s'est retrouvé non seulement profondément défiguré dans son relief et sa végétation. Comme tous les pays en développement, il a dû faire face à une croissance démographique rapide, alors que les techniques pour produire la nourriture étaient très rudimentaires. L'application stricte de la doctrine marxiste a eu les mêmes effets que partout ailleurs : une faible production agricole. De nombreuses catastrophes naturelles ont encore noirci ce sombre tableau.

Mais c'est surtout dans "la sécurité" que ce pays a investi, maintenant en permanence 2,5 millions d'hommes sous les drapeaux et les envoyant notamment au Laos (40.000) et au Kampuchea (160.000). Tout cela à un prix énorme, que comble difficilement l'importante aide soviétique.

■ Malgré tout, l'ouverture

Dans ce qui précède, beaucoup de raisons pour l'Occident de mettre le Viet Nam en pénitence. Ce qui veut dire le condamner à un tête-à-tête avec l'Union soviétique, en renforçant l'impression de menace que ressent — souvent à bon droit — toute révolution. N'y a-t-il pas mieux à faire ?

Déjà repérer les changements. En 1982, dans l'agriculture, on met en veilleuse la doctrine pure et dure; et déjà la production remonte. Repérer aussi les signes d'ouverture. Au moment du dixième anniversaire, 600 journalistes américains, avec un énorme équipement, ont pu sillonner le pays.

Un certain rapprochement s'esquisse entre Moscou et Pékin. Est-ce que cela ne pourrait pas dispenser à la longue le Viet Nam d'un effort de défense exténuant à l'égard de la Chine ?

■ Et les Eglises ?

Il ne leur est pas demandé d'approuver l'inapprouvable. Pourquoi devraient-elles accepter les tracasseries qui atteignent des chrétiens qui veulent vivre leur foi en collaborant loyalement à la construction du nouveau Viet Nam ?

Ceci dit, il est recommandé de ne pas avoir la mémoire trop courte. Dans un premier temps largement coloniale, l'Eglise a-t-elle su suffisamment se démarquer et protester lorsque les B 52 pilonnaient le pays ? N'a-t-on pas vu un cardinal américain faire le voyage pour soutenir le moral des soldats engagés dans la croisade pour défendre la civilisation chrétienne ?

On doit comprendre que tout cela laisse des traces profonds. Il faudra y regarder à deux fois avant de jouer les redresseurs de torts.

Entre l'approbation — souvent impossible — des décisions des autorités du pays et la dénonciation féroce qui bétonne l'isolement, il y a un chemin à trouver. Pour le bien du peuple vietnamien. Pour le bien des chrétiens — on en connaît — qui tiennent à rester dans le pays et à profiter des plus petits espaces de liberté pour vivre quelque chose de leur foi.

En ce sens, on ne peut que se réjouir de savoir que la CIDSE (organisation qui regroupe toutes les "Actions de Carême" d'Europe et du Canada) appuie des projets notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.

■ ETATS-UNIS : "Klaxonnez contre l'apartheid !"

A l'heure du blocus économique contre le Nicaragua, il est particulièrement réjouissant de constater que les Etats-Unis sont tout de même encore capables de porter un message d'espérance par les nombreux et récents manifestations, actions, voire projets de loi contre l'apartheid et la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud. En voici quelques exemples stimulants :

- Un panneau s'adressant aux automobilistes passant devant l'ambassade sud-africaine de Washington annonce : "Si vous êtes contre l'apartheid, klaxonnez !"
- A New York a été organisée une campagne de vente de T-shirts sur lesquels on peut lire : "Libérez l'Afrique du Sud !"
- Plusieurs Etats (dont notamment le Massachusetts, le Michigan, le Connecticut et New York) ont adopté des lois qui obligent graduellement les compagnies établies sur leur territoire à se séparer de leurs participations dans des sociétés sud-africaines.
- Au Congrès est actuellement discuté un projet de loi visant notamment à interdire les prêts de banques américaines à l'Afrique du Sud et les investissements effectués dans ce pays par des entreprises américaines.

L'exemple étant donné, ne nous gênons pas de le suivre nous aussi...

□ Une prière au cœur de l'engagement pour la justice

Sous le titre "Promesses de libération — les psaumes du pauvre" le dernier livre de la collection du Cetim nous offre la plupart des 150 psaumes que contient le livre biblique relus aujourd'hui.

Au départ de cette entreprise une expérience, plus encore une souffrance. Ancien animateur de Frères sans frontières et actuellement responsable du secteur projet de développement de l'Action de Carême, Paul Jubin a fait trop de séjours dans le tiers monde pour ne pas en rester blessé par tant de blessures partagées. "J'ai tenté de traduire le coup de gueule et l'acte de foi des êtres tenus en état infra-humain."

Parole d'avocat qui prête sa voix à ceux que l'injustice réduit au silence, mais pas seulement. On comprend mieux ce livre si on sait qu'il a été ébauché au lendemain d'une grave opération. Un moment de nuit qui avait poussé l'auteur à relire ces écrits vieux de trois mille ans et à les trouver étonnamment actuels. C'est probablement cette double expérience de souffrance structurelle et personnelle qui donne tant de souffle à ces pages.

Elles ne dispenseront pas de se rapporter au texte biblique. Bien au contraire, elles en indiqueront le chemin; elles donneront envie d'y goûter. Alors que les chrétiens du tiers monde retrouvent la parole, chez nous, ceux qui militent pour plus de justice peinent à exprimer leur foi. En témoignant de la sienne à partir d'un engagement sans équivoque, Paul Jubin peut nous rendre un grand service. "Je souhaite que ces 'promesses de libération' alimentent la lutte et la contemplation de ceux qui les liront."

C'est réussi.

"Promesses de libération — les psaumes du pauvre."
Ed. P.M. Favre, col. Cetim, 136 pages. Fr. 16,80.

PARAGUAY
Enfer ou paradis ?

PARAGUAY

L'Alto Parana

Importantes possibilités d'investissements. Développement économique sans précédent dans l'agriculture, l'élevage, l'agro-alimentaire. Avantages fiscaux aux investisseurs étrangers. Stabilité politique et monétaire depuis 30 ans.

Avant d'investir, adressez-nous votre carte de visite, elle vous évitera bien des déboires. Rens. et doc. TVD SA, 15, rue des Voisins, 1205 Genève, CH.

18-25

Le Courrier 13.2.85

Comme nous, vous avez probablement vu cette petite annonce qui a paru récemment dans nos quotidiens. Nous avons voulu en savoir plus et nous voici en possession d'un dossier de quelque vingt-cinq pages de la société "Terrains-Vignobles-Domains S.A.", 15, rue des Voisins, 1205 Genève. En voici quelques extraits :

"Terre de paix et de soleil. Terre de la harpe et de la guitare, de la cordialité empreinte d'esprit, de la beauté féminine, des rivières aux eaux cristallines. Pays romantique, son passé rempli d'héroïsme lui a appris à ne pas se plaindre, son présent à travailler et son futur à sourire. Les récoltes se multiplient, le travail nourrit les hommes, le pays se développe, mais tradition et folklore restent fidèles à la terre; cet état de fait le voyageur peut le découvrir, comme il peut s'apercevoir combien la terre est généreuse, combien le ciel est limpide et combien ce pays est jeune, dynamique et paisible. (...)

A la différence d'autres pays d'Amérique latine où les libertés ont été plus ou moins supprimées par les militaires au pouvoir, la constitution paraguayenne garantit les droits fondamentaux de la personne humaine. (...) Depuis quarante ans, les USA ont un poids décisif sur le Paraguay, pays de l'anticommunisme militant.

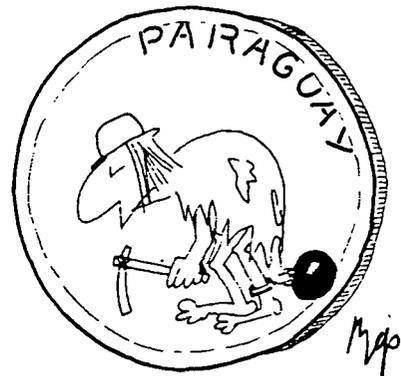
Le pays offre de solides garanties privées et constitutionnelles assurant la pleine application des droits de l'homme et le respect de la propriété privée. Ce climat de paix et de sécurité règne depuis plus de trente ans. Pas de problèmes avec les syndicats, pas d'attentats, pas de manifestations de masse et d'autres expressions de mécontentement populaire.

En matière d'investissement, le trait le plus caractéristique est la politique libérale offrant aux étrangers un maximum de garanties et leur accordant notamment la faculté de pouvoir exporter 100 % des bénéfices réalisés dans leur exploitation."

Pour ce qui est des possibilités d'investissement, il s'agit d'un achat d'un minimum de 500 hectares à un prix allant de 200 à 600 dollars l'hectare. On peut alors soit travailler soi-même à l'exploitation, soit la louer à des Brésiliens (c'est nous qui soulignons) qui vont défricher le terrain et, en quatre ou cinq ans, multiplier sa valeur par trois. Dernière possibilité, le faire déboiser, ce qui permet en six mois de le mettre en culture.



COTE "FARCE"



COTE "PILLE"

■ Seulement voilà...

Un bulletin de santé si satisfaisant devrait réjouir une commission tiers monde; seulement voilà, les informations que l'on a par ailleurs ne concordent pas; ou plutôt elles sont exactement contradictoires. Pour prendre une source à la fois récente et peu suspecte de manipulation, nous avons choisi le rapport de voyage au Paraguay du mouvement Pax Christi, réalisé en octobre 1984 par Adrien-Claude Zoller.

"Les principales caractéristiques de la situation au Paraguay sont les suivantes :

- a) Pays tranquille et peur généralisée : les prisonniers, les cas de mauvais traitements et exécutions arbitraires sont relativement peu nombreux. Les manifestations sont rares. Formellement, la répression est faible, car cela n'est plus nécessaire. Trente ans de dictature ont permis de tout écraser. C'est la crainte généralisée : le régime, tel un fauve qui dort, peut tout à coup frapper, violemment. Ainsi, périodiquement, des organisations sont démantelées, décapitées, leurs responsables arrêtés pour plusieurs jours ou plusieurs mois. On ne sait jamais ce qui va arriver. C'est l'arbitraire, et le régime fait savoir qu'il vous contrôle, que telle organisation est infiltrée, etc.*
- b) Libertés individuelles : aucune liberté n'est garantie, mais le régime se donne une image "démocratique" à l'étranger. Cette année, les syndicats (qui se réorganisent) ont été lourdement frappés. La presse est censurée, des organes ont été récemment interdits.*
- c) Dans les campagnes : c'est la situation la plus grave. Les paysans souffrent de la faim. Ils ont été dépossédés de leurs terres, et toutes leurs tentatives de s'organiser sont réprimées sévèrement. Les campagnes, selon plusieurs récits d'autorités religieuses, sont fortement militarisées. Les récits et témoignages entendus font penser à la situation qui règne dans les campagnes au Guatemala. Les disparitions, cas de tortures sont nombreux, mais les informations éparpillées. (...)*
- e) L'Eglise : position très difficile, mais courageuse. La conférence épiscopale a publié en 1983 un document sur les problèmes de la terre, dans lequel l'option préférentielle pour les pauvres est clairement réaffirmée. L'Eglise est un des rares supports pour une ouverture en faveur des opprimés. Les évêques sont prudents, évitent de trop fréquentes prises de position, ce qui est compréhensible vu la situation de terreur dans le pays." (...)*

En clair, qu'est-ce donc que l'annonce ci-dessus sinon une incitation à se tailler un morceau de ce pays muselé où "les paysans sont expropriés, endettés, souffrent de la faim" ? (Cf. dans le même rapport un représentant de la Conférence épiscopale.)

En toute légalité, en toute légitimité.

■ **AFGHANISTAN**
Une commission internationale
fait un rapport

M. Théo Van Boven, l'ancien directeur de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, bien connu de nombreux lecteurs, était de passage dans notre ville. Le 26 avril, en compagnie de trois autres experts, il a présenté le rapport d'une commission internationale d'enquête humanitaire sur le problème des personnes déplacées en Afghanistan.

Une année de travail et des conclusions accablantes. Dans ce pays à peu près grand comme la France, près de la moitié de ses 15 millions d'habitants sont aujourd'hui exilés et déplacés. Ces derniers, au nombre de 2 millions, ont dû partir de chez eux à cause de la violence de la guerre : les trois quarts se sont réfugiés dans les villes et un quart d'entre eux ont rejoint d'autres régions intérieures moins bombardées mais déjà très pauvres en temps normal. Ce qui laisse entrevoir les conditions d'accueil qui peuvent être offertes à 500.000 personnes supplémentaires. Pour elles, pas de subsides habituellement alloués aux réfugiés. La famine n'est pas loin.

■ **Le silence des Etats**

Est-ce pour préserver les zones d'influence respectives ? "Laissez-nous les mains libres en Amérique centrale et on n'intervient pas en Afghanistan." Est-ce parce que les Etats-Unis ont trop avantage à ce que cette situation se prolonge ? Ces derniers se réjouissent-ils de ce que l'Union soviétique, qui passait un moment pour le champion de la liberté dans le tiers monde, se discrédite en écrasant un pays du tiers monde ?... Ou est-ce pour d'autres raisons encore ? Toujours est-il que les réactions des Etats occidentaux sont pour le moins discrètes.

■ **Pour dépasser la dénonciation, le travail des ONG**

L'arrivée de M. Gorbatchev au Kremlin ne semble pas annoncer des modifications notables au niveau diplomatique. Il faut donc chercher ailleurs les moyens de porter remède à une situation urgente. C'est sur le travail des organisations non gouvernementales que la commission fonde ses espoirs. Plus libres que les Etats, souvent plus efficaces, elles pourraient tenter de faire l'impossible pour améliorer le sort des Afghans menacés de mourir de faim dans leur propre pays. Mais ces ONG doivent avoir les moyens de leur action; c'est là que les Etats peuvent intervenir. On nous a parlé de l'exemple de la Suède et de la Norvège, qui déploient une action efficace par ONG interposés.

Dans notre pays, le comité de soutien au peuple afghan a déjà entrepris une démarche auprès de nos autorités. En attendant une réponse qu'on peut espérer positive, il reste l'appui direct à des organisations qui peuvent garantir l'acheminement de secours à l'intérieur du pays; elles existent.

CINEMAS des TROIS MONDES

Judi soir 20h. 30

Salle Bungener - 24, rue Rothschild

30 mai : "Soleil des Hyènes", Tunisie, 1977
6 juin : "Turumba", Philippines, 1982
13 juin : "Surjia Dighal Bari", Bangladesh, 1980
20 juin : Kaddu Beykat, Sénégal, 1976

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Pour les garçons de plus de
18 ans :

Du 19 juillet au 9 août

Camp travail-rencontre en
Tunisie.

Renseignements au secrétariat.

PAS D'ACCORD

Messieurs,

Votre article "avec l'argent de la banque ORCA" publié dans votre revue a retenu toute notre attention.

Il est évident que toute publicité peut soulever des critiques justifiées. Les campagnes publicitaires que nous pratiquons n'échappent pas à cette possibilité.

Toutefois, le dernier paragraphe de votre article est en fait comme en droit inacceptable. En effet, vous incitez le public, en particulier les jeunes, à faire usage du spray pour détériorer notre publicité. Vous n'ignorez pas que cela constitue une atteinte aux biens privés, interdite par le code civil et réprimée par le code pénal.

Aussi nous vous prions d'informer vos lecteurs sur les risques qu'ils courent s'ils venaient à agir selon vos conseils. Nous nous réservons d'ores et déjà tous nos droits à l'encontre de votre rédaction, si nous devons constater des dégâts à nos affiches.

Nous osons espérer que la doctrine qui inspire vos écrits soit plus généreuse et plus respectueuse du droit et du bien d'autrui.

Veillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Banque ORCA

Voilà les lecteurs avertis.

N.B. : Ainsi notre petite phrase "Il y a des coups de spray qui se perdent" - paraphasant une expression toujours employée "cum grano salis" dans le langage courant - a été lu au premier degré par l'institution mise en cause. On le regrette bien sûr.

On ne cachera pas une certaine fierté pourtant. On ne savait pas que les milieux bancaires accordaient tant d'attention à ce bulletin !

LE DROIT AU REPOS

"Vous autres, venez à l'écart dans un lieu désert et reposez-vous un peu." (Marc 6.31)

Cette phrase, à qui croyez-vous que Jésus l'a adressée ? A des gens frappés par la souffrance ou par la maladie ? Eh bien non. Il l'a adressée aux apôtres au retour de leur première mission. Une mission au cours de laquelle ils en ont vu de toutes les couleurs, approché la souffrance sous toutes ses formes (Marc 6.13). Et même si le texte ne le dit pas, il est permis de penser qu'ils étaient plus fatigués dans leur cœur de tant de blessures partagées que dans leur corps par les kilomètres parcourus.

C'est qu'on peut souffrir de la souffrance de l'autre. C'est si vrai que, dans la langue française, on a forgé un mot pour le dire. La compassion — souffrir avec. Un mot qui tenait beaucoup de place naguère dans la piété catholique, évoquant surtout la figure de Marie au pied de la croix, mère déchirée de la souffrance de son fils.

Cette souffrance de compassion, soit dit sans ir-respect, Marie n'en a pas le monopole. Elle nous atteint tous. Quotidiennement. Qu'est-ce donc le plus souvent qu'un téléjournal, sinon une façon de "se tenir au pied" de la souffrance de nos frères, témoins quasi simultanés de leur malheur ?

Témoins de leur malheur innocent. Il y a une large part de facteur climatique dans ces famines qui obligent les Sahéliens à fuir ou dans les cyclones qui balaient les Bengalis (même si, dans un autre contexte, les mêmes causes ne produiraient probablement pas des effets aussi dévastateurs).

Témoins de leurs malheurs fabriqués de toute pièce. La violence qui ensanglante la terre de Bagdad à Kaboul, de Beyrouth à San Salvador. La violence qui la hérissé de barbelés à Prétoria ou en Sibérie. Ou la violence en chemise blanche qui, au nom de décisions économiques, a le pouvoir de réduire des populations à la misère. S'il nous a tellement écœurés, le match sanglant de Bruxelles, n'est-ce pas parce qu'il nous présentait la parabole de tous ces drames qui n'ont que les hommes comme seuls auteurs ?

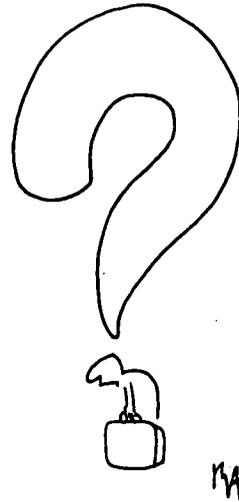
Comment être informés de tout cela et, d'une certaine façon, le partager sans être fatigués ?

Au seuil de l'été, il est temps de faire nôtre la phrase de Jésus à ses disciples. Il est temps de l'entendre nous dire qu'il accueille notre fatigue, l'entendre nous inviter à nous "mettre au vert".

La suite du texte nous apprend que le projet a tourné court. Des sollicitations ont forcé Jésus et ses amis à reprendre le collier plus tôt que prévu (Marc 6.33). Cela risque de nous arriver aussi.

N'empêche. La coupure aura été précieuse pour retrouver un regard plus créatif sur le monde, sur notre quotidien.

La coupure aura été nécessaire pour durer comme témoins de la vie plus forte que la mort.



REFUGIES ET REQUERANTS D'ASILE

Une réflexion intéressante

Depuis un certain temps déjà la question des réfugiés et des demandeurs d'asile préoccupe les Commissions tiers monde des Eglises protestante et catholique. Comment pourrait-il en être autrement ? La majorité des personnes qu'il s'agit d'accueillir ne viennent-elles pas du tiers monde ?

Il ne s'agissait pas de jouer la mouche du coche, encore moins de se substituer aux importantes forces déjà au travail depuis longtemps dans ce domaine. Plus simplement, nous avons voulu nous renseigner, tâcher de comprendre. Pourquoi, par exemple, le flot des demandeurs d'asile, qui semblait un moment nous menacer pas son ampleur, s'est en peu de temps pratiquement interrompu ? Se rendre compte aussi des éventuels besoins de ces candidats non encore pris en charge. Qu'en est-il par exemple de leurs besoins spirituels ?... Pour cela, nous avons pris un certain nombre de contacts avec des "spécialistes" à des titres divers de cette question. Nos constatations ont fait l'objet d'une lettre aux autorités de nos Eglises.

Nous avons également prévu de rencontrer les communautés chrétiennes ayant entrepris une tâche d'accueil. Sans pouvoir faire le tour de toutes, nous avons recueilli des témoignages dans dix-huit paroisses protestantes et catholiques. La récolte nous a paru si riche que nous avons décidé d'en faire un bouquet : une petite brochure de vingt-huit pages, pleines d'exemples très concrets, décrivant initiatives, découvertes et parfois difficultés. Nous avons pu relever à quel point le fait d'accueillir un réfugié avait souvent été l'occasion d'un réel chemin œcuménique.

En plus de ces expériences, nous avons introduit un extrait du mémorandum que les trois Eglises suisses ont fait paraître le 9 mai dernier. Enfin, l'indication



de quelques adresses utiles et de quelques brochures éclairantes sur la question.

Procurez-vous cette petite publication. Pour vous réjouir avec nous de ce que des chrétiens de notre canton ont déjà entrepris. Pour y puiser, qui sait ? l'envie de les imiter.

N.B. Une maladresse nous a fait mettre Caritas dans les organismes qui s'occupent des réfugiés. On nous a fait remarquer — fermement — que cette institution s'occupait aussi de requérants d'asile. Merci au lecteur de rectifier.

"Réfugiés - candidats à l'asile et communautés chrétiennes. Des raisons de se réjouir, certaines de s'interroger." 28 pages, Fr. 1.50. A disposition au secrétariat.

■ JEUNES DU QUART-MONDE A GENEVE

Un lendemain de Pentecôte

Les mille jeunes du quart-monde qui se sont rencontrés le 27 mai à Genève nous ont fait vivre un étonnant lendemain de Pentecôte. Avec sa diversité : tellement parlante cette succession de dix-sept délégations, de tous les continents, tenant dans leurs mains un grand livre plein de leurs réflexions, plein de leurs espoirs. Avec son unité aussi. "Nous sommes tous du même pays, le quart-monde, et nous en sommes fiers", a dit sous les applaudissements un animateur du rassemblement. Et surtout cette conscience, à chaque instant perceptible, de vivre un moment historique avec sa double dimension de gravité et de joie qui éclate pour un oui ou pour un non.

Une "première" qui n'avait pourtant rien d'une improvisation. Organisation parfaite, réglée dans ses moindres détails; parfaite maîtrise de l'assemblée. Avec une grande place réservée aux chants et aux jeux scéniques, un livret très complet permettant de suivre même lorsque l'action se déroulait dans une autre langue.

C'est au Bureau international du travail que s'est terminée la journée. Le directeur, M. Blanchard, a pris la parole et le Père Joseph, fondateur du mouvement ATD, lui a succédé. L'âge des participants ne les prédisposait pas à l'écoute des discours, la fatigue des heures déjà vécues ensemble encore moins; et pourtant l'attention a été grande.

Certes, ce n'est pas au cours de telles rencontres que l'on résout des problèmes. On est même en droit de trouver certains propos, du Père notamment, plus incantatoires qu'éclairants. Mais là n'était pas la question. Il s'agissait de poser un signe, de faire entendre une profession de foi. "Personne ne peut nous empêcher de vivre et de créer la vie", annonçait une séquence du programme.

A voir le sourire qui animait des visages — marqués déjà et de façon plus préoccupante que leurs bras tatoués — le résultat a largement été atteint.

● A refaire en automne

Nos lecteurs se rappellent qu'une rencontre avait été annoncée pour le 9 mai, destinée aux personnes qui se chargent de faire le contact entre notre commission et les paroisses; destinée aussi — et c'était nouveau — à toutes les personnes qu'intéresse la relation entre Parole de Dieu et problème de solidarité internationale.

■ ENDETTEMENT DU TIERS MONDE : Solution à quel prix ?

Selon le dernier rapport annuel de la Banque des règlements internationaux (qui représente en quelque sorte la "banque des banques nationales"), en 1984 la reprise dans les pays développés a permis une augmentation sensible des exportations des pays en voie de développement (PVD), donc une amélioration de leur balance courante. Cela a permis aux PVD de moins emprunter, ce qui fait courir la rumeur que le problème de la dette internationale est sorti de sa phase aiguë.

Le remboursement et le paiement des intérêts des dettes considérables accumulées par certains PVD ne sont pas pour autant réglés. D'autant plus que le niveau particulièrement élevé des taux d'intérêt américains alourdit encore plus le montant des intérêts à verser. Actuellement, les banques occidentales acceptent éventuellement de repousser le remboursement (rééchelonnement) de la dette, mais refusent catégoriquement de renoncer ou repousser le paiement des intérêts. Au point que certains PVD, malgré leur excédent commercial, manquent de liquidités et sont contraints d'emprunter pour pouvoir payer les intérêts des dettes précédentes...

Pour ne donner qu'un exemple, face à une telle situation, le Brésil est divisé en deux. D'un côté le gouvernement qui, pour rééchelonner sa dette et obtenir de nouveaux prêts, est d'accord d'"obéir" aux exigences du Fonds monétaire international et des banques occidentales, par exemple de couper de 10 % les prestations sociales ou de limiter l'adaptation des salaires à l'inflation, c'est-à-dire de baisser encore davantage le pouvoir d'achat de la population. De l'autre côté, les partis de gauche proposent simplement de suspendre le paiement des intérêts, quitte à rompre certains liens financiers avec le marché développé.

Il semble évident que les couches populaires du tiers monde ne peuvent indéfiniment se serrer davantage la ceinture... A un certain seuil, le peuple, n'ayant plus rien à perdre, créera inévitablement une révolte populaire mettant en péril une démocratie durement acquise.

Notre pays peut certainement jouer un rôle important dans l'amélioration du système monétaire et financier international. Une solidarité complète (également financière) avec le tiers monde s'impose particulièrement pour la Suisse, un des pays les mieux lotis du monde. C'est dans cette direction que va la demande de la "Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas" auprès de M. Stich, qui représente la Suisse à la rencontre des ministres "des Dix" (...pays du monde les plus riches) le 21 juin.

Deux heures, c'est court pour approcher un thème biblique, en débattre en petit groupe l'actualité et pour garder une petite demi-heure pour partager quelques-unes des préoccupations de la Cotmec et échanger les réactions et suggestions que suscite notre travail. Il serait tentant de rêver à des rencontres plus fréquentes pour aller au fond des choses. Or nous ne voulons pas multiplier les réunions, persuadés que la Cotmec n'est pas là pour rassembler des gens autour d'elle mais qu'elle doit au contraire leur laisser toute la disponibilité nécessaire pour s'engager ailleurs.

Malgré ses limites, la formule nous paraît donc bonne et nous vous la proposerons à nouveau cet automne. La date paraîtra dans le bulletin de septembre.

■ A LA FACULTE DE LYON Un théologien de la libération honoré

Ceux qui seraient venus assister à la soutenance de thèse du Père Gutierrez dans le but d'entendre un théologien de la libération polémique auraient fait le voyage de Lyon pour rien. Ce 29 mai, à la Faculté catholique, il s'est déroulé un acte académique, dans un climat de recherche serein et rigoureux.

Le doyen de la faculté, le Père Bourgeois, en employant les mots de "libre, cordiale, ecclésiale, humble et évolutive" pour qualifier la théologie du Père Gutierrez, a cerné des attitudes dont le doctorant ne s'est jamais départi durant cette si longue journée.

Elle a commencé le matin par un cours doctoral durant lequel le théologien a exposé l'essentiel de sa réflexion, privilégiant le lien entre théologie et spiritualité. Lorsqu'en Occident, on parle de théologie de la libération, il est rare qu'on y associe le mot "spiritualité". Et pourtant Gutierrez a montré que cette dimension, pour lui essentielle, était présente dès le début de son premier livre qui, écrit en 1971, est souvent considéré comme un des points de départ de ce courant.

Certes, il s'agit d'une spiritualité située dans son temps, comme l'étaient celle de François d'Assise ou celle d'Ignace de Loyola. Or qu'est-ce qui caractérise le "temps" que vit l'Amérique latine aujourd'hui ? C'est l'irruption des pauvres. Ces masses absentes des décisions politiques et économiques, absentes de l'histoire toujours écrite par les vainqueurs, voilà qu'elles se manifestent. Du même coup, elles obligent à repenser tous les mots du langage chrétien. "C'est lorsque la mort est toute proche qu'on redécouvre le sens du mot résurrection." Au bout du compte, la question à laquelle est affronté tout théologien exerçant sa tâche en Amérique latine tient en quelques mots : Comment dire au pauvre que Dieu l'aime alors que tout, dans sa vie — jusqu'à sa mort prématurée —, semble dire le contraire ?

L'après-midi, après un bref rappel de l'essentiel des thèses, la parole a été donnée aux différents membres du jury — sept théologiens représentant les différentes spécialités de la théologie — pour un feu roulant de questions. De 14 à 18h30, on a ainsi fait le tour des points d'interrogation que la théologie occidentale adresse à sa jeune sœur d'Amérique latine.

Face à eux, un candidat brillant qui précisa tel point de sa recherche, parfois aussi reconnu des secteurs que la réflexion devra encore éclairer dans l'avenir. A plusieurs reprises, il a eu l'occasion d'expliquer que les thèmes qui font le plus difficulté n'ont pas été choisis par hasard ou désir de provoquer, mais bien parce qu'ils posaient question aux chrétiens avec lesquels il travaillait. "Si un théologien n'empoigne pas par les cornes les questions qui menacent la foi de ses contemporains, il ne remplit pas son rôle"...

Est-il permis de faire preuve de mauvais esprit l'espace d'une parenthèse ? A entendre certaines questions, il est arrivé au spectateur de sentir monter en lui quelques impatiences. L'envie de dire : "Messieurs du jury, cette question, d'où la posez-vous ? Je ne parle pas de vos titres universitaires homologués ni de la liste, longue probablement, de vos publications, car je ne crois pas que cela soit suffisant pour "juger" une telle théologie. Je veux dire : quelles sont vos fécondités ecclésiales, où sont vos lieux de résistance, situés que vous êtes dans un pays occidental qui, pas moins que d'autres, profite de l'échange inégal ? Pour le dire d'un

mot : vous "jugez" une théologie qui a ses martyrs, est-ce indiscret de vous demander où sont les vôtres ?"

D'ailleurs le Père Duquoc, le premier à intervenir, l'a bien senti en évoquant l'espace de conversion que la théologie de la libération proposait à toute théologie : "La réussite de nos sociétés occidentales a eu des effets pervers ; or ces effets pervers sont si rarement pris en compte par notre réflexion théologique." Parenthèse refermée.

Le jury a fait son travail au mieux, avec compétence et cordialité. Le titre décerné au Père Gutierrez au terme de cette journée passionnante — la plus haute distinction accordée par l'université — authentifie la réflexion d'un homme. Non sans rejaillir sur le courant dans lequel il s'inscrit.



A glisser dans la valise

"Boire à son propre puits"

Ceux qui veulent mieux connaître la pensée du Père Gutierrez et retrouver l'essentiel des thèses défendues à Lyon pourront se procurer son dernier livre paru en français en avril dernier.

Le sous-titre "Boire à son propre puits" — plus que le titre un peu austère "La libération par la foi" — en dit l'intention. La phrase de St Bernard indique bien l'importance donnée à la vie intérieure dans la démarche théologique du Père Gutierrez. L'auteur est persuadé que l'Eglise en Amérique latine vit un moment favorable. "Un temps où le Seigneur frappe aux portes de la communauté ecclésiale vivant dans le sous-continent et l'invite à lui ouvrir pour dîner avec elle." (Cf. Apocalypse 3.20.)

A la fois enraciné dans la tradition et dans l'aujourd'hui de l'Amérique latine, ce livre apportera au lecteur beaucoup plus qu'une information sur la théologie de la libération : un chemin — le mot revient souvent — au terme duquel sa spiritualité se trouvera fortifiée.

Si vous êtes de ceux qui sautent les introductions, faites une exception. Vous manquerez une page merveilleuse de liberté et de lucidité du Père Chenu.

"La libération par la foi. Boire à son propre puits."
Gustavo Gutierrez. Editions du Cerf, 163 p., Fr. 32.40.

Solidarité - chrétiens - Amérique centrale

Le petit bulletin "Solidarité - chrétiens - Amérique centrale", publié par les deux commissions tiers monde, va sortir encore une fois avant l'été. Si vous n'y êtes pas abonnés et que les informations à ce propos vous intéressent, n'hésitez pas à en faire la demande au secrétariat.

Frère Léonardo Boff

Frère,

Le 9 mai, la Congrégation pour la doctrine de la foi vous a imposé de garder le silence pour un temps qu'elle n'a pas précisé.

Cette décision a suscité, auprès des groupes signataires, certaines réactions que nous aimerions partager avec vous.

La première, sans nul doute, est d'incompréhension. Comment accepter encore aujourd'hui le recours à de telles mesures disciplinaires ? Si la tâche des théologiens est la recherche de nouveaux chemins à la Parole, n'est-ce pas précisément en empoignant à bras le corps les thèmes qui font problèmes à vos frères dans la foi que vous devez la mener à bien ? Que certaines de vos pages puissent être jugées hâtives ou même sujettes à critique ne nous paraît pas justifier une telle sanction.

Une autre réaction est celle de la souffrance. Contrairement à ce qui peut se passer chez nous, nous savons que la mise en question d'un théologien est ressentie, en Amérique latine, comme une victoire par tous ceux qui plaident pour un retrait de l'Eglise du combat pour la justice. Beaucoup risquent de traiter avec plus d'arrogance les communautés des plus pauvres, persuadés que Rome les a "lâchées".

Mais nous ne voudrions pas en rester là. Votre attitude à la réception de la sanction nous a paru porteuse d'espérance. La sérénité qui a été la vôtre et votre souci de rester fidèle à l'Eglise ne va pas manquer, nous le croyons, de faire naître de nouvelles fécondités à l'avenir. Fécondités dont bénéficieront l'Eglise du Brésil et, plus largement, de nombreux chrétiens à travers le monde. Comment ne pas évoquer ici la figure lumineuse du Père Chenu dont vient d'être publié un livre qui avait été mis à l'index le 4 février 1942 par la même instance romaine ?

Comme l'écrivait en 1969 celui qui allait devenir le Cardinal Ratzinger : "Ce dont l'Eglise a besoin aujourd'hui comme toujours... ce sont des hommes dont l'humilité et l'obéissance sont aussi fortes que leur passion pour la vérité... des hommes qui ne se courbent pas devant les incompréhensions et les attaques lorsqu'ils portent témoignage au Christ."

Au terme de ce message, nous vous redisons, Frère, notre estime et notre reconnaissance.

Service tiers monde de Caritas-Genève
Commission tiers monde de l'Eglise catholique, Genève
Frères sans Frontières Genève
Pax Christi - Genève

■ SERVICE CIVIL Les Eglises risquent une proposition

Voilà un peu plus d'une année, le peuple suisse repoussait massivement l'initiative pour un authentique service civil. Refuser une proposition est une chose, en trouver une satisfaisante, une autre. Depuis ce vote, de nombreux jeunes continuent à subir de lourdes condamnations pour le seul crime d'être fidèles aux impératifs de leur conscience.

C'est ce que les Eglises refusent. Le conseil de la Fédération des Eglises protestantes et la Conférence des évêques suisses ont donc mandaté un groupe de travail pour "trouver une issue à cette situation bloquée".

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

Durant les mois de juillet et août, le bulletin ne paraîtra pas.



Un grand merci aux jeunes du Centre d'intégration socio-professionnelle qui chaque mois ont assuré le pliage et l'agrafage du bulletin.

A eux et à leurs éducateurs, nous souhaitons de bonnes vacances.

Ce groupe a travaillé en deux temps. Il a d'abord organisé un colloque au mois de juillet 1984 qui aboutit à une brochure contenant des propositions précises.

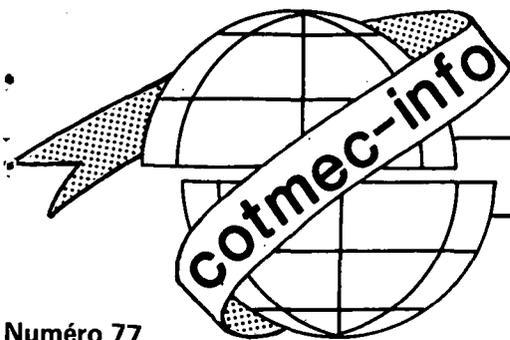
Le problème est complexe. Il s'agit de tenir en même temps le fait que la conscience d'une personne "ne peut être ni définie ni jugée par l'Etat". Mais il faut en même temps éviter "un recours abusif à la notion de conscience". De même, il faut reconnaître le droit d'un Etat de s'organiser en vue de sa défense mais aussi les impératifs de la conscience des citoyens qu'il veut défendre. Il est inévitable qu'il y ait parfois conflit entre les deux; "actuellement ce conflit est résolu dans notre pays au profit de l'Etat et au détriment de la conscience".

En proposant la preuve par l'acte (une période de service civil notablement plus longue que la période de service militaire), mais en mettant également des conditions d'admissions, maintenant ainsi l'obligation de servir, le groupe de travail des Eglises risque une solution nouvelle.

Quel sort va-t-il lui être réservé, notamment parmi les chrétiens partageant des responsabilités dans l'armée et dans la politique ? Car, on peut bien le dire, tous ceux qui disaient au moment du vote de l'initiative "je suis d'accord avec le service civil mais pas comme cela" ne nous ont pas apporté la preuve de leur empressement à trouver une solution nouvelle.

"Pour une solution au problème du service civil".
Mémoire du groupe de travail œcuménique
"Service civil". Co-édition bilingue Justice et Paix et Institut d'éthique de la FEPS. 65 pages. Fr. 7.50.
A disposition à notre secrétariat.

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



■ DECENNIE DE LA FEMME L'heure du bilan

Du 10 au 26 juillet, deux grands rassemblements ont été convoqués à Nairobi afin de marquer la fin de la décennie de la femme : une conférence des Nations Unies et un forum des organisations non gouvernementales. Dans ce numéro, nous relatons le forum, nous réservant d'évoquer la conférence dans le prochain COTMEC-Info.

■ Le Forum des organisations non gouvernementales (ONG)

Parallèlement à l'assemblée de l'ONU, ce forum a regroupé 13.000 femmes qui ont pu partager, par des discussions passionnées et par des moments de fête, espoirs, expériences mais aussi divergences et difficultés de compréhension; en effet, comment dialoguer lorsqu'on est Iranienne face à une Irakienne, Israélienne face à une Palestinienne ? Comment partager des préoccupations et des priorités si différentes entre le Nord et le Sud où les unes militent pour plus d'autonomie en matière politique, économique, sexuelle, etc. et les autres pour une simple survie; dans le tiers monde, il s'agit parfois moins de lutter contre les hommes qu'avec eux. Ainsi Nairobi a démontré qu'il n'était pas possible de préconiser des solutions globales : chaque peuple a à chercher la meilleure manière d'avancer avec, comme dénominateur et souci communs, un engagement pour la paix.

■ Et la Suisse ?

Elle a été présente dans cette rencontre et a déclaré — par l'intermédiaire de Mme Kopp, qu'elle souhaitait défendre en priorité les droits de l'homme, la santé, l'emploi et le développement, en essayant de ne pas trop politiser le débat; est-ce pour cette raison qu'elle s'est abstenue lors du vote condamnant l'apartheid et exigeant des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud ? ou dans la motion concernant les femmes palestiniennes dans les territoires occupés ?

Il convient toutefois de relever que notre pays a offert onze bourses pour que des femmes du tiers monde puissent participer au forum.

■ Et les Eglises ?

Elles n'étaient pas absentes du forum; les déléguées ont pu exprimer leur regret d'une utilisation de la religion non comme instrument de libération mais pour renforcer certains préjugés traditionnels contre les femmes; occasion de plaider pour un partage réel vécu également au sein de l'Eglise.

Relevons à ce propos l'initiative de l'épiscopat de France, qui a justement saisi l'opportunité d'une telle rencontre pour publier un texte : "Femmes et hommes partenaires : espoir pour notre temps", demandant que les femmes soient reconnues responsables à part entière dans la société et dans l'Eglise, et puissent jouer le rôle qui leur revient non seulement pour servir mais également pour participer aux prises de décision. Ainsi, pour témoigner concrètement de la Bonne Nouvelle de l'Alliance, l'épiscopat français s'engage à permettre et à favoriser l'expression des femmes dans la communauté sociale et ecclésiale, un dialogue plus vrai entre les femmes et les hommes dans la société et dans l'Eglise, enfin — dans l'Eglise — des lieux de formation et d'évaluation du dialogue et de la coresponsabilité hommes-femmes.

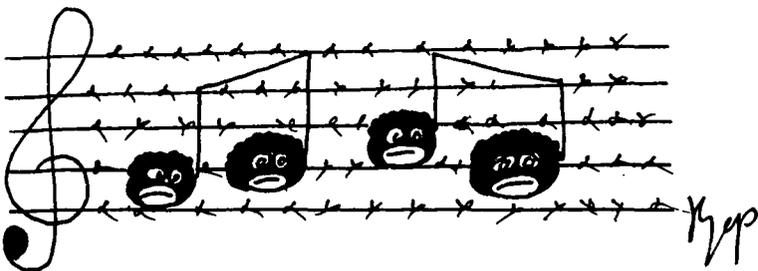
Sources : Actualité I3M et divers

■ OBJECTION DE CONSCIENCE Vous avez dit "décriminalisation" ?

Au milieu du mois d'août, le Département militaire fédéral a terminé son projet de décriminalisation de l'objection de conscience. Pas convaincant.

"Si l'auteur rend vraisemblable qu'en raison de ses convictions religieuses ou morales il ne peut concilier le service militaire avec les exigences de sa conscience, le juge le reconnaîtra coupable et l'astreindra à un travail général." Comme le montre cet extrait du projet, il est toujours question d'un jugement confié à des militaires. Ils ont toujours la tâche de distinguer dans la conscience de quelqu'un ce qui est religieux et moral de ce qui est politique. Ils ont enfin celle de condamner l'objecteur. Seuls allègements : le jugement n'est pas inscrit au casier judiciaire; de plus, on ne va plus en prison mais au travail.

Un assouplissement qui ressemble fort à un durcissement. Inacceptable pour les chrétiens à plus d'un titre. (Voir le rapport présenté par Justice et Paix et l'Institut d'éthique, cf. COTMEC-Info no 76.)



... DES NOTES DISCORDANTES

■ COMITE CENTRAL DU COE ET DETTE DU TIERS MONDE

"Comment pouvez-vous prier le Notre Père ?"

Du 28 juillet au 8 août s'est réuni à Buenos Aires le comité central du COE. Une place a été faite aux jeunes qui ont pu présenter l'année de la jeunesse, dire leur désir d'être mieux pris en compte dans la vie des Eglises, dire aussi leurs espoirs et leurs angoisses.

C'est à cette occasion qu'un jeune théologien argentin a pu déclarer que la dette extérieure freine tous les efforts de production, démantelle l'éducation, empêche la construction d'hôpitaux. "Vos comptes en banque contiennent ma nourriture, chaque Argentin, du nourrisson au vieillard, doit 1800 dollars à la seule Banque mondiale. Comment pouvez-vous prier dans le Notre Père 'Pardonnez-nous nos offenses (en espagnol 'deuda' signifie aussi 'dette') si vous ne nous pardonnez pas nos dettes et nous les faites payer avec la vie de vieillards et d'enfants ?"

■ La voix du COE

Toujours à propos des dettes du tiers monde, le comité central a rédigé une déclaration implacable. On y fait à grands traits l'historique de la question, montrant comment les emprunts ont le plus souvent servi à des fins militaires ou en tous les cas improductives pour la population du pays emprunteur; décrivant aussi l'évolution du marché de l'argent qui a transformé la question en spirale destructrice. "On mesure la justice d'une économie au sort qu'elle réserve aux groupes les plus vulnérables de la société", dit encore la déclaration, en rappelant, par le recours à l'Écriture, l'obligation qu'ont les Eglises "à s'intéresser aux problèmes économiques, en particulier dans la mesure où ils affectent les pauvres." Avant de conclure par une recommandation dont voici la dernière partie :

"CE QUE LES GRANDS NE PEUVENT FAIRE, LES PETITS LE REUSSISSENT"

- *Sur la branche d'un arbre un oiseau couvait tranquillement ses œufs.*
- *Tout à coup, il aperçoit un boa qui grimpe lentement vers son nid.*
- *Pauvre oiseau ! il ne sait que faire pour sauver ses œufs que le boa convoite en se balançant au-dessus du nid.*
- *Un singe passe par là; il voit la situation et dit à l'oiseau :*
 - *"Ne crains rien ! je vais chasser le boa en lui lançant des cailloux !"*
 - *"Mais tu vas casser mes œufs !" lui répond l'oiseau.*
- *Un éléphant arrive lui aussi; il voit la situation :*
 - *"Ne pleure plus, dit l'éléphant. Je vais déraciner l'arbre pour chasser le boa !"*
 - *"Arrête, tu vas écraser mes œufs !" lui crie l'oiseau affolé.*
- *L'oiseau se dit : "Vraiment, les grands de la forêt sont bien incapables de chasser le boa sans casser mes œufs." Il est sur le point d'abandonner ses œufs au boa affamé.*

Le Comité central appelle les Eglises et le mouvement œcuménique à interpellier les gouvernements, les experts économiques, l'opinion publique et leurs propres fidèles sur :

a) la nécessité de réestimer les dettes sans retard, de limiter les taux d'intérêt et de prolonger les délais de remboursement des dettes du tiers monde;

b) la possibilité d'annuler purement et simplement les dettes des pays les moins avancés;

c) la nécessité impérieuse d'appuyer les institutions des Nations Unies et de coopérer avec elles en vue d'instaurer un ordre économique international plus juste, et en particulier de restructurer le système financier international en fonction des quatre principes suivants : universalité, représentation équitable, responsabilité et juste rétribution du travail;

d) la nécessité, pour les riches, de participer au financement des politiques d'ajustement qui seront nécessaires.

Source : SOEPI

● "FRERES SANS FRONTIERES", VOUS CONNAISSEZ ?

Vous avez vingt ans et plus, vous êtes sensibles à la solidarité internationale et vous ne savez pas où vous engager pour la promouvoir le plus efficacement. Partir sur le terrain comme volontaire ? Etre actif ici ?

Vous êtes, de plus, intéressé à découvrir ce que la foi peut avoir à faire avec tout cela...

Savez-vous qu'il existe, dans chaque canton romand, un groupe qui permet de poser ces questions en toute liberté ?

Plus de renseignements à notre secrétariat.

■ Le chien de garde, conséquence du progrès ?

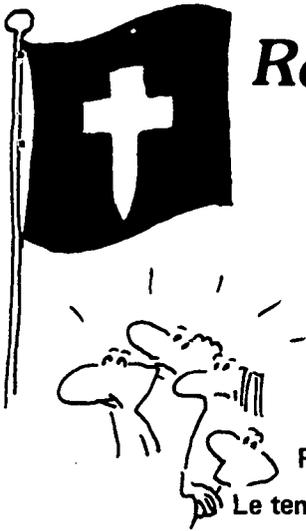
"L'apparition du 'chien méchant' pourrait bien être une marque extérieure de la prospérité. Pour quelques-uns seulement qui ont des biens au soleil à préserver. Jusqu'à ces dernières années, cet animal discourtois ne se trouvait que dans les jardins de diplomates, des commerçants ou des coopérants expatriés, et parfois, hélas, dans les cours des missions ! Le fait que la fameuse pancarte qui l'annonce se multiplie désormais sur les portails des nationaux indiquerait donc que nous voilà bien avancés sur le chemin du progrès... inculturé ! Dommage qu'il faille à ce point se protéger, pour manger en solitaire sa part de gâteau !"

Extrait de "Dialogue" (Rwanda)

- *Mais tout à coup il a une idée. Il va chez les fourmis mangans et il leur demande du secours. Aussitôt les fourmis magnans arrivent par milliers. Elles montent au tronc de l'arbre.*

- *Les fourmis grignotent le boa et ne laissent que la peau. "Bravo, dit l'oiseau, maintenant mes petits sont sauvés ! Il faut que je me remette au travail."*

Extrait de la revue "Communauté africaine"



Requérants d'asile à Genève aujourd'hui:

Un défi aux Eglises

REFUGIES :

Le temps de "l'objection de conscience" ?

19 août 1938. Le Conseil fédéral décide de fermer les frontières aux nombreux Juifs qui venaient se réfugier dans notre pays. Comprenant quel allait être leur sort, Paul Grüniger — alors commandant de la police du canton de Saint-Gall — falsifie les documents d'entrée de deux mille Juifs et les sauve d'une mort certaine. Quant à lui, il est révoqué et condamné.

Il y a quelques mois, le Grand Conseil du canton de Saint-Gall s'est demandé s'il fallait le réhabiliter à titre posthume. Il ne l'a pas fait, ni levé sa culpabilité, tout en reconnaissant par contre la légitimité de son action. Une telle attitude n'est-elle pas "le témoignage qu'en certaines circonstances, la morale prime le droit", commentait alors *Domaine Public* ?

L'histoire ne se répète pas et il faut se méfier des comparaisons. Toujours est-il qu'en ce moment même, des chrétiens s'interrogent. Lorsque la loi oblige des requérants d'asile depuis des années dans notre pays — et qui ont commencé à s'y intégrer — à le quitter précipitamment pour une destination trop connue où l'insécurité les attend, le temps de l'"objection de conscience" n'est-il pas revenu ? N'est-ce pas le moment pour eux de choisir la morale plutôt que la loi en hébergeant des gens expulsés ?

C'est la question de l'apôtre Pierre au Sanhédrin : "S'il est juste aux yeux de Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu, à vous d'en juger. Quant à nous..." (Actes des Apôtres 4.19).

La décision est grave. Nous sommes dans un Etat de droit. Les règles du jeu y sont décidées par des gens élus démocratiquement. Cela ne leur garantit pas l'infailibilité mais en tous les cas un large consensus. Il faut y regarder à deux fois avant de se mettre au-dessus de la loi.

La décision est grave aussi pour les sanctions auxquelles s'expose celui qui la prend. Même si on peut penser que, dans le cas d'un large mouvement d'opinion, elles seraient atténuées.

En connaissance de cause, des chrétiens vont choisir cette solution, persuadés que, par leur accueil, ils évitent à des requérants d'asile la panique qui détruit l'âme autant que les cœurs; qu'ils les préservent des solutions choisies à la hâte qui les mènent tout droit à de nouvelles impasses (par exemple en passant la frontière en direction de la France...).

Comment l'Eglise ne reconnaîtrait-elle pas le sérieux de telles démarches ? Comment n'accueillerait-elle pas la générosité des consciences qui les a dictées ?

■ Un problème en subite évolution

La question des réfugiés et des requérants d'asile est un feuilleton à épisodes. Depuis des années, il accompagne notre actualité helvétique. Mais voilà que ces dernières semaines, le rythme s'accélère, l'action se précipite.

Mesures d'expulsion, pétitions, position ferme de notre responsable du Département de Justice et Police, proposition d'une solution globale rejetée par les cantons suisses alémaniques... et maintenant l'anxiété des requérants d'asile attendant l'exécution de décisions individuelles.

Dans le même temps, des gens se sont mobilisés de différentes façons. Un collectif d'organisations notamment, souvent en lien très direct avec les requérants d'asile, a multiplié les heures de travail pour suivre la situation et proposer des solutions : conférence de presse, pétition, organisation de meeting, recherche de lieux d'hébergement...

■ Et les Eglises là-dedans ?

Par les Commissions tiers-monde notamment, elles ont tenté de suivre le travail du collectif (par exemple en participant à la récolte de signatures pour la pétition ou pour le manifeste). D'autres fois, en suscitant des actions propres (par exemple la visite du pasteur Droin et de l'abbé Emonet à M. Fontanet et leur lettre adressée au Conseil d'Etat...). Au moment où ce bulletin vous parviendra, nul doute que l'actualité aura apporté de nouvelles sollicitations, appelant de nouvelles initiatives...

■ Pour y voir plus clair

Lorsque l'actualité s'emballe, il est tentant de prendre des raccourcis en mêlant les problèmes. Ce n'est pas sans risque. Essayons de distinguer.

- **Anciens requérants d'asile.** Ce sont eux qui ont motivé la mobilisation à laquelle on assiste. Dans la mesure où ils ont trouvé dans notre pays, depuis de nombreuses années, une certaine intégration — parfois avec leur famille — et qu'ils ne peuvent envisager un retour dans leur pays d'origine sans de graves difficultés, ils doivent bénéficier de notre soutien le plus décidé dès maintenant.
- **Candidats à l'asile arrivant actuellement.** Ce n'est pas de leur faute si, dans le pays dans lequel ils arrivent, le climat s'est pareillement détérioré. Nous croyons que ces gens ont le droit de déposer une demande d'asile et que celle-ci soit examinée valablement. Les informations que nous avons, faisant état de certaines incarcérations à leur arrivée ou de leur refoulement immédiat, nous préoccupent beaucoup. Mais nous croyons que de telles situations ne sont pas à mélanger avec les précé-

dentes.

- **Et les réfugiés économiques ?** L'expression a pris un sens péjoratif. Pas pour nous. Nous ne voyons pas ce qu'il y a de répréhensible à ce qu'une personne qui n'arrive pas à nourrir sa famille cherche une solution hors de son pays. Des millions d'Européens ne l'ont-ils pas fait jusque dans un passé récent ? Mais ce problème également, nous pensons qu'il faut le distinguer de la revendication en cours et qu'il doit être abordé — de façon urgente — par un autre biais : la lutte pour une plus grande justice dans les rapports économiques entre pays riches et pays pauvres.

Ce n'est pas par l'ouverture de ses frontières que la Suisse va résoudre cette question.

■ Comment s'associer à l'action en cours ?

La tâche nous paraît devoir être menée sur deux fronts.

— D'une part, aider l'opinion publique — à reprendre conscience de la dimension humaine du problème des réfugiés. Toutes les initiatives visant à promouvoir des contacts entre requérants d'asile et Genevois nous paraissent devoir être encouragées. Rappelons, à ce propos, la dernière brochure éditée par nos commissions sur ce thème.

— D'autre part il s'agit — et c'est urgent — de manifester suffisamment clairement et publiquement son soutien afin que les requérants d'asile qui ont besoin d'appui sachent qu'ils peuvent en trouver.

CONCRETEMENT

➔ On peut signer le "manifeste pour le droit d'asile", par lequel on s'engage à soutenir publiquement des actions visant à empêcher les expulsions injustifiables. Textes disponibles à nos secrétariats.

➔ On peut aussi donner son adresse pour accueillir chez soi des requérants d'asile menacés. Nos commissions transmettront à qui de droit. Actuellement nous étudions les conditions et les implications d'un tel accueil.

➔ Sachez encore que nos deux commissions tiers-monde ont reçu mandat de leurs autorités respectives de coordonner et d'appuyer les initiatives que pourraient prendre des paroisses ou groupements d'Eglise qui désireraient mener une action.

■ Manifeste pour le droit à l'asile

"(...) Le 27 août 1985, Mme Kopp a appelé les cantons à se prononcer sur une solution globale, un permis de séjour spécial, qui réglerait définitivement le sort de ces personnes. Lors de cette réunion, les cantons romands qui défendaient cette proposition, ont été mis en minorité par les cantons alémaniques.

Des expulsions sont donc inévitables si l'opinion publique ne manifeste pas très clairement son opposition à des renvois inhumains.

Nous affirmons publiquement notre inquiétude et nous déclarons qu'il est inacceptable de renvoyer des personnes dans cette situation.

Ces derniers jours des actions tendant à empêcher les expulsions et à protéger les personnes qui en se-

■ L'Action catholique ouvrière réagit

"(...) En Suisse, ces candidats à l'asile sont soumis à une attente anxieuse des années durant, au cours desquelles ils s'intègrent progressivement à nos coutumes. Et tout à coup ils sont convoqués à la police pour s'entendre signifier leur expulsion immédiate, sans possibilité de se défendre, et ils sont conduits 'manu militari' à l'aéroport afin de regagner leur pays d'origine où ils 'disparaîtront' de la circulation...

(...) C'est pourquoi, en tant que travailleurs chrétiens, qui essayons de vivre l'Evangile aujourd'hui, nous ne pouvons que dénoncer de telles pratiques, orchestrées par toutes les sirènes xénophobes ou racistes, et nous nous engageons avec les organisations ouvrières dont nous sommes membres à faire obstacle à ces méthodes, quitte à entrer dans l'illégalité : c'est pour nous assurément la voie de l'Evangile, à travers laquelle le Christ nous dit : 'J'étais étranger et vous m'avez accueilli.' "

Extrait de communiqué.

■ "Je n'ose pas dire ce que j'en pense"

"Le Dr Jean Epiney, de Genève, nous écrit :

En complément de l'article paru dans 'Le Courrier' des 7-8 septembre, je désire apporter mon plein appui à l'Action catholique ouvrière en faisant part de mon expérience personnelle. A la demande de la Ligue des droits de l'homme, j'ai fait une expertise médicale pour deux réfugiés 'anciens'. Le Département de justice et police de Berne leur avait refusé le droit d'asile en prétextant que leurs dires concernant leur emprisonnement et les tortures subies étaient mensongers. Or, ces deux hommes avaient sur leur corps respectivement 25 et 80 cicatrices, témoignant d'une façon indubitable des tortures qu'ils avaient endurées (flagellation, électricité, brûlures par cigarettes).

Dans son rapport final (huit pages de considérants), le fonctionnaire mentionne tout juste l'existence d'un certificat médical (qui comportait quatre pages), sans d'ailleurs en tenir compte. Je n'ose dire ce que je pense des rapports de ces fonctionnaires fédéraux, de peur de devenir violent et d'avoir honte d'être Suisse.

Dr Jean Epiney"

paru dans "Le Courrier" du 14 septembre 1985

"Réfugiés-candidats à l'asile et communautés chrétiennes." Brochure réalisée par les Commissions Tiers Monde et disponible à leur secrétariat. 26 p. Fr. 1.50.

raient victimes ont été mises en place. Parmi ces actions, l'hébergement des demandeurs d'asile concernés par des citoyens suisses ou par des collectivités locales.

Dès lors, nous nous engageons publiquement à soutenir ces actions tant qu'une solution adéquate et juste, tenant compte de nos principes humanitaires, n'aura pas été trouvée.

Nous ne renoncerons pas à confirmer dans les faits notre tradition d'asile.

'Il faut certes appliquer le droit, mais la Suisse ne peut pas ignorer la rigueur morale.' (M.G. Fontanet, 13.8.85, Tribune de Genève)"

(extrait)

■ JEAN-PAUL II EN AFRIQUE

Difficile évaluation

Togo, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Cameroun, Zaïre, Kenya et Maroc. Autant d'étapes que le pape a parcourues lors de son voyage en Afrique, du 8 au 19 août dernier.

Il n'est jamais aisé de tenter un bilan d'un voyage pontifical. Encore bien moins lorsqu'il se déroule dans un continent si différent du nôtre par la culture et les conditions de vie. Aussi, nous nous réjouissons d'avoir pu, pour rédiger cet article, nous appuyer non seulement sur un abondant dossier de presse mais aussi sur le témoignage d'un théologien camerounais de renom de passage à Genève au début du mois de septembre. Commençons par les bémols.

■ Un soutien aux hommes politiques en place ?

Pour un homme politique, la caution du "religieux" est toujours bonne à prendre. A plus forte raison dans un continent où les souverains règnent sur des régimes relativement récents. Plus que partout ailleurs, ils sont en quête de légitimité. Ont-ils reçu comme un "satisfecit" la visite de l'homme en blanc, visite à laquelle ils ont donné un si large écho ? Ce serait grave car parmi eux, il s'en trouve plus d'un dont le mode de gouvernement n'a pas grand-chose à voir avec la gestion du bien commun. Qu'on pense au président Mobutu, mieux connu dans notre pays par la fortune qu'il a mise à l'abri et pour lequel confiscation des ressources nationales et répression des droits de l'homme semblent érigées en système.

■ La visite du "grand féticheur" ?

En Europe, les voyages du pape ont parfois à lutter pour éviter des manifestations d'une piété un peu magique, si loin de l'Evangile que le pape veut annoncer. Mais le risque est plus grand encore dans un continent où le sacré est omniprésent, comme une force à capter par tous les moyens. Lorsque le fait de toucher le fauteuil où s'est assis le pape revêt une immense importance pour une foule de gens, cela donne à penser, même si celui qui s'y est assis n'y est pour rien.

■ Une parole ferme, mais...

Présentant en trois articles éclairants sa façon de voir le fonctionnement du Vatican, Philippe Pons, journaliste au "Monde", écrit à propos des voyages du pape : "Lorsqu'il est reparti, il reste une réalité qui ne se plie pas volontiers aux schémas de Rome." Le dernier voyage ne démentira pas une telle phrase. Ses propos sur le mariage par exemple ont été d'une grande clarté, mais n'ont guère résolu les problèmes tels qu'ils se posent, dans leur subtile complexité issue de traditions séculaires.

■ Quelles conséquences pour les Eglises locales ?

Certes, en réaffirmant haut et clair certains principes, Jean Paul II voulait probablement soutenir l'épiscopat local dans sa tâche. Et pourtant, le faste qui entoure ces voyages — que le pape le veuille ou non — a pour conséquence d'éclipser les responsables des communautés locales. De laisser dans l'ombre nombre d'entreprises pastorales discrètes mais prometteuses. Est-ce vraiment au pape de présider à la célébration de baptêmes, confirmations, ordinations ? "Jean Paul II a papalisé l'Eglise", a-t-on dit; le dernier voyage n'a-t-il pas vérifié cette affirmation ?

Ces bémols ne doivent pourtant pas empêcher de souligner les apports positifs.

■ Les paroles qui ont touché

Elle a frappé, cette demande de pardon que le pape a exprimée aux Africains "qui ont tant souffert de la traite des Noirs". Blessure infinie dans la mémoire collective d'un continent, c'est la première fois à notre connaissance qu'un pape y fait allusion et reconnaît la faute de l'occident.

Des paroles courageuses aussi. Par exemple en demandant aux responsables zaïrois "une stricte droiture dans l'exercice de leurs fonctions publiques". Pareillement, en parlant aux diplomates en poste au Cameroun "d'une forme de dépendance plus subtile, économique ou culturelle"...

Le mot "libération" n'a pas non plus échappé aux observateurs. Non qu'il soit exceptionnel dans la bouche du pape mais parce que, dans l'épiscopat et dans les rangs des chrétiens, beaucoup redoutent de l'employer, lui préfèrent le mot développement, tellement plus ambigu.

■ Un non catégorique à l'apartheid

Le pape a modifié une intervention pour faire écho aux graves nouvelles venant d'Afrique du Sud ce 12 août à Yaoundé. "Une autre injustice crée dans certaines régions d'Afrique cette discrimination raciale qui soulève l'indignation du monde et de l'Eglise, foulant aux pieds un droit élémentaire." Un peu plus tard, il devait dire "... Comment oublier ceux qui ailleurs sont dans la détresse, je pense notamment aux nombreuses victimes des affrontements sanglants qui se sont déroulés ces jours derniers en Afrique du Sud et préoccupent toute l'Afrique et le monde entier ?..."

Nul doute que les frères chrétiens qui tiennent en Afrique du Sud, les positions courageuses que l'on sait auront puisé de la force pour leur dramatique combat.

■ Le dialogue avec l'Islam

Le Maroc, cette terre que Charles de Foucauld, au siècle passé, n'avait pu découvrir qu'en dissimulant son identité chrétienne, accueille le pape en grande pompe. "C'est la première fois que je me trouve avec de jeunes musulmans et c'est en croyant que je viens à vous aujourd'hui... Nous désirons que tous accèdent à la plénitude de la vérité divine mais tous ne peuvent le faire que par l'adhésion libre de leur conscience."

Le message est important pour l'Islam. Il l'est aussi pour les chrétiens. En disant, plus tôt dans son voyage, "l'Eglise respecte ceux qui vont à Dieu par d'autres voies" le pape a tenu des propos que les chrétiens n'ont pas toujours entendus dans la bouche de leurs missionnaires...

■ Des Eglises locales confirmées

De retour dans l'avion, Jean Paul II disait "... on voit une Eglise qui acquiert sa propre identité indigène." Certainement, et c'est aussi à mettre au crédit de ce voyage, de nombreux chrétiens auront vécu le voyage du pape comme une reconnaissance et une marque de respect. Souhaitons que l'avenir ne les déçoive pas. Particulièrement ceux qui aspirent de toutes leurs forces à réunir un concile africain. Cette initiative rencontre des obstacles parmi certains membres de l'épiscopat du continent, mais plus encore dans certains milieux romains.

La réalisation de ce concile serait pourtant le plus beau fruit que l'on pourrait souhaiter à ce voyage.

■ **JEUNE DU PERE MIGUEL D'ESCOTO**
Dans le mépris de l'Occident

Le Père d'Escoto, depuis longtemps sensible aux moyens de lutte qu'offre la non-violence, a commencé un jeûne illimité le 7 juillet, qu'il n'a interrompu que le 3 août. Lorsqu'on sait que ce religieux est ministre des relations extérieures du Nicaragua, on mesure la portée de l'événement et l'écho qu'il aurait dû provoquer.

Las ! C'est le silence qui a accueilli ce geste dans les médias de notre pays; et ceux qui se sont exprimés l'ont fait parfois avec un dédain à peine voilé.

Ci-dessous, on lira avec intérêt la lettre du cardinal Arns, archevêque de Sao Paulo, dont la liberté et la clairvoyance ne sont plus à prouver. Rappelons aussi que son confrère, Mgr Casaldaliga, évêque de St Felix (Brésil également), a fait le voyage de Managua pour se joindre au Père d'Escoto dans son jeûne.

• • • • •

Cher ami Miguel,

Paix et bien.

"L'homme ne vit pas seulement de pain mais aussi de toute parole qui sort de la bouche de Dieu" (Matthieu 4, 4). Ce message de Jésus, après avoir passé quarante jours à jeûner au désert, éclaire l'événement dont vous êtes le protagoniste. Jésus a fait ce jeûne pour manifester son esprit d'abandon, sa disponibilité à la volonté du Père avant de commencer sa mission apostolique de libération.

Votre jeûne, dans les circonstances actuelles, alerte la conscience morale du monde sur la grave situation que traverse le peuple de votre pays. Votre geste est un geste prophétique, qui dénonce les tentatives de destruction des semences de vie nouvelle plantées par la Révolution sandiniste.

Je respecte beaucoup votre décision de jeûner au titre de votre "conscience sacerdotale face à la réalité de mort et de destruction qui existe au Nicaragua en conséquence de la guerre d'agression que nous a déclarée le gouvernement des Etats-Unis."

Votre pays a le droit de choisir le meilleur chemin possible pour que le peuple parvienne à des conditions d'existence plus justes, sans interférence d'aucune puissance étrangère. L'autodétermination de votre pays est essentielle à la paix et à l'harmonie sur notre continent latino-américain.

J'en profite pour rappeler au gouvernement des Etats-Unis que les aspirations du peuple nicaraguayen à la liberté et à la paix sont légitimes et nobles; j'en profite également pour me solidariser avec votre peuple dans sa lutte pour la construction d'une société nouvelle où existent la fraternité, la justice et la paix.

Je vous prie fraternellement d'envisager d'interrompre votre geste au moment où vous sentirez que votre vie est en danger, car elle nous est chère à nous tous et à votre peuple.

Unis dans le Christ.

*Paulo Evaristo, cardinal Arns
 archevêque de l'Eglise de Sao Paulo, Brésil*

DIAL

"L'Eglise ne doit pas se laisser de combattre pour la justice et contre l'oppression. Elle doit le faire en renonçant à toute puissance armée; elle doit avoir confiance dans les armes qui sont les siennes, c'est-à-dire la non-violence active."

(Dom Helder Camara, Puebla, le 9 février 1979.)

Commission Tiers-Monde
 de l'Eglise catholique
 à Genève

16, bd du Pont d'Arve
 1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
 Changements d'adresse
 16, bd du Pont d'Arve
 1205 Genève



● **UNE DATE A RETENIR**
19 octobre,
Forum romand de l'alimentation

La Journée mondiale de l'alimentation est traditionnellement marquée, en Suisse romande, par un forum : une rencontre importante à nos yeux.

Occasion de rencontres entre tous ceux qui militent sur des terrains proches qui se sont trop souvent ignorés : écologistes, mouvements de solidarité, mouvements de paysans ou de consommateurs... Et cela dans le beau cadre de l'EPLF (30, av. de Cour, à Lausanne) avec le Léman pour toile de fond. Rencontre en famille, souvent, puisque les enfants ne sont pas ignorés : à 16 h., Geneviève Deshusses chantera à leur intention.

Occasion de découvrir, de la façon la moins austère possible, des problèmes complexes qui font partie de notre quotidien. Débats, jeux, films sont proposés simultanément dans les différentes salles.

Occasion d'aller plus loin avec René Dumont. Invité de marque, René Dumont ne cesse, depuis des décennies (son livre "L'Afrique noire est mal partie" date de 1962), de tirer la sonnette d'alarme et la réalité actuelle ne semble pas vouloir le démentir. A 20h30 il abordera le thème "L'Afrique affamée et désertifiée : les responsabilités. Quelle agriculture pour le Tiers Monde ?" (René Dumont parlera également le mercredi 16 à Grangeneuve, le jeudi 17 à Sion et le vendredi 18 à Delémont.)

Des programmes complets du forum et des affichettes sont disponibles au secrétariat.



AFFAIRE DE SERPENTS ET DE COLOMBES

Ou la gestion du soupçon

"Voici que moi, je vous envoie comme des brebis au milieu des loups; soyez donc rusés comme les serpents et simples comme les colombes." (Matthieu 10.16)

Quatre animaux différents en deux lignes. Pour indiquer l'attitude qu'il veut voir adopter par ceux qui veulent le suivre, Jésus a besoin de tous les quatre. Ou plutôt de deux paires. Animaux diamétralement opposés.

C'est au milieu des "loups" que les chrétiens sont invités à vivre, vers les "loups" qu'ils sont envoyés. Et ceci sans jamais imiter leur comportement ni recourir aux mêmes moyens. L'aventure est périlleuse. Elle le serait moins s'il s'agissait d'être "loup avec les loups", mais ce n'est pas ce qui est demandé. Quant à l'exemple de la brebis — animal pas particulièrement futé ni entreprenant —, il pourrait prêter à équivoque. C'est pourquoi Jésus le corrige en recourant à deux autres bestioles.

Il s'agit d'être "rusés-habiles, avisés... comme les serpents et simples-purs, candides... comme des colombes".

"Il faudrait savoir !", serait-on tenté de lancer à celui qui nous adresse une invitation tellement paradoxale... A moins que ce ne soit ce paradoxe précisément qui seul puisse nous éviter les enfermements.

Enfermement dans la ruse et l'habileté. On ne tarde plus à ne voir autour de soi que machinations et rapports de forces. Pas question d'avoir un véritable dialogue fait d'accueil et de partage, c'est trop risqué. Une fois pour toutes, les gens ont été mis dans des catégories en fonction de leur emploi, de leur classe sociale, de leur passé... "Que peut-il sortir de bon de Nazareth ?", disait Nathanaël avant de rencontrer Jésus.

Enfermement dans la simplicité. La porte ouverte à toutes les tristesses car on est toujours déçu de ce monde, qui correspond si peu à notre rêve. Et totalement incapables d'agir. "Ils ont les mains pures mais ils n'ont pas de mains", disait, des chrétiens, Charles Péguy.

Pour le dire en d'autres termes, l'absence de soupçon c'est ce qui amène à prendre pour argent comptant un discours de Reagan ou de Gorbatchev; à ajouter foi à tant de dirigeants qui veulent restaurer la civilisation chrétienne au Chili ou en Afrique du Sud... A prendre au sérieux le langage des vendeurs de bonheur de la société de consommation... Cette absence de soupçon ferait des chrétiens à coup sûr des inadaptés, marchant en rangs serrés vers tous les miroirs aux alouettes.

Mais à l'inverse, que les chrétiens laissent courir le soupçon en liberté et c'en est fait de leurs relations



ENTRE NOUS, AMIS LECTEUR

Avec dix francs

Le bulletin vert agrafé à ce bulletin va vous permettre, comme chaque année, de participer à son financement. L'an passé la somme recueillie a couvert à Fr. 42,40 près les charges de Cotmec-Info ! A savoir, Fr. 9817,40 dont Fr. 1.348,25 en frais postaux, Fr. 6072,60 impression et Fr. 2396,55 d'adressage.

Il nous importe que "Cotmec-Info" s'autofinance. Il nous importe tout autant qu'on puisse le faire parvenir assez largement à des gens qui auraient quelques difficultés à en régler l'abonnement. Nous pensons notamment à un certain nombre de lecteurs vivant dans le tiers monde.

En utilisant ce bulletin vert — le seul qui vous parviendra dans l'année, ne le perdez pas — vous permettez l'un et l'autre.

Sur les talons...

Ecologie oblige, ne gaspillez pas le verso du coupon de votre bulletin de versement ! Ecrivez dessus un ou plusieurs noms de personnes qui, à votre avis, pourraient être intéressées par "Cotmec-Info". En parvenant à 2150 exemplaires, il n'a certainement pas encore atteint — à Genève et en Suisse romande — tous ceux qu'il est susceptible d'intéresser.



URSS

Protestation contre l'invasion de l'Afghanistan

Pour la première fois depuis l'intervention de l'Armée rouge à Kaboul il y a cinq ans et demi, un mouvement collectif de protestation s'est produit au sein de la population soviétique : deux cents parents de jeunes conscrits ont manifesté en mai dernier contre l'envoi de leur fils en Afghanistan, selon des indications recueillies à Moscou. Une quarantaine de personnes ont été interpellées et accusées, selon ces sources, de "hooliganisme". (Libération 15.6.85.)

repris du bulletin de l'ACAT

interpersonnelles, c'en est fait des signes du Royaume qu'ils ont pour mission de poser, c'en est fait de l'imprévisible action de l'Esprit qui souffle où il veut quant il veut. C'en est fait de leur espérance.

Un théologien, le père de Dinechin, a raison d'écrire: "Il y a une manière chrétienne de gérer le soupçon."

■ AFRIQUE DU SUD

Les Eglises sauront-elles relever le défi ?

Le 26 septembre, un membre de la COTMEC était invité par l'Eglise nationale protestante de Genève à entendre le Dr Beyers Naude, président du Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SACC); rencontre interpellante pour une commission comme la nôtre puisqu'elle traitait de l'attitude des Eglises face à l'apartheid, idéologie relevant — selon l'orateur — bien moins de causes politiques que théologiques. Si actuellement les Eglises les plus importantes ont officiellement renoncé à une défense théologique de l'apartheid, il n'en demeure pas moins que les effets dévastateurs de leur appui passé à une telle politique sont loin d'être éliminés des communautés chrétiennes. De plus, leur témoignage se trouve grandement affaibli en raison de leurs divisions : en effet, toutes n'opposent pas un front uni à l'apartheid. Cette attitude provoque critiques et rejet d'un bon nombre de jeunes qui leur reprochent leur silence dans une société de libre entreprise qui n'a pas su faire ses preuves.

Les jeunes les interpellent également sur leur non-violence qui leur semble être moins efficace que la violence "qui permet de se faire entendre". Ainsi, des chrétiens sont en train d'ignorer ou de passer à côté de la résistance qui s'organise, particulièrement dans les communautés noires. En ce qui concerne l'Eglise catholique, dont 90 % de ses fidèles sont noirs, il semble qu'elle soit assez engagée et qu'elle collabore concrètement avec le SACC.

L'engagement des chrétiens à Genève peut se concrétiser, selon M. Naude, dans le cadre de mesures économiques, seules susceptibles d'infléchir le régime sud-africain.

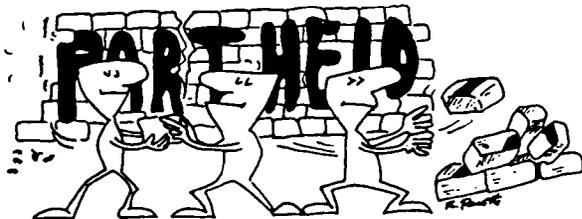
■ Les faux prophètes

"La guerre, mes usines y mettront un terme plus promptement que vos congrès"... C'est avec ce bel optimisme qu'Alfred Nobel, le père de la dynamite et autres explosifs, s'adressait en 1892 au congrès de la paix réuni à Berne. Las, avec quelle myopie !

N'est-ce pas avec la même assurance que des grandes banques et autres commerçants de l'apartheid ont tout fait pour nous persuader qu'ils faisaient plus pour le salut des Noirs par leurs prêts que nous par nos projets de boycott ? Ces prêts qui, selon le journal "24 Heures", ont quadruplé entre 1980 et 1984.

Or, l'histoire est en train de nous montrer le contraire. Nous pensons à cette rencontre qui s'est tenue à Lusaka (Zambie) entre le chef du parti du Congrès national africain (interdit en Afrique du Sud) Olivier Tambo et des responsables des secteurs clés de l'économie. Prenant la mesure des menaces qui pesaient sur leurs activités, ces derniers envisagent d'entrer dans une phase nouvelle et de prendre en compte les forces de libération.

Il n'est pas illégitime de penser que les prêts massifs ont retardé cette rencontre historique... et prolongé d'autant la souffrance du peuple noir.



■ Bon anniversaire HELVETAS

Le monde change. Les organismes qui y inscrivent leur action doivent le faire également. Il y a trente ans, au moment de sa fondation, Helvetas portait en sous-titre "Aide suisse à des régions extra-européennes". En 1965, on a passé à "Association suisse d'assistance technique". Vingt ans après, on modifie encore le sigle — Helvetas enraciné dans la planisphère — et le titre : "Coopération suisse au développement".

Comme on le constate, "Aide" et "Assistance" ont disparu, coopération les remplace. Ainsi que l'exprime son secrétaire général, Werner Külling, "certains concepts, comme celui de 'Tiers-Monde, pays en voie de développement, assistance technique', sont dépassés et ne peuvent plus aujourd'hui figurer dans un sous-titre. Les expériences faites en matière de politique de développement révèlent que le développement n'est possible que s'il est mené par les partenaires concernés. A notre point de vue, l'aide au développement n'a qu'un sens : soutenir les propres efforts des populations déshéritées, pour la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, pour la protection de l'environnement ou pour la libération de la misère économique et sociale, de la dépendance politique et de l'oppression. La défense de leurs aspirations et de leurs intérêts au sein de la politique suisse et auprès du public intervient dans le même but.

A l'aube de la quatrième décennie de son existence, c'est dans cette voie qu'Helvetas aimerait accroître ses efforts."

Tous nos vœux pour un travail fructueux.



A signer et à faire signer

■ "POUR QUE LA FAIM NE SOIT PAS LE PRIX DE L'ENDETTEMENT"

Dans ce bulletin, il nous arrive souvent de revenir d'une façon ou d'une autre sur le problème de l'endettement. Ce n'est pas l'effet d'une manie de la dénonciation mais bien d'une réelle préoccupation. Aujourd'hui des pays dont une partie importante de la population vit au seuil de la misère doivent verser des sommes énormes qui rendent illusoire tout effort d'assainissement de leurs finances et toute tentative d'amélioration des conditions de vie de leurs habitants. Et cela pour des dépenses qui ont été faites dans le passé, souvent sans que la population en tire profit.

Réagir à cette hémorragie forcée est une façon pour nous d'être porte-paroles de nos frères chrétiens du tiers monde. C'est, nous en sommes également persuadés, nous faire le porte-parole de la majorité de nos concitoyens qui ne veulent pas d'une prospérité alimentée par la misère des autres.

Signez cette feuille et demandez-nous d'autres exemplaires ! Ne perdez pas de temps, car le 10 décembre est vite là ! Pour plus de commodité, vous pouvez retourner ces feuilles à notre secrétariat et nous ferons suivre.



A Genève

■ LE CARDINAL ARNS HONORE

Ceux qui avaient eu l'occasion de voir, il y a un certain temps déjà, une émission que "Temps présent" avait consacrée à la théologie de la libération n'auront certainement pas oublié le regard du Père Arns, l'archevêque de Sao Paulo. Plein de sérénité et de pénétration, de force et de douceur, en un mot de liberté chrétienne authentique.

C'est à lui que le Haut Commissariat pour les réfugiés a remis la médaille Nansen le 7 octobre dernier. "Le cardinal Arns a eu le courage de rompre le silence et de dénoncer les violations des droits de l'homme aussi souvent et partout où il le pouvait...", a déclaré Poul Hartling, haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Le lendemain, il a passé à Fribourg, où il a notamment accordé un long interview à l'agence Apic. Nous en extrayons le passage ci-dessous.

Apic : En juillet dernier, à la Havane, lors de la discussion continentale sur la dette extérieure latino-américaine, Mgr Sergio Mendes Arceo, ancien évêque de Cuernavaca, au Mexique, a demandé que l'on remette à jour une ancienne tradition biblique qui voulait que, tous les sept ans, on rétablisse l'ordre primitif des choses, ce qui concrètement signifierait une décennie de grâce pour les pays endettés.

Dom Paulo : D'abord, il faut rappeler que l'assemblée réunie à Cuba n'était pas une assemblée de communistes, mais tout le monde y était convoqué. J'y ai reçu également une invitation, comme les spécialistes de diverses matières. Je n'ai pas pu y aller, mais j'ai aussi envoyé des propositions allant dans le même sens, en disant d'abord que le tiers monde ne peut pas sacrifier les gens ou réduire le monde à un état de misère. Prenons l'exemple brésilien : tout l'effort immense que nous avons fait ces deux dernières années... nous a permis d'avoir un surplus d'exportation d'un milliard de dollars par mois.

Nous avons donc eu douze milliards de dollars de solde positif de la balance des paiements, et cet argent a à peine suffi à payer les intérêts de la dette. Donc la dette reste la même et l'on ne peut pas continuer comme ça. On a pris tout ce que le peuple devait manger — au moins deux tiers du peuple brésilien n'a pas assez à manger — à cause de l'exportation. Nous exportons les matières premières et les produits de l'agriculture. Depuis le début de la dette, nous faisons un effort immense pour exporter, mais les prix sont tombés, et ne représentent plus que le quart de ce qu'ils étaient auparavant, tandis que ce que nous importons a augmenté fortement. Les intérêts qui étaient de 4% quand on a reçu les prêts sont actuellement à plus de 8% et ils ont déjà monté à plus de 21%.

Le règlement de ces prêts se fait par les nations qui nous ont prêté cet argent et ce n'est pas nous qui contrôlons la règle du jeu. Ils augmentent les taux d'intérêt sans nous consulter, selon leur bon plaisir. Il y a encore un autre argument très fort pour le peuple. Presque tous les prêts contractés à l'extérieur l'ont été par les militaires, et aussi à des fins plus ou moins militaires. Ainsi de l'énergie nucléaire, 40 milliards de dollars ont été dépensés et aucune des six usines nucléaires ne fonctionne à l'heure actuelle. Toutes les dettes sont du même genre, contractées par un gouvernement militaire qui n'a jamais rendu des comptes au

REQUERANTS D'ASILE

■ Une affaire à suivre attentivement

Le rythme de parution de Cotmec-Info ne permet pas de tenir ses lecteurs au courant d'un problème en constante évolution comme celui des réfugiés. Que les personnes intéressées n'hésitent pas à nous téléphoner. Qu'elles sachent aussi que "Le Courrier" consacre à cette question beaucoup d'attention et leur apporte tous les renseignements qu'ils désirent. Nous nous limiterons ci-dessous à quelques remarques.

■ Une manifeste bien accueilli

Près de 2000 signatures et, parmi elles, celles de nombreux chrétiens, de responsables dans l'Eglise à des titres divers, des prêtres, des pasteurs... Cela nous réjouit comme nous a réjoui l'envoi collectif d'une paroisse qui s'était organisée pour recueillir des signatures à l'issue des célébrations.

Si vous voulez encore vous joindre à ce mouvement, prenez contact avec nous. Votre nom ne sera vraisemblablement pas publié mais nous saurons que, le cas échéant, nous pourrons faire appel à vous.

■ Actuellement, c'est le calme. Avant la tempête ?

Pas d'expulsions ces jours derniers. Ce fait doit certainement être mis à l'actif de nos autorités cantonales. Ceci dit, n'allons pas en déduire que le problème est réglé pour autant.

■ Hébergements

Actuellement, le besoin ne se fait pas sentir, mais qu'en sera-t-il demain ? Il importe de se préparer à cette éventualité.

Les personnes qu'une telle forme de solidarité interpelle sont invitées à prendre tous les renseignements souhaitables auprès de notre secrétariat. Etant bien entendu que l'hébergement est une mesure extrême qui ne peut être prise que lorsque des conditions précises sont remplies.

■ Contact, s'il vous plaît !

Avant d'être affaire de statistique, le problème des réfugiés est affaire d'hommes, de femmes et d'enfants... Seuls des contacts permettront aux chrétiens d'avancer dans cette découverte, non pas avec la tête seulement, mais aussi avec le cœur. C'est dans ce sens que nous avons lancé les permanences (paroisse protestante de la Servette puis paroisse de la Visitation à Meyrin). Une autre formule est peut-être à inventer, mais le but ne nous paraît pas à remettre en question.

peuple et c'est le peuple qui doit en payer le prix... avec les bas salaires et la faim, avec tous les désordres sociaux qui en découlent. Nous estimons que nous avons déjà payé ces dettes. Les intérêts ont été si hauts que nous les avons déjà payées une ou deux fois. On ne peut plus donner du sang et de la misère de notre peuple pour le premier monde...

Le premier monde certainement perd plus qu'il ne gagne dans cette situation. Je ne sais pas si le monde est ouvert pour accepter une solution biblique. Il devrait être ouvert au moins pour accepter une négociation du bon sens.

Coup de gueule

"Que ta main droite ne sache pas..."

Jeudi 26 septembre, jour de la Chaîne du Bonheur. Dès 6 heures du matin, la radio part en chasse. Il s'agit de recueillir les 6 millions de francs que se sont fixés les organisateurs comme objectif. Toute la journée, la population a les yeux fixés sur ce sommet. Saluant chaque étape de cette haletante progression : C'est la petite X qui verse les 8 francs que contient sa tirelire, suivie de l'entreprise Y qui fait un don de 5000 francs, bientôt c'est la banque Z qui annonce un versement de...

Elan de générosité merveilleux des Suisses. Le cap est atteint, même dépassé. 6,5 millions qui, joints aux deux autres millions des œuvres d'entraide, viendront renforcer le barrage contre la souffrance. Un grand Bravo.

Ce même 26 septembre. Le "Courrier" et la "Liberté" publient en première page un communiqué de l'agence Reuter relatant l'avis des économistes. Ces derniers "réfutent l'idée que les destructions du séisme (...) empêcheront le Mexique de continuer à payer les 11 milliards de dollars d'intérêts annuels qu'ils versent sur une dette de 97 milliards de dollars, pas plus qu'ils ne croient que les banques étrangères se montreront plus conciliantes".

Ainsi donc, de l'œil avisé du chirurgien qui reçoit un grand blessé, ils ont repéré la veine, l'endroit où ils pourront enfoncer l'aiguille. Non pas pour faire une transfusion... mais pour que les ponctions puissent se poursuivre sans heurts.

Le temps nous manque pour faire le calcul exact de ce que notre pays aura reçu du Mexique cette année. Mais s'il faut en croire le journal "24 Heures", qui affirme que ce pays doit au nôtre le 3% de sa dette, on peut avancer qu'au très bas mot ce sont au moins 100 millions net qui franchissent l'Océan dans l'autre sens.

On comprend qu'il était urgent de rassurer les créanciers. Sans attendre. Ce 26 septembre...

.....

N.B. : Ce serait mal comprendre cette juxtaposition d'informations que d'y voir une mise en cause de l'aide directe. Des fonds recueillis par la Chaîne, aucun franc n'est à regretter. Mais il s'agit de rester lucides et de savoir sur quelle toile de fond se situent nos actions.

AU CHILI

Importante arrivée de réfugiés suisses

Au total, ce ne sont pas moins de 2600 ressortissants suisses qui ont choisi de quitter leur pays pour s'établir au Chili. Venus pour des raisons économiques, ils ont été particulièrement attirés par les villes de Valparaíso et Santiago.

Après quelque temps nécessairement un peu difficiles, les facilités offertes par leur pays d'accueil leur permet rapidement de prendre une place enviable dans la population chilienne. Avance de fonds, concession gratuite de terres, bois, semences... sont en effet fournis par le gouvernement chilien aux nouveaux arrivants.

C'était en 1883... N'ayons pas la mémoire trop courte.

D'après "El Mercurio"

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

Il ne s'agit pas d'optimisme, qui est une question de tempérament, mais d'espérance, qui est un acte de foi. (...) La Pentecôte, depuis vingt siècles, c'est l'Eglise, notre Eglise, invitée de passer de la peur à la foi, à sortir des cénacles chaleureux où les chrétiens risquent de s'anesthésier en s'encensant mutuellement. C'est Pierre qui sort le premier vers le monde, et toute l'Eglise qui redécouvre l'audace de la mission. La Pentecôte, et c'est bien cela aussi qui la vérifie au long des siècles, ce sont les disciples de Jésus qui affrontent résolument la persécution.

Cardinal F. Marty

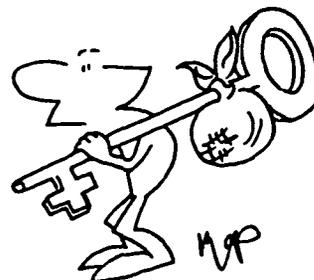
RENCONTRE REAGAN-GORBATCHEV

La force de la prière

A l'occasion de la venue dans notre ville des deux super-grands, comme il est convenu de les appeler, chacun est invité à se rendre au Conseil œcuménique des Eglises (150, route de Ferney), le mardi 19 novembre de 19 à 20 heures, où aura lieu une célébration.

L'enjeu de ce sommet est trop grand pour que les chrétiens qui habitent dans la ville où il se déroule n'expriment pas, par leur présence silencieuse et leur prière, un soutien à tous les efforts déjà entrepris. N'expriment pas également leur impatience de voir cesser l'état de tension mondiale, ruineux à tant de titres.

Les jours avant et après cette célébration, les communautés chrétiennes sont invitées à organiser de leur côté un moment de recueillement. Elles recevront bientôt un petit dossier à cet effet par l'intermédiaire du Rassemblement des Eglises chrétiennes de Genève.



J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



PROFESSION : DERANGEURS

Malgré toutes les précautions que nous pouvons prendre, une commission comme la nôtre est toujours en train de déranger. Elle intervient avant les vacances quand tout le monde démobilise ou au contraire lorsque les valises sont à peine défaites; avant une fête paroissiale ou juste après, quand les paroissiens n'ont pas encore récupéré. En plein démarrage des activités, durant la préparation de Noël ou de la première communion...

C'est que nous ne décidons pas de mettre la date de l'assassinat de Mgr Romero en mars, ni l'invasion de l'Afghanistan en décembre. M.M. Reagan et Gorbatchev ne nous consultent pas avant de fixer leur rencontre pas plus que la FAO ne demande notre avis pour arrêter la date de la "Journée mondiale de l'alimentation"...

Pour ces sollicitations de l'actualité, il est toujours possible de faire la sourde oreille. Mais si l'on veut — ce qui est une partie de notre tâche — inviter les chrétiens à s'y associer, on tombera toujours comme un cheveu sur la soupe. Comme un imprévu sur un agenda rempli...

Il y a quelque chose d'usant de jouer ainsi les dérangeurs. Quelque chose de culpabilisant... A moins que...

Les signes que Jésus a posés, dont l'Évangile a gardé mémoire, étaient-ils programmés? Généralement pas. Il s'agissait pour lui, le plus souvent, de faire face à une nécessité. Sans se dérober. C'était un malade qui se présentait à lui, c'était une foule qui avait besoin de nourriture... Neuf fois sur dix, l'événement lui a dicté sa loi. Jusqu'à ce paralytique qu'on est arrivé à faire descendre par le toit devant lui alors qu'il était en train d'enseigner... C'est par sa façon de gérer l'actualité qu'il a permis à ceux qui ne seraient jamais venus

l'écouter au Temple de savoir qui il était et peut-être de se mettre à le suivre.

Et si c'était pareil pour l'Église? Elle peut programmer la catéchèse et des parcours de formation où va s'approfondir la foi de ses membres. Elle peut fixer les heures de messes et de cultes où ils pourront célébrer cette foi. Autant de choses nécessaires, irremplaçables. Mais pour l'essentiel, ce n'est pas encore dans ce cadre-là qu'elle va porter témoignage; qu'elle va permettre à ceux qui n'ont jamais entendu parler de Jésus-Christ de savoir ce que ce mot recouvre. Par contre en faisant face aux nécessités qui affectent la vie de l'homme — imprévues le plus souvent — les Églises auront l'occasion de "montrer" la conviction qui les habite.

Un exemple? Ce n'est pas les autorités des Églises à Genève qui ont décidé le durcissement dans la politique des réfugiés ni arrêté le calendrier des expulsions. Mais elles ont pris au sérieux l'événement. Elles sont intervenues auprès des autorités politiques. Et, quand cela leur a paru nécessaire, elles ont fait preuve de fermeté en faisant paraître un communiqué invitant notamment les chrétiens à mettre à disposition des lieux d'Église.

Eh bien notre conviction, c'est qu'à travers tout cela, elles ont témoigné de leur foi. Plus que par la meilleure des campagnes d'affichage ou le plus brillant cycle de conférences, elles auront permis aux gens de Genève de découvrir jusqu'où allait leur fidélité au Dieu qui habite le cœur de l'homme.

Si notre analyse est exacte, si l'événement — imprévu par définition — est le lieu privilégié du témoignage, vous comprendrez la nécessité absolue qu'il y a à continuer de vous déranger!

☐ ROME : Symposium "Eglise-économie" ou "Eglise-patronat" ?

Du 21 au 24 novembre se déroule à Rome un symposium à un très haut niveau. Pas moins de trois cardinaux le patronnent. La liste des intervenants fait apparaître un certain nombre de professeurs d'université, de directeurs dans de grandes entreprises, de responsables démocrates-chrétiens. Pour ce qui est des autres partenaires sociaux, nous pensons aux syndicats notamment, leur représentation nous paraît minime. Autre motif d'interrogation : c'est la "Société pour le développement de l'économie suisse" et son bureau de Zurich qui est chargée de l'organisation. Société qui ne fait pas mystère de son adhésion au plus rigoureux libéralisme économique. Quelle sera son influence?

Que des dirigeants de l'économie se réunissent en symposium et qu'ils réfléchissent à leur responsabilité à la lumière de l'éthique chrétienne, cela ne peut que nous réjouir. Au moment où ils intitulent cette démarche "Eglise-Economie" il y a abus de langage. S'ils ne le remarquent pas, l'Église, elle, devrait le sentir. Et le dire. Il en va de la crédibilité de son message.



■ BRESIL

Toujours à propos de Leonardo Boff

Sans autre commentaire nous livrons ce communiqué de la Conférence épiscopale du Brésil (CNBB) :

"Conclusions du dialogue du CNBB avec le Siège apostolique — Les conclusions de la réunion de huit évêques de la présidence et de la commission doctrinale de la CNBB à Rome, les 4 et 5 juillet dernier, ont été représentées à la presse par Mgr Ivo Lorscheider à Aparecida, le 19 juillet 1985. Les voici :

- 1. pour le Vatican et la CNBB, le cas Boff n'a rien à voir avec la Théologie de la libération;*
- 2. le second document de la Congrégation pour la doctrine de la foi, sur les aspects positifs de la Théologie de la libération, pourra être publié d'ici à la fin de l'année;*
- 3. Boff a été soumis à "certaines restrictions", mais pas au silence absolu, étant donné qu'il peut exercer plusieurs activités, tout en devant soumettre ses écrits à la censure préalable;*
- 4. dans ses relations avec la CNBB, le Vatican tiendra toujours compte du "principe de subsidiarité", en vertu duquel les problèmes n'iront à Rome qu'après épuisement de toutes les instances au plan interne de l'Eglise au Brésil. Ainsi en dispose, d'ailleurs, le nouveau Code de droit canonique;*
- 5. les maisons d'édition catholiques du Brésil devront bien étudier le chapitre du Code de droit canonique sur la censure ecclésiastique des ouvrages à éditer;*
- 6. la commission doctrinale de la CNBB continuera à travailler d'une façon positive et non inquisitoriale."*

DIAL

■ Le Zimbabwe étonne...

Ce pays construit par et pour les Blancs, berceau de l'apartheid, vit depuis 1980 une véritable révolution : un Parlement où les Blancs peuvent occuper vingt sièges, une indépendance qui se joue dans le pardon et la cohabitation pacifique des Blancs et des Noirs, une économie mixte qui ne recourt ni à l'expropriation, ni à la nationalisation...

Le président socialiste Mugabe a décidé de développer considérablement l'agriculture pour enrayer le chômage et permettre non seulement l'autosuffisance alimentaire mais également l'exportation de maïs, thé, tabac, coton et café, production agricole qui a augmenté de 62 % grâce aux efforts dynamiques du gouvernement et des paysans; ajoutons à cela des droits sociaux assurés, un énorme effort de scolarisation : le Zimbabwe apparaît actuellement comme une réussite.

Une ombre au tableau : l'opposition entre deux ethnies principales dont l'une soutient des groupes armés contestant le régime actuel et appuyés par l'Afrique du Sud. Reste à espérer que le vœu émis par M. Mugabe de pouvoir bientôt constituer un parti unique regroupant toutes ces forces puisse se concrétiser.

D'après Croissance des jeunes nations

Pour le mois prochain

Par manque de temps et de place nous remettons au prochain numéro un écho de l'importante réunion des commissions Justice et Paix d'Europe.

■ REFUGIES

Du bon travail

A défaut de faire dans ce bulletin une chronique des événements qui se sont déroulés depuis le mois dernier, piquons-en quelques-uns au passage.

Suite à l'expulsion d'un ressortissant turc, plus aucune garantie ne semble accordée à ceux à qui l'autorité avait fait des promesses claires. De leur côté, les responsables des Eglises font paraître un communiqué autorisant notamment les paroisses à mettre à disposition des lieux d'Eglise. Dimanche après-midi, des réfugiés sont mis en contact avec les hommes politiques rassemblés pour les résultats des élections. Le soir, des familles sont logées à la paroisse Ste Clotilde et celle de Champel. Mardi soir manifestation étonnante par le nombre des participants. Un peu plus tard, première rencontre avec les personnes prêtes à envisager une action de parrainage. Jeudi, les garanties reçues paraissent suffisantes pour cesser l'action...

Comme dans les anciens films, les scènes se sont succédé avec une grande rapidité. Ceux qui ont apporté leur contribution — et ils ont été nombreux — ont partagé préoccupation, fatigue et joie. Que de gestes pourraient être relatés ! Tous aussi parlants que les dessins que les enfants d'une classe ont faits pour leur camarade zaïrois et que la maîtresse a portés à Ste Clotilde avec tant de gentillesse.

Autant de signes que, à Genève et en Suisse, les citoyens sont prêts à dire "stop" au moment où "pour leur bien" on voudrait prendre des mesures inhumaines.

Autant de signes qui montrent aussi que — soit dit sans aucun triomphalisme car il y a encore tant à faire — les Eglises ne sont pas ces vieilles dames frileuses et égotantes que d'aucuns s'imaginent. Elles ont su trouver dans leurs responsables et dans leurs membres des ressources indiscutables de courage et de service. (Cf. notre éditorial.)

Et maintenant

La tâche n'est pas terminée. La révision de la loi sur l'asile est certainement une échéance prochaine à laquelle il faut se préparer pour apporter notre contribution de façon efficace.

Plus près de nous, "l'action parrainage" connaît un écho encourageant. A notre secrétariat vous trouverez tous les renseignements nécessaires.

● Une initiative à soutenir DES JEUNES JOUENT POUR DES JEUNES

Lundi 9 décembre à 20 h. à la Salle de l'ERA
9, rue Charles-Bonnet

Des jeunes du Conservatoire de musique populaire organisent un concert en faveur des jeunes Mexicains victimes de la récente catastrophe.

L'Association internationale contre la torture, La Commission internationale des professionnels de la santé ainsi que les commissions tiers monde des Eglises ont apporté leur soutien à cette généreuse entreprise.

Au secrétariat, on pourra obtenir tracts et affiches à ce sujet.

■ DECISIONS AU NICARAGUA Légitimes inquiétudes

Le 15 octobre, le gouvernement de Managua a annoncé la suspension de certaines libertés individuelles en particulier dans le domaine des libertés d'expression, d'information, de libre circulation.

La nouvelle a été ressentie durement par tous ceux à qui le sort de ce petit pays d'Amérique centrale tient à cœur. De ce dossier complexe — que nous tenons à la disposition de nos lecteurs à notre secrétariat — nous nous limiterons à proposer quelques clés de lecture.

Dans un pays en guerre

A combien se monte l'aide des USA aux organisations armées antisandinistes ? 27 millions de dollars cette année ? Ce chiffre est tout à fait théorique, écrit Marcel Niedergang dans le journal "Le Monde": "En fait elle est beaucoup plus importante. Pour tourner les réticences du Congrès, l'administration Reagan a encouragé et conseillé en sous-main des bailleurs de fonds privés et officiels venant de l'étranger." C'est une force considérable que le Nicaragua, petit pays de 3 millions d'habitants, doit affronter. Il y consacre 50 % de son budget, beaucoup de ses forces, trop de son sang (3652 personnes ont déjà trouvé la mort). Cela entraîne la paralysie d'une partie de l'agriculture : 12 000 hectares de café, 5000 de tabac et 17 000 de grains de base ont été abandonnés.

Tout cela vient s'ajouter aux difficultés d'une économie soumise au blocus, à qui on a supprimé beaucoup de débouchés, qu'on prive du nécessaire (médicaments, pièces de rechange...).

Sombre tableau. "pour l'administration de Ronald Reagan (...), il faut prouver qu'un développement hors de la tutelle américaine est impossible", lit-on dans "Témoignage chrétien". Le prouver par tous les moyens. Si cela ne justifie pas certaines décisions, cela peut les expliquer.

Donner raison aux durs

Les élections — c'est courageux dans la situation de menace qui régnait — ont été proposées par les éléments modérés du régime. Elles n'ont entraîné aucun assouplissement de la politique nord-américaine. Les éléments les plus intransigeants du régime ont donc de quoi démontrer que seule la manière forte est la bonne. Au risque de restreindre au passage des libertés essentielles.

Et la position de l'Eglise ?

La liberté de culte n'est pas mise en cause, mais il est vrai qu'elle est tenue dans une grande suspicion. Essayons une comparaison pour tenter de faire comprendre ce qui se passe. Que se serait-il passé durant la dernière guerre si le pape avait créé cardinal l'évêque le plus proche du gouvernement de Vichy et qui aurait fait du soutien à Pétain son cheval de bataille ? Rapprochement hasardeux qui ne donne qu'une bien pâle idée de la réalité. Il faut savoir que, de retour de Rome où il avait reçu la barette, Mgr Obando a réservé sa première célébration sur sol américain à une assemblée à Miami où les partisans de l'ancien dictateur étaient nombreux et en présence de chefs de la contre-révolution...

Il faut savoir aussi que son porte-parole, le Père Carvalho, a affirmé ouvertement qu'"au cours de son histoire, ce peuple a reçu beaucoup d'aide des Etats-

Unis; il n'acceptera pas de s'opposer à ce pays".

A nouveau, comparaison délicate, mais imaginons un instant Mgr Duval, archevêque d'Alger, tenant de pareils propos après l'indépendance...

Plus que jamais le besoin d'un soutien critique

"Ce n'est pas le moment d'abandonner ceux qui, au Nicaragua, persistent à vouloir bâtir" écrit Marie Duflo dans "Témoignage chrétien". C'est aussi notre avis.

Dans la décision prise par Managua, il faut faire la part de la menace, il faut faire aussi celle de la maladresse. Le Nicaragua, pas plus qu'aucun autre régime politique, n'a besoin de croyants aveugles mais de partenaires critiques et actifs. La solidarité effective seule permettra à ce régime de croire malgré tout à l'importance de l'ouverture.

Il est intéressant de relever qu'à la suite des critiques formulées par de nombreux groupes de solidarité notamment, le gouvernement est déjà revenu en arrière sur deux décisions particulièrement contestables.



Tous nos vœux à

■ "TRAIT D'UNION" GENEVE - TIERS MONDE

"Qu'est-ce qu'on peut faire ?" Cette petite phrase — qui toujours témoigne de la générosité de celui qui la prononce — combien de fois ne l'a-t-on pas entendue lorsqu'il nous est arrivé de tracer à grands traits la situation du monde et les déséquilibres qui le menacent.

Par son bulletin dont le premier numéro vient de sortir, l'association Genève tiers monde voudrait aider à apporter une réponse. Elle fourmille de projets de différentes tailles, tous sérieusement étudiés. Nous souhaitons le meilleur écho à cette nouvelle publication fort bien présentée que voudront recevoir tous ceux qui, dans notre canton, souhaitent unir leurs efforts en vue d'une plus grande solidarité.

Adresse : 53, rue de Carouge - 1205 Genève.

■ **VINGT-CINQ ANS DE PRESIDENCE
EN TANZANIE**
Un bilan mitigé

Après vingt-cinq ans de présidence socialiste, Julius Nyerere a décidé de se retirer; défenseur du christianisme social, converti à vingt ans, cet ancien maître d'école axa le développement de la Tanzanie sur le seul capital dont ce pays dispose, la terre, pour permettre une autosuffisance alimentaire. La création obligatoire des villages "ujamaa" aurait dû permettre une accession communautaire à des méthodes modernes de culture; ce rêve ne s'est malheureusement pas réalisé puisque le pays est plus que jamais dépendant de marchés extérieurs — Canada, pays nordiques —, consciencieusement choisis en raison de leur neutralité politique. Son souci d'indépendance, J. Nyerere l'a appliqué tant en matière politique qu'économique, en refusant par exemple l'aide proposée par le FMI.

Une espérance déçue ?

Aussi, grande était l'espérance de ceux qui regardaient vers la Tanzanie comme vers un modèle de développement authentiquement africain. Mais ce socialisme visant à une société à tout prix égalitaire s'est révélé utopique et "l'économie de solidarité" voulue et vécue par le président laisse un pays complètement essoufflé où le marché noir est de plus en plus florissant.

Néanmoins, tout n'est pas négatif dans ce bilan; qu'on en juge : de cent vingt-six tribus, Nyerere a réussi à faire une nation unie et stable, en dépit d'ethnies et de religions fort diverses, en dépit aussi de toutes les secousses que vivent les pays voisins. Positifs aussi, sa défense vigoureuse des traditions locales et son refus d'imiter l'étranger; toutes ces valeurs, il aurait souhaité que le continent africain les défende également et il a inlassablement œuvré dans ce sens : sa voix s'est souvent fait entendre (elle était très écoutée) pour dénoncer la politique d'apartheid menée par l'Afrique du Sud ou pour saluer la fin de la colonisation en Afrique australe.

Les Eglises et la nationalisation

En 1971, le président avait décidé la nationalisation des écoles et des hôpitaux construits par les Eglises afin de permettre à toutes les couches de la population d'avoir accès à la santé et à la culture (le pays est aujourd'hui alphabétisé à 85 %); les inégalités de classes étant maintenant aplanies, ces nationalisations ne se justifient plus et une aide est même demandée aux Eglises en vue de fonder des écoles techniques.

Merci

à ceux — et ils sont nombreux — qui ont déjà fait usage du bulletin de versement joint au précédent Cotmec-Info. En y inscrivant la somme de Fr. 10.— vous lui assurez son autonomie financière.

Merci

à ceux — nombreux également — qui ont utilisé cette occasion pour nous signaler de nouveaux lecteurs.

Merci

à ceux qui, prochainement, feront l'un et l'autre !

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

A propos...

Avez-vous déjà donné votre nom à la Coordination œcuménique de parrainage pour les demandeurs d'asile ? (Dépendant des commissions tiers monde des Eglises.)

Information au secrétariat.

Un témoin qui va manquer

Paul Adam est mort subitement. Jusqu'au bout, l'homme, le militant et le chrétien auront fait bon ménage chez ce témoin qui a œuvré pour plus de justice tant au Brésil qu'en Suisse.

Plus qu'un souvenir, Paul laisse une trace. Que son épouse, jusqu'au bout attelée aux mêmes projets, reçoive nos remerciements et notre sympathie.

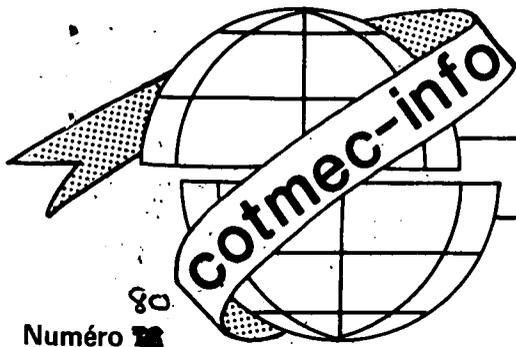
■ **PETITION CONCERNANT
L'ENDETTEMENT**

Encore rien n'est parvenu au secrétariat

Dans le présent bulletin, nous avons joint une pétition concernant l'endettement. Le fait de ne pas en avoir reçu en retour nous inquiète. A moins que tous nos lecteurs aient envoyé leur feuille remplie directement à l'adresse de Lausanne!.. Si ce n'est pas le cas, redisons-le, cette démarche est pour nous très importante. Plus encore : les chrétiens qui à de multiples reprises savent manifester leur préoccupation par des dons en faveur des pays pauvres ne peuvent pas l'ignorer. Que signifie un don en faveur d'une communauté du Brésil si ce pays, dans l'espace d'un mois, doit trouver un milliard de dollars pour payer les intérêts de sa dette à ses créanciers occidentaux ?

Il est encore temps de :

- organiser une récolte de signatures à la sortie des célébrations,
- mettre une table dans une kermesse,
- instaurer un débat dans l'un ou l'autre groupe,
- prendre toute autre initiative, que nous appuierons dans la mesure de nos possibilités.



■ L'EXPERIENCE ROSENTHAL, VOUS CONNAISSEZ ?

Connaissez-vous l'expérience de Rosenthal, du nom du pédagogue qui la réalisa aux Etats-Unis il y a de nombreuses années déjà ? La voilà très résumée. Au départ, deux groupes d'enfants présentant les mêmes caractéristiques. On confie le premier à un instituteur en lui disant qu'il a affaire à des élèves pleins de ressources et qu'avec eux, il n'aura pas de peine à obtenir de bons résultats. Au maître qui prendra en charge l'autre groupe, on dira par contre qu'il est tombé sur des élèves pas trop doués et qu'il ne doit pas trop se préoccuper si les résultats ne sont guère brillants.

Au terme de l'expérience, on s'aperçoit que "la réalité" est conforme à ce qu'on avait cru : Celui qui "croyait" avoir de bons éléments en a eu de bons et celui qui "croyait" en avoir des médiocres en a eu des médiocres.

Que retenir de cette expérience, qui confirme tant d'autres observations analogues ? Que contrairement à ce que l'on dit parfois, il ne faut pas voir pour croire mais qu'il faut croire pour voir.

Une telle affirmation heurte de front les idées reçues et pourtant, cela ne devrait pas trop nous étonner. Chez les nouveau-nés que nous avons tous été, les oreilles ont fonctionné bien avant que nos yeux s'ouvrent. Et, depuis là, elles ont toujours une longueur d'avance. L'œil, quant à lui, fonctionnera le plus souvent sous influence. Répéter des expressions comme "je l'ai vu de mes yeux vu" n'y changera rien : sa prétendue objectivité est généralement téléguidée.

Si notre croyance a une telle importance sur notre façon de voir la réalité et donc de la modifier, on mesure l'enjeu que peut avoir la fête de Noël.

Qu'est-ce que cette fête sinon d'abord l'annonce d'une bonne nouvelle : "Shalom (la paix et encore tant d'autres choses) aux hommes que Dieu aime !" Ou, pour le dire avec les mots de Jean, "Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son fils unique". En clair : Dieu aime le monde. Le monde est aimable. Au sens le plus fort du terme.

Savoir cela, et plus encore le croire, devrait mettre les chrétiens dans la situation du premier instituteur. Leur regard, leurs actions devraient en être transformés. Et transformants.

Savoir ce monde aimé, aimable, peut aussi faire de nous les artisans d'une année vraiment nouvelle.

Ce sont là nos vœux, amis lecteurs.

■ FIGARO-MAGAZINE Un journal à ne pas mettre entre toutes les mains

Sur la table de votre dentiste figure sûrement le "Figaro-Magazine", épaisse publication richement illustrée.

Un tir nourri contre tout ce qui bouge

Cet hebdomadaire que l'on peut situer entre la droite et l'extrême-droite et qui fait du libéralisme inconditionnel le premier article de son Credo, n'est pas notre lecture de chevet. C'est parce qu'il nous paraît avoir franchi un pas de plus dans la démesure que nous lui consacrons une place dans ce bulletin.

Le 26 octobre en effet, et sur sept pages, ce journal a haché menu le Comité contre la faim et pour le développement (CCFD, équivalent français de notre Action de Carême). Si cet organisme s'en tenait à la charité, tout irait bien; mais ce mouvement "transformer les pauvres en révoltés" ... Le fait d'intervenir dans un certain nombre de points chauds du globe est pour les auteurs la preuve que le CCFD appuie l'Union soviétique et son projet de révolution. Si c'est le CCFD qui est dans le collimateur, cela n'empêche pas les rédacteurs de tirer au passage contre tout ce qui bouge. Paulo Freire, dont on sait l'apport en matière d'éducation des adultes, est qualifié de "véritable Lénine du tiers monde". Un peu plus loin, c'est la correspondance de Marx qui donne la clé de l'attitude de Mgr Tutu : "Cher Engels", (...) et le lecteur a droit à une citation du philosophe... Du Père Cosmao — qu'il n'est pas nécessaire de situer pour les lecteurs de Cotmec-Info — on reproduit quelques lignes que l'on qualifie de "jargon d'un Trissotin revu et corrigé par Marx". "Justice et Paix" n'échappe pas au massacre; quant au clergé, une partie est fascinée par la révolution. "Caïn, l'homme rouge, a séduit ceux des pré-



Mypp



tres qui croient que la colère de l'homme accomplit la justice de Dieu."

Une logique derrière ces excès

Propos d'un journaliste qui a en horreur les germes de libération et qui se dévoue en égratignant ceux qui les soutiennent ? Si ce n'était que cela, nous n'en aurions pas parlé. Il faut savoir que pour Louis Pauwels, le rédacteur en chef du "Figaro-Magazine", reprenant la phrase de Joseph de Maistre "L'Évangile sans Eglise est un poison", écrivait "des ruines de l'Eglise s'échappe à gros bouillon le poison qu'elle contenait dans ses soubassements" (Comment devient-on ce qu'on est, p. 154). La position est claire : L'évangile et sa volonté de libération des hommes de toute forme d'aliénation personnelle et collective sont perçus comme dangereux. Que l'Eglise se mette de façon plus décidée au service de cette bonne nouvelle est imparadonnable.

Seul épargné dans cette affaire, le pape. Mais ce n'est que tactique, car, comme l'explique le Père Valadier dans un article des Etudes, "c'est d'ailleurs l'attitude maintenant bien connue de la fraction la plus con-

servatrice des catholiques que de se référer sans cesse au pape actuel contre le reste de l'Eglise. Ce recours a d'ailleurs quelque chose d'incantatoire : c'est plus le symbole qu'on invoque que le chef de l'Eglise tel qu'il agit ou tel qu'il parle". Ils savent trop en effet que le discours pontifical — et depuis Jean XXIII — les met en question pour en faire des citations explicites.

Repérer une volonté délibérée de neutraliser la force de l'Évangile sous des propos qui se veulent au service de la fidélité de l'Eglise : une tâche difficile à laquelle aucun chrétien ne peut se soustraire.

Pour que la faim ne soit pas le prix de l'endettement

Depuis notre précédent bulletin, un certain nombre de pétitions remplies nous sont parvenues. De plus, de nombreuses personnes nous ont dit avoir envoyé directement à Lausanne leur page remplie de signatures.

Ceux qui auraient encore une feuille en souffrance chez eux, qu'ils n'hésitent pas à la renvoyer : le délai de réception a été prolongé jusqu'à la fin du mois de décembre.

nourrit d'un message fait de nouvelles et agrémenté de rêves."

Repérer ce déséquilibre est, pour le conférencier, un élément essentiel pour l'analyse des mentalités et des comportements contemporains.

■ JUSTICE ET PAIX

Une importante rencontre à Genève

Du 18 au 20 octobre, à Cartigny, quelque 80 délégués des commissions Justice et Paix de treize pays d'Europe se sont réunis pour marquer le vingtième anniversaire de la publication des actes du Concile. Au cours de cette rencontre, les participants — parmi lesquels on comptait le cardinal Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et Paix — ont entendu une intervention remarquable du Père Pinto de Oliveira, professeur à la Faculté de Fribourg. Cet exposé dense et solidement charpenté ne se laisse pas facilement résumer. Nous allons donc relever l'un ou l'autre point, espérant par là donner envie à des chrétiens — particulièrement ceux qui ont des responsabilités dans l'économie et la politique — de se reporter au document lui-même.

■ Eliminer l'aléatoire

La nouvelle révolution industrielle a mis en place un système particulièrement performant pour accroître la quantité, la qualité et le rythme de la production et de la consommation. "On vise à extirper tout élément aléatoire, tout caractère irrationnel venant grever le jeu de l'offre et de la demande, en maîtrisant — en stimulant ou freinant — sur mesure la production, en activant même artificiellement l'appétit de consommer selon les possibilités et les convenances de la production elle-même. Au cœur du système donc, un optimum proprement économique sans contamination de sentiments, sans interférences de valeur d'un autre ordre, tel que l'ordre éthique."

■ Une double information

"Ce système est dorénavant pourvu d'un cerveau sans faille, sans reste et sans oubli, parfaitement outillé pour l'analyse, les choix et les décisions les plus sûres et les plus rapides, suivant presque instantanément pour les centrales multinationales les situations et les oscillations du marché."

A l'inverse, les médias déversent une tout autre information, qui est "avant tout la mobilisation du désir et de l'imaginaire. (...) L'opinion publique se

■ Au-delà du libéralisme et du paternalisme étatique...

Le conférencier a évoqué ensuite le côté doctrinal d'un certain libéralisme actuel. Il a exposé les thèses d'un de ses éminents porte-parole, F.A. Hayek, pour qui la justice sociale est un concept vide, dépourvu de signification et de contenu. Elle demeure toutefois, selon lui, la grande menace pour la civilisation occidentale dans la mesure où elle mobilise les générosités et affole tous les mécontents de leur sort contre la seule forme rationnelle et juste de société, précisément la société libérale.

■ ...la jeunesse du Concile

C'est sur cet arrière-fond que "le projet de justice de Vatican II" apparaît avec toute sa force. Dépassant les malentendus nés du siècle passé dans les rapports entre l'Eglise et la société, et retrouvant confiance dans l'Esprit agissant dans l'histoire, le Concile a posé la liberté et la justice comme des valeurs irremplaçables et indissociables. C'est dans la connexion même de ces deux valeurs qu'elles vont déployer toute leur signification. La justice "vise à faire respecter et à promouvoir les droits fondamentaux pour tous, acceptés par tous et étant l'œuvre commune de tous". Et de son côté, la liberté trouve dans le Concile "une définition descriptive et opérationnelle en termes de responsabilité, de participation, de collaboration, de partage différencié et solidaire des fonctions, des charges et des profits".

En exprimant "un au-delà du libéralisme et un au-delà du paternalisme étatique", Vatican II, et particulièrement la constitution Gaudium et Spes (L'Eglise dans le monde de ce temps), ont annoncé un message qui garde toute sa pertinence. Pour terminer avec la phrase qui concluait la conférence : "La justice est l'avenir de l'homme, comme une création toujours nouvelle de la liberté et de la solidarité."

■ EPARGNER AVEC DES CRITERES ETHIQUES ?

C'est possible !

Tout le monde sait que les Suisses sont parmi les plus grands épargnants du monde. Un sondage, réalisé dernièrement par l'Institut Isopublic, a chiffré l'épargne moyenne accumulée par le citoyen helvétique à 31.500 francs. Comment et selon quels critères gérons-nous cette épargne ? En dehors des habituels critères économiques (rentabilité, risque, liquidité), prenons-nous également en considération certains critères éthiques ? En tant que chrétiens, voici des questions qui ne devraient pas nous laisser indifférents.

Il semble qu'actuellement une majorité de personnes se contentent de déposer leur épargne sur un compte de la banque la plus proche, laissant à cette dernière le soin de placer cet argent où bon lui semble. Evidemment, cette solution ne permet pas d'avoir un contrôle sur l'utilisation qui sera faite de son épargne. Il n'est donc pas possible de tenir compte de principes éthiques, tels que, par exemple, de prêter son argent dans le cadre d'entreprises favorisant l'emploi, ayant une politique respectueuse de l'environnement ou ne produisant par d'armement...

Pour éviter cette situation, il reste notamment la possibilité de placer son épargne en actions (= part du capital) ou en obligations (= prêts) d'entreprises délibérément choisies. Une récente enquête a montré qu'un Suisse sur onze était actionnaire... Alors que le choix d'une action d'après des critères économiques est encore relativement réalisable, il devient malheureusement beaucoup plus difficile de faire son choix d'après des critères éthiques. En réalité, trois possibilités s'ouvrent dans ce cas au placeur potentiel :

1. **Approche de méfiance** — Il s'agit d'éviter les entreprises qui effectuent leurs activités d'une façon indésirable ou dans un secteur indésirable (exemple : une entreprise exploitant ses employés, investissant en Afrique du Sud ou dans le nucléaire, etc...).

2. **Approche positive** — On choisit des entreprises qui appliquent ouvertement des principes jugés positifs (exemple : une entreprise faisant un effort pour assurer un certain nombre d'emplois, ainsi que de bonnes conditions de travail).

3. **Approche active** — S'adresse à ceux qui veulent faire plus que d'éviter de "mauvaises" entreprises ou d'investir dans de "bonnes" entreprises. Il s'agit de contribuer à influencer les mauvaises, pour qu'elles modifient leurs orientations. Il ne s'agit évidemment pas de remplacer la direction de l'entreprise, mais de jouer activement son rôle de "copropriétaire", droit que donne la possession d'une action; lors de l'assemblée générale, chaque actionnaire a le droit de poser des questions et de voter sur les grandes décisions prises par l'entreprise. Pour donner plus de poids à ces interventions, des associations d'actionnaires actifs se sont créées.

En Suisse, il en existe une seule : la Convention d'actionnaires de Nestlé (CANES). Fondée en 1981, elle a pour but de promouvoir au sein de Nestlé un droit à l'information sur les orientations majeures de l'entreprise, de susciter un débat sur celles-ci lors de l'assemblée générale, ainsi que d'inciter les actionnaires à exercer leurs droits et devoirs.

■ A L'AGENDA DE LA COTMEC

► **21 novembre** : Rencontre destinée aux personnes de contact et à d'autres intéressées par la réflexion "foi et développement". Sur le thème "Distinguer la foi de ses contrefaçons pour qu'apparaisse la vigueur de la Promesse", cette soirée nous a donné l'occasion de mieux découvrir la force incoercible de la Parole de Dieu, rebelle à toutes les tentatives de la mettre au service d'un système. Et elles n'ont pas manqué...

Une large place a également été consacrée à un thème d'actualité : le rôle de l'Eglise dans la difficile question des requérants d'asile. Expériences et idées ont été échangées.

Au cours de cette rencontre, il a été décidé d'appuyer le lancement de la campagne de Carême et, pour cela, de se retrouver le **23 janvier à 20h. 15** à la paroisse protestante de Montbrillant, 14, rue de Baulacre. La réunion sera œcuménique, ce qui nous réjouit beaucoup.

Nous avons également fixé une date pour une autre réflexion foi et développement : le **13 mars 1986**.

Deux dates à inscrire sans tarder.

► **Le 30 novembre**, les Commissions tiers monde des Eglises nationale protestante et catholique ont consacré une matinée de réflexion à l'analyse des questions suscitées par la critique du tiers-mondisme. Elles l'ont fait sous la conduite de Gilbert Rist, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED). Effort de discernement pour affiner l'analyse et accueillir une réalité en constante transformation.

L'exercice a été si enrichissant que les deux commissions tiers monde ont pris date pour le prolonger en abordant cette fois les déplacements dans le discours des Eglises.

□ APPRENDRE EN JOUANT Le "tiers-mondopoly"

Est-ce encore le moment de fournir des idées de cadeaux ? Si oui, en voilà une toute trouvée. Qui ne se souvient d'après-midi de pluie autour d'un monopoly ? La même idée a été reprise, mais, cette fois, nous ne nous trouvons plus à Zurich Paradeplatz où il s'agit de construire un hôtel... Nous sommes paysans (du Pérou par exemple) et nous avons à faire fructifier cinq parcelles de terre. Culture ou élevage ? Culture vivrière ou café ? Choix difficiles que différents aléas — sous forme de cartes que l'on tire — pimentent d'impondérables.

Si ce jeu peut déjà rencontrer l'intérêt des enfants de 12 ans, il s'adresse également à des adultes qui, dans une partie, partageront quelques-unes des préoccupations et des chances des paysans du tiers monde.

Ceux chez qui ce mot suscite une certaine culpabilisation redouteront d'offrir en cadeau "Tiers-monopoly". Qu'ils se rassurent. Si le jeu évoque un certain nombre de difficultés, il n'est en rien culpabilisant et son objectif est constructif : assurer son indépendance financière et humaine.

"Tiers-mondopoly" a été réalisé par la Déclaration de Berne. On peut obtenir ces jeux au prix de Fr. 39.50 à notre secrétariat.

■ **ELISABETH KOPP A
"TABLE OUVERTE"**
Convaincre n'est pas informer

Dimanche 1er décembre, Elisabeth Kopp affrontait pour la première fois les journalistes dans une émission "Table ouverte" de la TV romande.

De cette émission, nous retiendrons un certain nombre de bonnes affirmations que la conseillère fédérale a utilement rappelées. Notamment en situant l'origine de notre loi d'asile dans une réaction contre les sombres heures de l'expulsion des Juifs pendant la guerre. Des heures que personne ne veut revivre.

Par contre, d'autres propos tenaient plus de la plaidoirie que du regard lucide sur une difficile question. Par exemple, en laissant entendre au téléspectateur que les dossiers étaient tous étudiés avec la rigueur nécessaire ou qu'il était possible à toute personne qui se présente — même avec des faux papiers — de déposer une demande d'asile. La réalité dément malheureusement quotidiennement de telles affirmations.

Plus grave, sa façon de présenter la politique de son département en étroite concertation avec des organismes comme la Ligue suisse des droits de l'homme ou Amnesty, alors que, de l'avis même des responsables de ces organisations, le fossé est profond.

Quant à nos commissions, elles n'ont pu que s'étonner de ce que la conseillère fédérale a dit à propos de l'Eglise. "Les autorités des Eglises partagent mon opinion"; quant aux "quelques prêtres" à qui l'actuelle politique d'asile fait problème, elle compte sur ces mêmes autorités pour les amener bien vite à résipiscence. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce point de vue ne recouvre pas le nôtre, particulièrement dans un canton où les autorités des Eglises elles-mêmes ont invité les communautés chrétiennes à ouvrir leurs locaux.

Dernière remarque. A entendre Madame Kopp, le conflit de conscience n'a pas de raison d'être dans un Etat de droit et ne concerne donc pas les habitants de ce pays. On ne tiendra pas rigueur à notre ministre de l'Intérieur de ne pas avoir de connaissance théologique, mais tout de même ! Comment peut-elle penser qu'il lui revient de fixer les limites du champ d'application de la conscience ?

Une autorité politique sous les projecteurs de la TV doit effectuer ensemble deux tâches pas facilement conciliables. Celle d'informer et celle de convaincre. Elle a bien réussi la seconde. A notre avis au détriment de la première.

.....
REQUERANTS D'ASILE
Dans l'expectative

Rien de nouveau à signaler concernant la situation des requérants d'asile.

— La coordination (plus de trente organisations) poursuit son activité avec dynamisme. Avez-vous lu son bulletin "Réfugiés-solidarité" ?

— Plusieurs communautés chrétiennes ont déjà inscrit le débat des réfugiés à leur ordre du jour et proposé leur collaboration.

— L'action "parrainage", sous la responsabilité des commissions tiers monde, se poursuit discrètement. Le fichier accueille encore de nouvelles adresses de personnes ou de communautés. Pour tous renseignements, on peut s'adresser au secrétariat.

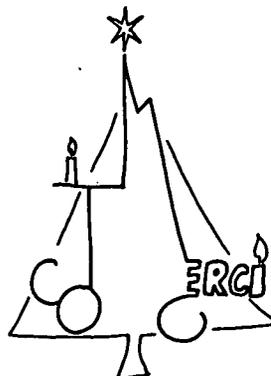
Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

Tél. 29.26.81 - CCP 12-21551

Rédacteur resp. : André Fol

J.A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



Un grand merci aux Jeunes du Centre d'intégration socio-professionnelle qui, chaque mois, assurent le pliage et l'agrafage du bulletin.

A eux et à leurs éducateurs, nous exprimons nos meilleurs vœux.

■ **LES QUARANTE ANS
DE PAX CHRISTI**

Il y a quarante ans, le mouvement Pax Christi s'établissait dans notre pays. 1945 marquait la fin d'un conflit meurtrier et ouvrait l'immense chantier de la réconciliation franco-allemande. Depuis, le mouvement a élargi son champ d'action. Ce n'est pas le moindre intérêt de Pax Christi que cet engagement à large spectre qui fait de lui le porte-parole des opprimés du tiers monde — il nous est souvent arrivé de citer des rapports de missions dans ce bulletin — mais aussi le soutien des réfugiés dans notre pays; d'accorder non seulement beaucoup d'attention aux rapports Est-Ouest, mais aussi de se mobiliser sur la question de la paix en Suisse...

Cet anniversaire est pour nous l'occasion de redire que Pax Christi joue, dans l'Eglise de notre pays, un rôle irremplaçable. Que tous ceux qui, à des titres divers, sont associés à cette tâche soient vivement félicités et reçoivent tous nos vœux pour la suite de leur travail.

■ **"PARIS-DAKAR :
pas d'accord"**

Au moment de terminer ce bulletin, nous apprenons qu'une pétition a été lancée à Paris concernant le rallye Paris-Dakar. Avec 120 associations qui l'ont déjà signée, nous pensons que ce rallye est "une manifestation provocatrice pour des populations démunies, spectatrices de ce gaspillage de richesses". Les personnes qui voudraient s'associer à cette pétition peuvent s'adresser à notre secrétariat.